

ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 11 – 9 avril 2025



ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 8 – 13 janvier 2025



Pour nous écrire :

Adresses.la.revue@gmail.com

EDITIONS
SYLLEPSE

Directeur de publication : Michel Lanson

ISSN : 3038-9798

Téléchargement sur [Entre les lignes entre les mots](http://Entre%20les%20lignes%20entre%20les%20mots), www.syllepse.net et Réseau Bastille

Éditions Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 Paris

Images : Collections particulières et DR.

LISTE DES ADRESSES

Percer l'obscurité, illuminer le présent	5
<u>Didier Epszajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein</u>	
<u>ADRESSE N° 11/103</u>	
De quoi parle-t-on quand on parle de changement de système ?	9
<u>Saša Savanovič</u>	
<u>ADRESSE N° 11/104</u>	
Manifeste pour une nouvelle Syrie	17
<u>ADRESSE N° 11/105</u>	
La révolution au Moyen-Orient et l'« axe de la résistance »	19
<u>Joseph Daher</u>	
<u>ADRESSE N° 11/106</u>	
Le devoir de la gauche israélienne en période de génocide	28
<u>Hadas Binyamini</u>	
<u>ADRESSE N° 11/107</u>	
Colonialité et système-monde capitaliste	36
<u>Michel Cahen</u>	
<u>ADRESSE N° 11/108</u>	
États-Unis : l'effondrement constitutionnel	46
<u>Aziz Rana</u>	
<u>ADRESSE N° 11/109</u>	
Flora Tristan et l'Union ouvrière	56
<u>Eleni Varikas</u>	
<u>ADRESSE N° 11/110</u>	
L'« Économie des travailleuses », un réseau international et un concept en construction	60
<u>Richard Neuville</u>	
<u>ADRESSE N° 11/111</u>	
Entreprises récupérées : la résistance à l'ultralibéralisme	63
<u>Andrés Ruggeri</u>	

<u>ADRESSE N° 11/112</u>	
L'improbable résistance en Turquie	68
<u>Cihan Tuhal</u>	
<u>ADRESSE N° 11/113</u>	
Trump, la science et la création d'ignorance	74
<u>Joelle Palmieri</u>	
<u>ADRESSE N° 11/114</u>	
Aux armes citoyens/Valmy 2.0	79
<u>Patrick Le Tréhondat et Patrick Silberstein</u>	
<u>ADRESSE N° 11/115</u>	
L'isolationnisme de gauche : le chemin vers l'insignifiance politique dans le débat sur la défense européenne	85
<u>Hanna Perekhoda</u>	
<u>ADRESSE N° 11/116</u>	
Danemark : la gauche face à la fin de l'alliance avec les États-Unis	88
<u>Mikael Hertoft</u>	
<u>ADRESSE N° 11/117</u>	
Rejeter le faux dilemme entre justice sociale et sécurité nationale	95
<u>Hanna Perekhoda</u>	
<u>ADRESSE N° 11/118</u>	
Comment gérer les dilemmes de défense de l'Europe ?	97
<u>Christian Zeller</u>	
<u>ADRESSE N° 11/119</u>	
Trump et Poutine : une alliance autoritaire qui nous met tous en danger	99
<u>Li Andersson</u>	
<u>ADRESSE N° 11/120</u>	
Soutenir la résistance ukrainienne, pas les plans de réarmement monstrueux	103
<u>Simon Pirani</u>	

Percer l'obscurité, illuminer le présent

Didier Epsztajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein

5

Le 15 août 1971, le président américain Richard Nixon supprime la convertibilité du dollar en or qui constituait alors le pivot de l'ordre monétaire international depuis 1944.

Le 2 avril 2025, le président américain Donald Trump proclame le Liberation Day et déclare une nouvelle guerre commerciale, mettant ainsi fin à une certaine forme de mondialisation capitaliste.

Changement de paradigme, chamboulement tout économique et inversion orwellienne s'invitent comme vérités : la guerre c'est la paix, la destruction des droits c'est la liberté... et Marine Le Pen se fait passer pour Martin Luther King.

Ce déroulé rend fou quiconque l'écoute. La seule thérapie est de revenir à l'analyse argumentée, à l'étude structurée, sans jamais oublier d'*arrêter de faire comme si aujourd'hui était comme hier*.

Comme nous l'avons déjà illustré dans les précédents numéros, l'arrivée au pouvoir de Donald Trump et de ses acolytes fascisants est tout sauf anecdotique.

Aux États-Unis même, la multiplication des décrets détruisant les institutions fédérales, les milliers de licenciements, le bannissement de certains mots et la censure directe (au nom de la libre expression) ou encore l'expulsion de migrant-es provoqueront, comme l'écrit Aziz Rana dans l'article que nous publions, un « effondrement constitutionnel ».

Il va sans dire que la brutale introduction des droits de douane, les menaces contre la souveraineté du Canada, du Groenland ou du Panama, la collusion avec Vladimir Poutine au détriment des populations ukrainiennes et le soutien aux menées génocidaires du gouvernement de l'État d'Israël

modifient structurellement les coordonnées de la situation mondiale (et donc les possibilités d'émancipation).

Arrêter Arturo Ui en montrant un autre monde possible

Espérons que l'ascension des forces d'extrême droite, fascistes ou post-fascistes soit « résistible ».

Face aux haines, aux répressions, aux interdictions de parole, à la création de l'ignorance¹, les forces démocratiques et progressistes pourraient comprendre qu'il faut stopper les divisions mortifères, la hiérarchisation des combats (sans oublier les silences honteux ou les alignements sur des gouvernements aux couleurs plus brunes qu'arc-en-ciel)... Refuser le nouvel état du monde ne suffit plus, il faut faire renaître l'espérance, tournée non vers les passés révolus mais vers des futurs en commun.

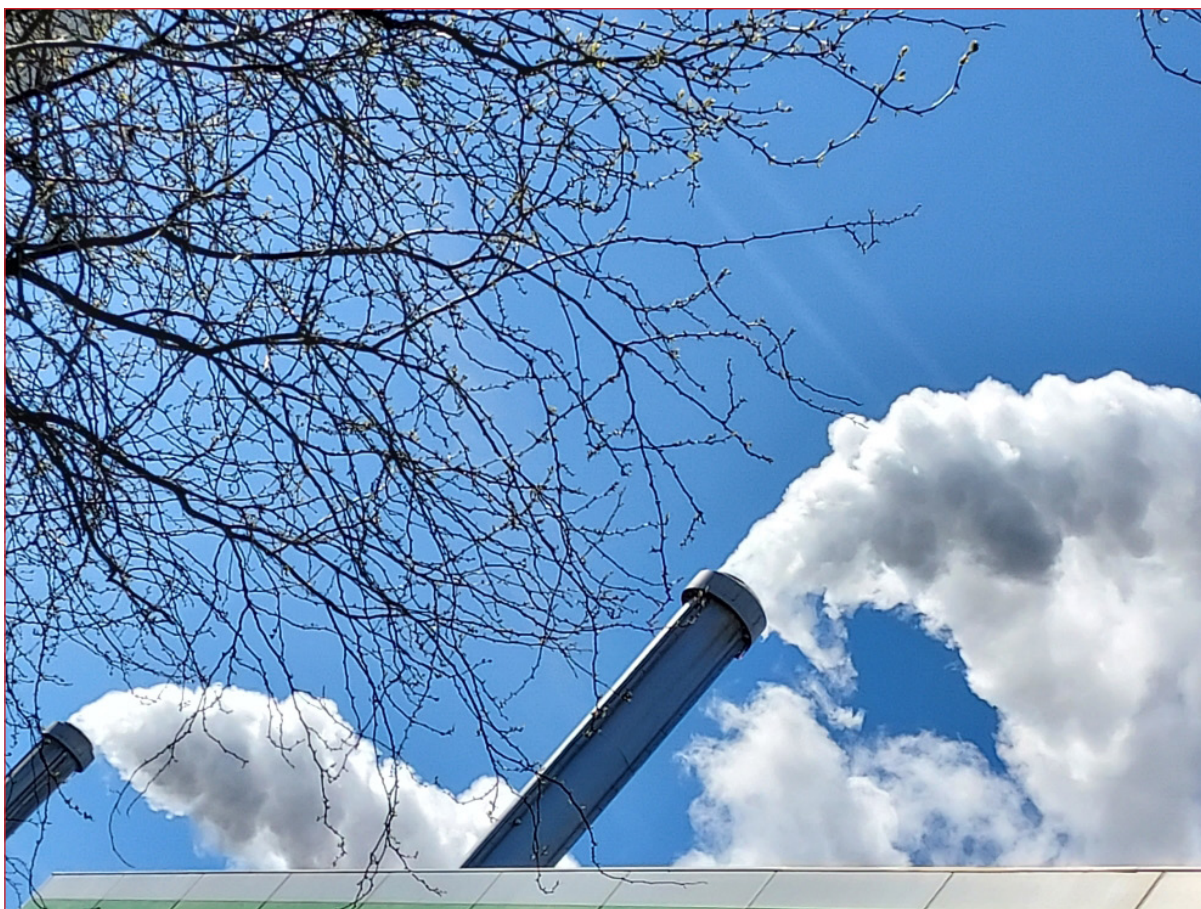
Des résistances fragmentaires existent, parfois percent l'obscurité et illuminent le présent, comme le montrent Richard Neuville sur l'« économie des travailleur·euses² » et Andrés Ruggeri sur les entreprises récupérées en Argentine³.

À tous ceux et toutes celles qui espéraient le silence, l'inertie et le découragement, les étudiant·es et la population serbe actualisent les changements possibles de système. Saša Savanovič nous donne un « aperçu » éclairant

1. Voir Joëlle Palmieri, « Trump, la science et la création de l'ignorance », p. 74.

2. Richard Neuville, « "L'Économie des travailleur·euses", un réseau international et un concept en construction », p. 60.

3. Andrés Ruggeri, « Entreprises récupérées : la résistance à l'ultralibéralisme », p. 63



de ce qui se passe dans son pays quand elle écrit que la société serbe «s'est largement auto-organisée politiquement au cours des quatre derniers mois, en dehors des institutions politiques formelles⁴».

Deux autres lueurs dans l'obscurité qui tombe. Le «Manifeste pour une nouvelle Syrie» montre comment, avec difficulté, les Syrien·nes cherchent les voies d'une nouvelle Syrie⁵. Enfin, douze ans après le mouvement de la place Taksim, les Turc·ques se lèvent et se rassemblent contre l'arbitraire de Recep Erdogan⁶.

Le Moyen-Orient est dominé par des dictatures patrimoniales, de sombres monarchies, des magnats du pétrole, des bandes armées, des barbus qui piétinent les droits des êtres humains, sans oublier bien sûr Israël – son système d'apartheid et sa guerre génocidaire. L'ensemble de ce paysage politique a longtemps été modelé par les différents pôles impérialistes mais aujourd'hui une nouvelle alliance fait de l'instabilité la norme de l'affrontement, l'horizon.

4. Saša Savanovič, «De quoi parle-t-on quand on parle de changement de système?», p. 9.

5. «Manifeste pour une nouvelle Syrie», p. 17. On en trouvera la liste des signataires sur [Mediapart](#), 2 mars 2025.

6. Cihan Tuhal, «L'improbable résistance en Turquie», p. 68.

Certain·es se contentent de formules creuses, de ce que Leila Al-Shami désigne comme l'anti-impérialisme des imbéciles⁷, s'enlisant dans un retour à la guerre froide où dictatures et bureaucraties semblaient une alternative à l'impérialisme dominant. Une posture qui néglige les aspirations nationales des minorités – à commencer par celles des Kurdes – ou qui fait silence sur l'apartheid de genre en Afghanistan ou en Iran. D'autres encore, comme le rappelle Joseph Daher, travestissent le prétendu «axe de résistance⁸» en processus révolutionnaire.

Sans droits égaux pour toutes et tous, sans reconnaissance des droits nationaux pour chaque population, sans réparation des crimes – à commencer par la Nakba – les lendemains ressembleront aux jours passés, en pire encore. C'est d'une certaine façon la question posée par Hadas Binyamini à la «gauche israélienne⁹». Michel Cahen, quant lui, nous invite à penser la diversité

7. Leila Al-Shami, «L'«anti-impérialisme» des imbéciles : faire disparaître le peuple syrien par la désinformation», [À l'encontre](#), 27 mars 2021.

8. Joseph Daher, «La révolution au Moyen-Orient et l'«axe de la résistance»», p. 19.

9. Hadas Binyamini, «Le devoir de la gauche israélienne en période de génocide», p. 28.

(questions ethniques et nationales) dans le «système-monde capitaliste¹⁰».

Nous avons précédemment abordé l'importance du droit international et de la Cour pénale internationale et Cour internationale de justice¹¹. Aujourd'hui, non seulement des gouvernements ultraréactionnaires ne reconnaissent pas ces instances au nom de leur «souveraineté» mais s'allient pour leurs destructions, d'autres – fidèles en cela aux traditions des fascismes historiques – remettent en cause le droit et la justice au niveau national¹².

Nous poursuivons aussi, sans nostalgie aucune, les interrogations du passé. Ici, en convoquant la figure de Flora Tristan, Eleni Varikas nous invite, entre autres, à explorer l'articulation de l'universel et du particulier¹³.

Après un premier «Parti pris» paru dans le numéro 4 d'[Adresses](#) en septembre 2024, nous publions ici un nouveau dossier «Partis pris». À propos des questions de défense qui ont surgi sur le devant de la scène, il offre quelques pistes de réflexion qui, partant de la «réalité concrète», permettent de dépasser les répétitions stériles de formules toutes faites ou les mots d'ordre désuets et tentent de saisir les dangers et les contradictions à

l'œuvre. Une discussion s'ouvre alors que la militarisation d'un côté et le pacifisme des campistes de l'autre aboutissent à déposséder les peuples de leur droit à s'autodéterminer et donc à se défendre.

Les questions de défense ne sont donc pas un exercice de géopolitique, c'est une question de classe, de genre... Dans un texte introductif, Patrick Le Tréhondat et Patrick Silberstein appellent à prendre à bras le corps les questions de défense et à se mettre à l'écoute des «leçons ukrainiennes¹⁴». Hanna Perekhoda exhorte la gauche à se confronter aux «réalités militaires» sous peine de devenir «des spectateurs plutôt que des acteurs, commentant les événements plutôt que de les façonner¹⁵». Elle discute également avec Christian Zeller de la fausse contradiction entre justice sociale et sécurité nationale¹⁶. De son côté, Mikael Hertoft examine le désarroi de la gauche devant l'alliance Trump-Poutine et devant le possible abandon du «parapluie américain¹⁷».

Li Andersson évoque l'alliance autoritaire Trump-Poutine «qui nous met tous en danger¹⁸». Enfin Simon Pirani invite les gauches à discuter de l'appréciation à porter sur le danger que fait peser l'impérialisme russe : «Je n'ai pas de réponse à ces questions. Mais si nous n'en discutons pas, nous ne pourrions pas mettre en place des stratégies significatives¹⁹.»

Quand la planète est face à une multitude de dangers, résultat de la crise majeure de valorisation du capital et de l'extorsion du profit, œuvrer à l'émancipation collective n'est pas illusoire ni un rêve, c'est vital.

10. Michel Cahen, «Colonialité et système-monde capitaliste», p. 36. Pour souligner l'attention que nous portons à la «question nationale», rappelons ici quelques-uns des articles publiés dans les précédents numéros d'[Adresses](#): Otto Bauer, «Pour une "laïcité nationale"» (n° 1); Rosa Luxemburg, «Auto-administration communale et loi linguistique» (n° 2); Patrick Chamoiseau, «Kanyak : du méfait colonial à la mondialité» (n° 3); Union romani internationale, «L'histoire des discriminations est liée à celle de la revendication nationale» (n° 4); Michel Cahen, «Intégrer l'ethnicité à la démocratie politique» (n° 10); Vlada Baranova et Tsypylma Dariëva, «Minorités ethniques en Russie et impérialisme» (n° 10).

11. Voir Monique Chemillier-Gendreau, «L'échec du droit international à devenir universel et ses raisons», [Adresses](#), n° 7; «Contre la domination et ouvrir la perspective d'un autre monde», [Adresses](#), n° 2; «L'occupation du territoire palestinien est frappée d'une triple illégalité», [Adresses](#), n° 3.

12. La [Ligue des droits de l'homme](#), le [Syndicat de la magistrature](#) et le [Syndicat des avocats de France](#) ont réagi fortement à cette attaque contre l'égalité devant le droit. De leur côté, dans une tribune publiée par [Mediapart](#), des étudiants en droit ont aussi exprimé leur volonté de voir les professionnels de la justice résister aux attaques venues de l'extrême droite.

13. Eleni Varikas, «Flora Tristan et l'Union ouvrière», p. 56.

14. Patrick Le Tréhondat et Patrick Silberstein, «Aux armes citoyens/Valmy 2.0», p. 79.

15. Hanna Perekhoda, «L'isolationnisme de gauche : le chemin vers l'insignifiance politique dans le débat sur la défense européenne», p. 85.

16. Hanna Perekhoda, «Rejeter le faux dilemme entre justice sociale et sécurité nationale», p. 95; Christian Zeller, «Comment gérer les dilemmes de défense de l'Europe?», p. 97.

17. Mikael Hertoft, «Danemark : la gauche face à la fin de l'alliance avec les États-Unis», p. 88.

18. Li Andersson, «Trump et Poutine : une alliance autoritaire qui nous met tous en danger», p. 99.

19. Simon Pirani, «Soutenir la résistance ukrainienne, pas les plans de réarmement monstrueux», p. 103.



De quoi parle-t-on quand on parle de changement de système ?

Saša Savanović

Depuis quatre mois, la société serbe est en ébullition. Les étudiant·es multiplient les manifestations pour exiger que le pouvoir corrompu rende des comptes. Des universités sont occupées et placées sous contrôle étudiant à travers des structures d'auto-organisation :

Nous mettons en pratique le principe de la démocratie directe.

Nous avons suspendu nos études, organisé des assemblées générales et voté des revendications, créé des groupes de travail. Nous avons occupé les locaux des facultés et les avons adaptés à notre vie quotidienne. Nous avons installé des cuisines, des dortoirs, des pharmacies, des ateliers, des cinémas et des salles de classe qui dispensent des cours pendant la grève. En trois semaines, presque tous les bâtiments universitaires de Serbie sont devenus des centres d'auto-organisation politique. Nous recevons le soutien de nos concitoyennes, dont les dons nous permettent de vivre. Chaque jour, d'autres groupes vulnérables de la société se joignent à notre lutte. [...]

Différents secteurs de la société se sont mis en mouvement autour des mobilisations étudiantes. Depuis le 30 janvier, les agriculteurs de Rača Krajujevacka bloquent le bâtiment municipal pour protester contre l'augmentation des impôts fonciers et rejoignent une manifestation organisée par des enseignantes. Le 4 février les ouvrières de l'usine textile Atair d'Ivanjica ont bloqué l'usine parce qu'ils et elles craignent que le propriétaire ne prenne les marchandises de l'usine, que l'entreprise ferme et qu'ils et elles se retrouvent sans salaires. Contre la privatisation des pharmacies publiques, les étudiant·es, en collaboration avec les pharmaciennes élaborent un plan alternatif pour «un système pharmaceutique d'État moderne et efficace qui répondra aux besoins des citoyens et garantira un accès égal à des services pharmaceutiques de qualité».

Patrick Le Tréhondat

Après la manifestation étudiante la plus massive en Serbie et au-delà, qui s'est tenue le 15 mars à Belgrade, la question se pose à juste titre de savoir quoi faire et comment procéder. La lutte continue, et dans les discussions sur les changements «systémiques», au-delà des récits ethno-nationalistes antisystémiques ou des désirs libéraux d'un gouvernement expert, nous devrions souligner le problème de classe, qui découle du caractère concret de la lutte étudiante – pour une société (auto-organisée) en tant que communauté politique.

Et c'est derrière nous. La manifestation étudiante spectaculaire attendue à Belgrade et la crainte qu'elle soit détournée par des incidents mis en scène et des tentatives de provoquer la violence. Ni «Cacileland», ni les tirs inquiétants d'un canon sonore, ni le désir irrésistible de certains que le «5 octobre» se produise, n'ont réussi à créer le chaos, les personnes sont restées responsables et calmes, et les étudiant·es ont gardé le contrôle de leur rassemblement et au premier signe de danger ont décidé de le disperser, persistant dans leur intention de ne pas faire de «derniers pas» mais des «changements tectoniques». Le combat continue ! Il y a encore beaucoup à injecter, alors continuons, sans crainte, directement dans l'idéologie, dans le domaine infectieux.

Après des mois de confusion idéologique, ou plutôt d'indécision, des orientations idéologiques plus claires se sont récemment cristallisées, tant parmi les étudiant·es que dans la société en général.

D'une part, dans l'apparition et la présence de plus en plus visible des drapeaux «No Surenchère» (ainsi que de Jésus sur fond rouge, le drapeau sous lequel les troupes russes tuent en Ukraine, et des insignes tchetniks), et d'autre part, dans les efforts de l'opinion

publique libérale et de l'opposition (et de certains groupes d'étudiant·es et de jeunes) pour réduire la rébellion étudiante et le soulèvement social pour un changement de régime, pour le traduire dans le langage de la politique institutionnelle et sur la voie de la démocratie libérale, sous l'administration temporaire d'un gouvernement «expert» qui assurera les conditions d'élections justes et honnêtes, et ainsi de suite.

Le discours sur les deux Serbies aimerait être relancé, mais son heure n'est pas venue. Contrairement à l'opinion commune en politique en Serbie (et au-delà), cette dualité n'est pas une fatalité. Il est tout à fait possible de critiquer les deux positions simultanément. De plus, ils représentent les deux faces d'une même pièce, celle du capitalisme.

Tous deux nous indiquent les principaux bastions du système. Les drapeaux et le silence des étudiant·es à leur sujet révèlent les points névralgiques de l'ordre, la raison d'État de première classe de l'État serbe – le Kosovo et le cadre ethno-national de l'État, ou plutôt de l'intérêt de l'État, et l'orthodoxie qui lui appartient – des points noirs, des lieux dangereux et de multiples tabous qui, de l'avis général, ne doivent pas être touchés. De l'autre côté, l'insistance sur le cadre politique de la démocratie libérale nous maintient dans la matrice du «réalisme capitaliste».

Il est compréhensible (même si cela ne nous plaît pas) que, puisqu'elles et ils tentent de fonder leur lutte sur l'ordre constitutionnel, les étudiant·es ne soulèvent pas les questions proclamées par la Constitution elle-même, dans le préambule, que le Kosovo fait partie intégrante de la Serbie (c'est-à-dire «Pas de reddition»), et dans le premier article, que la Serbie est l'État du peuple serbe, et seulement ensuite des autres (c'est-à-dire l'intérêt national). Ces questions ne sont évidemment pas l'objet des luttes étudiantes. Les revendications des étudiant·es n'ont rien à voir avec elles.

Si nous sommes d'accord avec Dejan Ilić lorsqu'il dit que «ce n'est pas à eux de nous sauver de notre, et non du leur, mauvais passé», alors nous acceptons aussi que la lutte étudiante ait ses limites, et que ce n'est pas nécessairement, mais peut-être, précisément celle-là. Il n'appartient pas aux étudiant·es d'ouvrir chaque question

ou de l'articuler. Elles et ils le soulignent eux-mêmes :

Les réponses aux questions étatiques et sociales les plus générales ne concernent pas exclusivement les étudiant·es et ne doivent donc pas reposer uniquement sur nos épaules.

Beaucoup ont du mal à digérer ce qu'elles et ils ont dévoilé jusqu'à présent – avec leur quatrième revendication, leur organisation plénière, leurs déclarations et leurs actes (Lettre au peuple de Serbie, Édit étudiant, Lettre aux étudiant·es du monde entier) – problématisant à la fois la démocratie libérale (représentative) et son cadre économique néolibéral et appelant à un «changement de système». Ce que signifie exactement ce changement reste flou, et les nombreuses contradictions de la lutte, tant étudiante que sociale au sens large, permettent à chacun de la comprendre à sa manière.

Changement de régime ou changement de direction

En apparence, un changement de système implique un changement de régime. C'est à ce niveau que fonctionnent l'ensemble de l'opposition, les médias d'opposition et les commentateurs/commentatrices traditionnelles de tous bords. Les mêmes dirigeants (ou leurs partisan·es idéologiques) promettent à nouveau la même démocratie libérale, comme si les trente dernières années n'avaient pas eu lieu, comme si la démocratie libérale ne s'était pas effondrée en son centre. Selon Boris Buden, pour eux, «le but ultime de la protestation est clair et sans équivoque : nettoyer l'État des éléments corrompus et ainsi procéder à une sorte de refonte générale, après quoi il fonctionnera comme neuf». Je suppose que, selon le principe de la troisième fois chanceuse, la Serbie deviendra enfin un pays «normal».

Dans cette perspective, qui réduit la politique au système politique de la démocratie libérale, la protestation étudiante est critiquée comme antipolitique. «La solution [doit] être trouvée dans l'arène politique», disent-ils, et l'arène politique, ce sont les partis, les élections, le Parlement, etc. Pour être complète, la rébellion des «masses



amorphes et politiquement inarticulées» doit être canalisée par des canaux adéquats : le système politique d'un côté, et la société civile de l'autre.

Heureusement, la politique est bien plus large que la politique institutionnalisée, et l'acteur/actrice de la rébellion en Serbie n'est ni une «masse amorphe» ni le secteur civil qui traduit les revendications des masses en soi-disant les décideurs, mais la société (ce que Partha Chatterjee, étudiant l'action politique des habitant·es des colonies illégales en Inde, communautés qui n'ont pas de prise sur la loi, contrairement aux communautés civiles, appelle la société politique).

Et cette société s'est largement auto-organisée politiquement au cours des quatre derniers mois, en dehors des institutions politiques formelles. Elle est politiquement active au quotidien dans les plénums étudiants, dans les associations informelles nouvellement formées d'éducateurs/éducatrices et leurs revendications, dans les initiatives de la Culture sous blocus à Belgrade et Kikinda, dans le plénum de la Bibliothèque nationale, dans divers groupes de quartier, dans le soutien auto-organisé des parent·es aux enseignant·es et aux étudiant·es, dans l'occupation

des facultés privées, dans les protestations et les revendications des travailleurs et des travailleuses du GSP de Belgrade et des pharmaciennes à Belgrade, Kragujevac et Užice, dans les débarquements d'agriculteurs et d'agricultrices à Bogatić et Rača, dans le Groupe des ingénieur·es de Serbie, dans le boycott des chaînes de vente au détail, dans la grève des institutions culturelles, dans le mouvement contre le projet Jadar, dans les groupes formels et informels luttant contre les projets fous de «développement» tels que l'EXPO et l'Hôtel de l'état-major, dans l'initiative des travailleurs et des travailleuses du secteur informatique pour fournir une aide financière aux éducateurs et éducatrices en grève, et ainsi de suite, la liste semble interminable. Hormis quelques syndicats et associations professionnelles semi-engagés, toutes ces initiatives politiques sont extra-institutionnelles. Ce n'est qu'exceptionnellement, comme à Kraljevo, que l'opposition bénéficie d'une confiance et d'une légitimité suffisantes pour que la société la soutienne.

Dans la «Lettre au peuple de Serbie» (j'espère que les étudiant·es ne s'adressent pas au peuple serbe, mais au peuple de Serbie), les étudiant·es décrivent littéralement ce qui

est impliqué dans leurs actions depuis des mois, et que de nombreuses observatrices et nombreux observateurs et représentant·es politiques présumé·es ignorent obstinément. Lorsqu'on leur demande «quelle est la prochaine étape», les étudiant·es répondent sans équivoque «Tout le monde aux chœurs».

Il ne pourrait pas être plus évident que les étudiant·es réfléchissent au changement de système de manière plus profonde qu'à un simple changement de régime. Elles et ils prônent un changement de gouvernance, appelant à une démocratie directe et à des institutions construites de la base vers le haut.

Les politiciens et les leaders d'opinion échouent au test de soutien à cette orientation étudiante, tout comme d'autres acteurs et actrices soi-disant plus progressistes, comme le Centre culturel de Belgrade, même si elles et ils soutiennent de manière déclarée les étudiant·es et la société rebelle. Il s'avère qu'elles et ils ne soutiennent la rébellion que dans la mesure où elle commence à les remettre en question elleux aussi. Au lieu d'y participer, aussi difficile que cela puisse être, les employé·es du KCB se distancient de l'occupation du théâtre et déplorent la perte du programme de cinéma, s'excluant ainsi de la lutte, restant au niveau de la vertu-signalisation (fausse expression de sentiments de solidarité), sans un véritable «rôle dans le jeu». Je n'ai aucun doute, suite à de nombreux commentaires, que la «libération du KCB» ait aussi ses propres problèmes importants, mais on ne peut nier qu'en occupant l'espace physique, elle a créé une fissure dans l'ordre habituel des choses et nous a ainsi permis d'en parler maintenant, confirmant que, comme le souligne Kristin Ross sur les traces de Tchernychevski, «les œuvres créent des rêves et des idées, et non l'inverse».

Rancière le souligne également dans sa lettre de soutien aux étudiants :

Pour ceux qui luttent contre l'oppression, il n'y a pas d'autre organisation que l'auto-organisation [...]. Le mouvement étudiant et de jeunesse en Serbie nous rappelle que nous ne pouvons pas séparer le but et les moyens et que la démocratie n'est pas un but extérieur mais une pratique, la vie même du mouvement.

C'est la pratique de la démocratie étudiante qui a donné naissance à toute la beauté et à tous les rêves de la rébellion.

Dans le contexte de la démocratie libérale

La vertu se révèle également être une posture favorite d'un public libéral concerné qui évite les drapeaux et les cocardes «No Surrender», tout en nourrissant le «mythe de Zoran», canonisant sans critique, plutôt que de problématiser, l'héritage de l'homme d'État qui a assimilé les tchetniks aux Partisans, a introduit l'éducation religieuse dans les écoles et était enclin à conclure des alliances «pragmatiques». En définitive, sur la question du Kosovo, la politique du gouvernement qu'il a dirigé ne différerait pas sensiblement de celle proclamée par la Constitution de 2006, dont l'adoption avait été soutenue par ses successeurs politiques et idéologiques. Sans parler de l'équilibre de sa politique économique.

De plus, ses plus grands atouts, la «normalité» qu'il promet depuis des décennies et les «valeurs européennes» ou le «mode de vie européen» qu'il espère, sont devenus entre-temps des outils aux mains de la droite radicale. Permettez-moi de vous rappeler que le slogan électoral de l'AfD allemande lors des récentes élections fédérales était : «L'Allemagne, mais normale», et la défense du «mode de vie européen» est le principal outil discursif utilisé pour justifier la mort des réfugié·es en Méditerranée.

Malgré toute la belle bravoure linguistique, particulièrement visible dans la juxtaposition du nationalisme civil et du nationalisme ethnique, le fondement de la démocratie libérale européenne (ainsi que le nôtre dans sa tentative) n'est rien d'autre que l'État-nation, fidèle jusqu'à l'os à «l'équation fondatrice de l'État républicain moderne», nationalité = citoyenneté, comme le dit Etienne Balibar.

L'opposition, comme le public libéral, ne voudrait pas nager dans ces eaux nauséabondes. Ned, s'il te plaît, regarde-toi dans le miroir. Elle préfère rester en sécurité : dans les coquilles des institutions politiques formelles, où la politique n'est même pas une mauvaise herbe. La politique est ailleurs.

Etant donné que, contrairement à l'opposition, pour les étudiant·es, «la démocratie n'est pas un objectif extérieur mais une pratique», elles et ils ont même soulevé ce sujet. Grâce à leur lutte, nous pouvons voir ce qui se passe à Novi Pazar, nous pouvons voir les Bosniaques, les Slovaques, les Valaques, les Roms, non pas comme des caricatures de leurs représentant·es politiques, ni comme des «minorités», mais comme des membres égaux de la société.

Rien de tout cela n'affecte l'opposition, elle erre perdue, incapable de trouver un rôle pour elle-même. Peut-être devrait-il essayer d'être un médiateur, pas un représentant ? Peut-être qu'au lieu de parler au nom de la société, il devrait essayer de créer un espace pour que la société puisse parler pour elle-même (ce qu'elle fait déjà certainement). Qu'au lieu de chercher à former entre eux un gouvernement de transition qui n'aurait guère la légitimité de représenter qui que ce soit d'autre qu'eux-mêmes, elles et ils devraient se tourner vers la société politique déjà largement auto-organisée.

Et quand je dis société, je ne parle pas (seulement) du secteur civil (qui est déjà menacé d'effondrement après le retrait des fonds américains), ni de la Proclamation, qui, avec toutes ses bonnes intentions, n'est rien d'autre qu'un représentant autoproclamé qui n'a été autorisé par personne à le représenter. Et je ne fais pas spécifiquement référence aux groupes d'extrême droite et d'extrême droite et à leurs efforts pour rebaptiser ou prendre le contrôle de la lutte étudiante (comme cela s'est produit à Čačak).

Je pense à l'Association des écoles en grève, je pense aux pharmaciens, aux enseignants, aux travailleurs et travailleuses sociales et culturels rebelles, je pense aux agriculteurs, je pense à SEOS et à d'autres groupes de défense de la nature, à l'Assemblée des citoyen·nes de Rakovica. Je pense aussi aux vétérans. Aux travailleurs et des travailleuses des secteurs vitaux qui n'ont pas encore été convaincu·es ou aidés à se révolter. À l'appareil répressif.

Si elle veut devenir pertinente et surtout si elle veut être utile, l'opposition pourrait dialoguer avec ces groupes, les écouter, les responsabiliser et les connecter, et convenir avec elles et avec eux de stratégies, de solutions transitoires, de représentants et

de priorités. Elle pourrait s'efforcer d'être présente là où se forgent de nouvelles politiques, là où se construisent de nouvelles institutions et de nouvelles visions, et d'y soulever des questions, même douloureuses et désagréables, sur le passé et les fondements de l'État.

L'économie politique et le point noir des manifestations étudiantes

L'abandon du «réalisme capitaliste», ou plutôt la demande d'un changement de paradigme économique, est implicite dans les actions étudiantes ainsi que dans les actions et revendications d'autres groupes sociaux rebelles. Elles et ils partent tous et toutes du constat évident que l'ère de la mondialisation joyeuse est révolue et que le capitalisme, surtout sous sa forme néolibérale, a apporté la ruine au lieu de la prospérité, et elles et ils exigent une direction différente. Les étudiant·es, les personnalités culturelles, les travailleurs et travailleuses de la santé et des services sociaux exigent davantage d'investissements publics, les travailleurs/travailleuses de GSP et d'Apoteka Beograd à Belgrade exigent l'arrêt des privatisations et la révision des contrats publics-privés existants, SEOS exige la suspension complète du projet Jadar, et les travailleurs/travailleuses de Proleter à Ivanjica bloquent l'usine depuis des semaines, empêchant l'employeur de retirer les marchandises et les matières premières de l'usine, et exigent qu'on leur paie les salaires qui leur sont dus.

La réticence à remettre en question le cadre économique de l'ordre est particulièrement visible dans l'ignorance des acteurs sociaux et des aspects de leur lutte qui le remettent en question. Ainsi, les blocages des facultés privées ont été complètement levés, avec les pressions et les menaces que subissent leurs étudiant·es. Comme l'a écrit Tatjana Rosić, les étudiant·es soulèvent la question de savoir si la liberté académique peut exister dans une entreprise privée dont le but ultime est, en fin de compte, de faire du profit. Ou, plus largement, peut-il y avoir une agora privée, une propriété privée destinée aux libertés publiques ? La réponse devrait être plus que claire si l'on considère la transformation rapide du défunt Twitter en

un X fasciste. Plus récemment, l'arrestation et la déportation planifiée de l'activiste pro-palestinien Mahmoud Khalili aux États-Unis, réalisée avec le soutien de son université, Columbia, nous dit tout sur la possibilité de la liberté académique dans le cadre d'une entreprise privée.

En partant de l'économie politique, on peut aussi revenir au point noir des manifestations étudiantes, au Kosovo incontestable et à la formulation nationale de l'intérêt de l'État. Tout comme le drapeau «No Surrender» domine l'espace parce que la Constitution l'y encourage, de même l'intérêt national, par inertie, tend à supprimer la nature de classe de la rébellion sociale. La divergence entre les intérêts nationaux et les intérêts de classe, ou la question de savoir si la perspective de classe ou nationale de la lutte prévaut, est cruciale pour l'avenir de la rébellion et de la Serbie.

Prenons un peu de recul pour considérer le travail des projets nationaux anti-establishment jusqu'à présent. Dans son analyse des programmes économiques des partis d'extrême droite en Europe, Jan Rettig conclut que leurs politiques peuvent être considérées comme en partie anti-systémiques, car elles rompent avec la foi aveugle dans le marché. Toutefois, elle le fait uniquement dans le but de protéger le capital privé national. Tandis que d'un côté, elle introduit des mesures protectionnistes, de l'autre, elle poursuit la dévastation néolibérale du secteur public et la privation de droits des travailleurs et des travailleuses.

Cette tendance est évidente lorsqu'on examine les premiers mois de la présidence de Trump. Le guerrier le plus constant «contre l'establishment» donne des milliards de contrats gouvernementaux et de subventions à son ami et second informel (et l'homme le plus riche du monde), tout en abolissant en même temps les programmes de soutien aux pauvres, en supprimant le financement des universités et des projets scientifiques, et en réduisant radicalement le secteur public, laissant des milliers de personnes sans emploi et sans revenus.

En Europe, les gouvernements de droite comme du centre, dans leur bellicisme frénétique, injectent de l'argent dans les industries militaires privées, se révélant, bien que choqués par la trahison de Trump, comme

de fidèles partisans de son virage impérial. Dans les rues de Berlin, on voit partout des panneaux publicitaires faisant la promotion de drones militaires fabriqués en Allemagne par Quantum Systems, dont l'un des principaux investisseurs est le propriétaire de Palantir, financier de longue date de Trump et un radical de droite confirmé, sans parler du fasciste, Peter Thiel. Selon les médias, Quantum Systems doublera sa production de drones destinés à la guerre en Ukraine en 2025.

Le rejet ouvert par Trump du droit international et de l'ordre établi après la Seconde Guerre mondiale, en faveur d'une politique impériale non dissimulée, a exposé l'Europe comme une périphérie, non pas un partenaire mais une sphère d'intérêt, le proverbial Moyen-Orient ou l'Amérique latine, dans laquelle l'ancien *hégémon* «bienveillant» fait ce qu'il veut, tout en cherchant à négocier avec un autre empire potentiel (la Russie) pour partager le butin (l'Ukraine).

Pays, pas territoire

Où ces militaristes égarés chercheront-ils les matières premières pour leurs entreprises impériales? Qui utiliseront-ils comme chair à canon? Certainement pas leurs enfants, mais les nôtres. Et par les nôtres, je n'entends pas seulement les Serbes, mais tous les périphériques, tous les marginaux, toutes les classes ouvrières, toutes les frontières, comme les enfants d'Ukraine, tous les «superflus», comme les enfants palestiniens qui occupent un espace qui pourrait devenir une «belle Riviera».

Si les intérêts nationaux, incarnés dans les drapeaux «No Surrender», l'emportent dans la lutte pour le sens et les objectifs de la rébellion sociale, la Serbie se retrouvera face au choix de s'aligner sur une, deux, trois ou cinq puissances impériales, auxquelles elle mettra tout ce qu'elle a à sa disposition – son peuple, sa terre, ses ressources. Dans ce scénario, seules les élites *compradores*, politiques et économiques, peuvent s'en sortir.

Contrairement à la perspective nationale, qui pour l'instant, du moins autant que je puisse le voir, est présente exclusivement de manière symbolique, la perspective de classe et intersectionnelle naît et imprègne tous les aspects de la rébellion étudiante et sociale. Ses devises sont la justice, la

solidarité, l'égalité, l'entraide et une vie digne pour chaque personne.

Contrairement à la droite anti-systémique, qui a son pied dans l'essentialisme et le nativisme, le genre, la classe, les hiérarchies raciales et ethno-nationales, la charge anti-systémique de la lutte étudiante est profondément féministe parce qu'elle met en avant l'éthique du soin de ceux qui sont différents, des plus faibles, des opprimé·es, des invisibles et des oublié·es, parce qu'elle valorise profondément la vie (pas seulement humaine), insiste sur la non-violence, la solidarité et le souci du bien commun, elle est antifasciste parce qu'elle se préoccupe de ce que sont les autres, anticoloniale et anti-impériale parce qu'elle rejette la logique de supériorité de l'un·e sur l'autre, et certainement de classe parce qu'elle n'accepte pas le « naturel » de l'appropriation et de l'exploitation.

Peu importe à quel point nos représentants politiques excédentaires tentent d'établir une nouvelle itération de notre démocratie libérale, le système international dans lequel la Serbie existe, qu'elle le veuille ou non, a été irréversiblement modifié. Nous ne pouvons pas revenir au passé. Et pourquoi le ferions-nous ? Ce passé est responsable de l'apocalypse dans laquelle nous vivons – politique, économique, écologique – et qui prive les enfants d'aujourd'hui du droit à un avenir. Au lieu de choisir entre brûler dans une guerre nucléaire ou être brûlés par le soleil, les jeunes choisissent au moins de se battre pour la possibilité d'un avenir différent.

Ce texte peut donc être lu comme un appel aux libéraux : si elles et ils ne veulent pas (ou ne peuvent pas) les aider, au moins ne leur faites pas obstacle. Il n'existe pas de solutions toutes faites, surtout pas celles qui ont déjà abouti à plusieurs reprises à un fiasco. Il n'existe pas de chemins tracés, faire un pas en avant est très risqué et l'issue est incertaine. Le mouvement étudiant est politiquement incomplet, parfois maladroit dans l'articulation de ses principes, condamné, comme nous tous, à la terminologie et à l'appareil conceptuel hérités d'un système moribond. Leurs idéaux ne se réalisent pas pleinement, mais le caractère concret de leur lutte crée des « idées et des rêves ».

En réfléchissant ensemble et en imaginant différentes réalités économiques et

politiques, cela peut nous aider à regarder au-delà de nos luttes individuelles. Regardons vers le passé, vers l'expérience de la Commune de Paris, vers ce qu'on appelle du Sud global, au Rojava, une société sans État, à la Bolivie plurinationale, vers la résistance palestinienne qui prend l'olivier comme symbole, et place la terre au centre de sa lutte, non pas comme territoire d'État, ni comme propriété, mais comme terre qui donne la vie. « Tous les États et toutes les frontières sont imaginaires, seule la terre est réelle, et la terre nous accepte où que nous mourions », comme le dit la sage Yusra dans la série *Mo*. La terre est à nous, non pas parce que nous en sommes indigènes, ni parce que nous la possédons, mais parce que nous nous engageons à en prendre soin, à la renouveler, car en renouvelant la terre, nous ne pouvons que nous renouveler nous-mêmes.

Aleksandra Saša Savanović est une auteure et chercheuse serbe. Ses recherches portent sur les paradigmes économiques post-capitalistes et les transformations contemporaines du travail, de l'État et de la citoyenneté. Elle est aussi romancière.

Source : *Mašina*, 15 mars 2025.

Mašina est le seul média ouvertement orienté à gauche sur la scène médiatique de Serbie. Il donne intentionnellement une voix et un espace aux défavorisés, aux pauvres, aux travailleurs, à ceux qui ont été invisibilisés, cachés et marginalisés par la société. La rédaction est composée de féministes, de syndicalistes, de personnes LGBTQ+, de Roms et de membres de minorités nationales. Il existe depuis neuf ans et occupe à Belgrade une partie des anciens locaux du journal socialiste *Borba*.

SERBIE

À lire aussi

Robert Kasumović, « Serbie : pourquoi les manifestations dans les petites villes et municipalités sont-elles importantes ? », [Europe solidaires sans frontières](#)

« Lettre des organisations de la société civile serbe », [Entre les lignes entre les mots](#)

« La Serbie au bord du gouffre : avertissement urgent à l'approche des manifestations étudiantes du 15 mars », [Entre les lignes entre les mots](#)

Vladimir Unkovski-Korica, « Le mouvement ne peut pas se permettre de s'arrêter maintenant », [Entre les lignes entre les mots](#)

« Tout le monde aux plénums (assemblées) – Autogestion totale », [Entre les lignes entre les mots](#)

Patrick Le Tréhondat, « Serbie : un Mai 68 rampant ? », [Cerises la coopérative](#)

Adriana Zaharijević, « Les étudiants serbes montrent au monde comment restaurer l'espoir démocratique », [Mediapart](#)

Iskra Krstić, « Trois mois de manifestations contre la corruption et la violence d'État en Serbie », [Entre les lignes entre les mots](#)

« Le Centre culturel étudiant est à nouveau géré par des étudiants ! », [Entre les lignes entre les mots](#)

« Le syndicat de la santé Nezavisnost rejette l'accord avec le gouvernement », [Entre les lignes entre les mots](#)

Anastazija Govedarica Antanasijević, « Le début d'une rébellion contre les syndicats étudiants contrôlés par l'État en Serbie », [Entre les lignes entre les mots](#)

Priama Diia, « Solidarité avec les étudiantes en lutte en Serbie », [Entre les lignes entre les mots](#)

Zoran Pavlović, « Il n'y aura pas de retour en arrière en Serbie : une nouvelle génération est née », [Entre les lignes entre les mots](#)

Jakub Bokes, « Le front serbe de l'impérialisme environnemental européen : la lutte autour des projets d'extraction de lithium dans la vallée de la Jadar », [Europe solidaires sans frontières](#)

Dimitrije Tucović, [Serbie et Albanie](#) (1914) et « Contribution à une critique de la politique de conquêtes militaires menée par la bourgeoisie serbe », [Entre les lignes entre les mots](#)

Manifeste pour une nouvelle Syrie

17

Après plus de cinq décennies de tyrannie, de répression féroce et de corruption, le régime assadien est tombé, laissant un lourd héritage de destructions matérielles et morales, dont l'extrême pauvreté et la marginalisation qui affectent de larges secteurs du peuple syrien, la détérioration catastrophique des services publics, des tensions ethniques et communautaires délibérément entretenues par l'ancien régime, ainsi qu'un vide politique dû à l'interdiction imposée à deux ou trois générations de débattre librement des questions publiques. Tout cela place notre pays face à des défis majeurs pour sa reconstruction politique, économique, sociale, culturelle et psychologique, ainsi que pour la mise en place de garanties contre la tyrannie et toute tentative, d'où qu'elle vienne, de monopoliser le pouvoir et de s'en servir abusivement.

Convaincus que notre peuple est aujourd'hui appelé à participer activement à la détermination de son présent et de son avenir, nous, soussignés, mettons l'accent, dans cette déclaration, sur un ensemble de principes fondamentaux destinés à immuniser la nouvelle Syrie, à encadrer la période de transition et à contribuer à l'établissement du système politique pour lequel le peuple syrien s'est soulevé sous la bannière de la liberté et de la dignité, et pour lequel sont morts des centaines de milliers de ses fils et de ses filles.

1. Nous affirmons que tous les citoyens et citoyennes, quelles que soient leurs origines ethniques et confessionnelles, sont égaux devant la loi en termes de droits, de devoirs, de dignité et de respectabilité sociale.

2. Nous appelons à la restauration des libertés publiques fondamentales, en particulier la liberté de réunion, de manifestation, d'expression et de croyance, incluant les

libertés politiques, telles que le droit de fonder des partis, des journaux, des plateformes et des forums, ainsi que les libertés sociales, notamment le droit de créer des syndicats et des associations indépendants des appareils d'État. Dans cet esprit, l'État ne saurait intervenir, ni positivement ni négativement, dans les usages alimentaires ou vestimentaires ou tout autre aspect de la vie quotidienne.

3. Nous insistons sur la nécessité d'adhérer sans réserve aux traités et pactes internationaux garantissant les droits de l'homme civils, politiques, sociaux et économiques, ainsi qu'à ceux assurant le respect du droit humanitaire international et la poursuite des auteurs de violations.

4. Nous exigeons l'adoption de lois encadrant la justice transitionnelle par des instances constitutionnelles élues, afin que les personnes accusées de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité répondent de leurs actes, selon des procédures équitables, sans représailles, et cela concerne toutes les parties impliquées, quelle que soit leur affiliation. Ces lois devront garantir la justice pour les victimes, les droits de la défense et la présomption d'innocence, tout en prévoyant des mesures visant à révéler le sort des disparus, à préserver les documents, à empêcher la dégradation des charniers et à permettre aux Syriens d'accéder à la vérité, seule voie vers le pardon et la réconciliation nationale.

5. Nous insistons sur l'unité du territoire syrien, dans ses frontières internationalement reconnues, ainsi que sur son indépendance et sa souveraineté sur l'ensemble de ses ressources.

6. Dans la nouvelle Syrie à laquelle nous aspirons, une solution juste à la question kurde doit répondre aux revendications



légitimes, culturelles, linguistiques et politiques, de nos concitoyens kurdes, dans le cadre d'une décentralisation administrative négociée.

7. Enfin, nous appelons à la construction d'une armée et de services de sécurité fondés sur une base nationale inclusive, représentant toutes les composantes du peuple syrien sans discrimination. Nous exigeons que le port d'armes soit strictement limité aux institutions étatiques chargées de la défense des frontières du pays et de la sécurité des citoyens. Il faut rigoureusement interdire aux services de sécurité toute pratique arbitraire, notamment la détention sans fondement légal et la torture, qu'elle soit physique ou psychologique.

L'ère de la tyrannie est révolue, et les Syriens n'accepteront plus jamais de revivre les souffrances du passé. Les forces vives du pays, en Syrie même et dans la diaspora, doivent s'unir et exprimer leur volonté de façon responsable et sans entraves, afin que la Syrie puisse traverser cette période de transition dans la paix, la sécurité, la fraternité et la confiance. Cette transition doit mener à l'élection d'une assemblée constituante, selon une loi électorale équitable, et à l'adoption d'une nouvelle constitution garantissant à tous les citoyens et toutes les citoyennes leur liberté et leur dignité.

Source : [Mediapat](#), 3 mars 2025.

La révolution au Moyen-Orient et l'« axe de la résistance »

Joseph Daher

L'accord de cessez-le-feu entre le Hamas et Israël, qui avait mené une guerre génocidaire contre les Palestiniens à Gaza pendant plus d'un an, soulève des questions stratégiques pour la lutte de libération palestinienne et ceux qui la soutiennent. Jusqu'à présent, la stratégie dominante a été de cultiver une alliance avec ce qu'on appelle l'« Axe de la résistance » de l'Iran pour soutenir des attaques militaires contre Israël, mais ce réseau a subi des revers dévastateurs face à la puissance combinée d'Israël et des États-Unis.

Les assassinats répétés de dirigeants iraniens par Israël et les attaques directes contre l'Iran lui-même ont exposé les faiblesses et les défis auxquels l'Iran est confronté dans la région. La guerre brutale de Tel-Aviv contre le Liban a considérablement endommagé le Hezbollah, joyau de la couronne de l'Axe iranien, et puni collectivement le peuple libanais, en particulier la base du Hezbollah dans la population chiite du pays. La chute de l'autre allié régional proche de l'Iran, Bachar al-Assad, a davantage affaibli l'Axe. Seuls les Houthis au Yémen ont survécu relativement intacts à l'assaut.

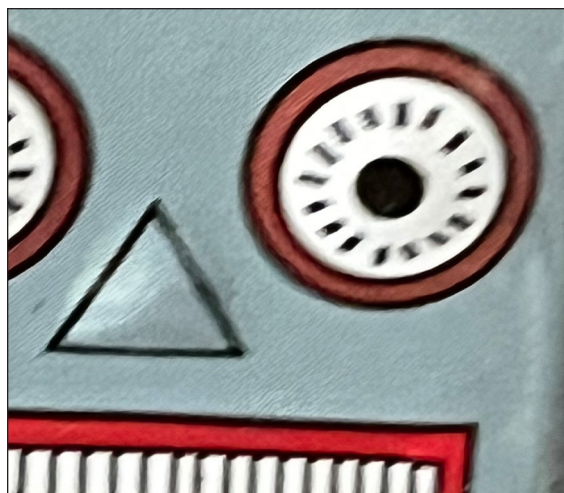
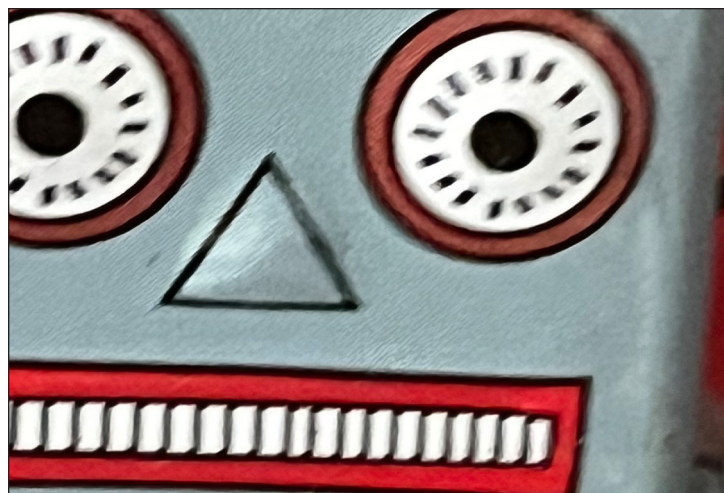
Bien sûr, Israël n'a pas atteint ses principaux objectifs à Gaza, à savoir détruire le Hamas et procéder au nettoyage ethnique de la population, et il a été discrédité et délégitimé mondialement comme un État génocidaire, colonial et d'apartheid. Néanmoins, la stratégie de résistance militaire à Israël basée sur le soutien de l'Axe a montré ses limites, voire son incapacité à obtenir la libération. Alors, qu'avons-nous appris sur l'Axe ? Quel est son avenir ? Que pensent les masses de la région de l'Axe ? Quelle est l'alternative à la stratégie militaire contre Israël ? Comment la gauche internationale devrait-elle se positionner dans ces débats stratégiques ?

Origines et développement du prétendu « Axe de la résistance » iranien

Dans les années 2000, le régime iranien a étendu son influence au Moyen-Orient, principalement par l'intermédiaire du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI). Il a profité de la défaite subie par les États-Unis et leurs alliés dans leur soi-disant guerre contre le terrorisme au Moyen-Orient et en Asie centrale. L'ambition de George Bush de changement de régime régional a été bloquée par la résistance à l'occupation américaine de l'Irak et de l'Afghanistan. L'Iran s'est assuré des alliés avec les divers partis et milices fondamentalistes islamiques chiites d'Irak et leurs représentants dans les institutions étatiques, devenant la puissance régionale la plus influente dans le pays.

L'Iran a également accru son influence au Liban, principalement par son alliance avec le Hezbollah, qui a gagné en popularité après sa résistance contre la guerre israélienne au Liban en 2006. Depuis le milieu des années 1980, Téhéran a soutenu le Hezbollah, lui fournissant financement et armes. Dans les années 2010, le régime iranien a également renforcé ses relations avec d'autres organisations de la région, notamment le mouvement Houthi au Yémen, surtout après la guerre de l'Arabie saoudite contre ce pays en 2015. Depuis lors, l'Iran a fourni un soutien militaire aux Houthis. En outre, Téhéran a conclu une alliance étroite avec le Hamas dans les territoires palestiniens occupés.

L'alliance régionale de l'Iran a atteint son apogée à la fin des années 2010 avec le Hezbollah dominant la scène politique au Liban, les milices irakiennes affirmant leur pouvoir, les propres forces de l'Iran combinées à celles du Hezbollah soutenant la contre-révolution



d'Assad en Syrie, et les Houthis obtenant une trêve avec l'Arabie saoudite. Le CGRI a été le principal agent de consolidation de l'Axe. Il est dans une certaine mesure un État dans l'État en Iran, combinant force militaire, influence politique et contrôle sur un secteur majeur de l'économie nationale. Il a mené des interventions armées en Irak, en Syrie et au Liban.

Poursuivre le pouvoir régional, non la libération

L'Iran a tenté d'établir un équilibre régional des forces contre Israël et les États-Unis tout en poursuivant ses propres objectifs militaires et économiques dans la région. Le régime considère tout défi à son influence en Irak, au Liban, au Yémen et dans la bande de Gaza, qu'il vienne d'en bas par des forces populaires ou d'Israël, d'autres puissances régionales et des États-Unis, comme une menace pour ses intérêts. Sa politique est entièrement motivée par ses intérêts étatiques et capitalistes, et non par un quelconque projet libérateur.

L'Iran et ses alliés de l'Axe s'opposent non seulement aux autres puissances antagonistes, mais aussi aux luttes populaires pour la démocratie et l'égalité.

Le régime iranien refuse à ses travailleurs les droits fondamentaux de s'organiser, de négocier collectivement et de faire grève. Il réprime toute manifestation, arrêtant et emprisonnant les dissidents, dont des dizaines de milliers croupissent comme prisonniers politiques dans les prisons du pays. Le régime impose l'oppression nationale aux Kurdes ainsi qu'aux peuples du Sistan et du Baloutchistan, provoquant régulièrement des résistances, plus récemment en 2019. Il soumet également les femmes à une oppression systématique, créant des conditions si intolérables qu'elles ont déclenché le

mouvement de masse «Femme, Vie, Liberté» en 2022.

Téhéran s'oppose également aux manifestations populaires contre ses alliés de l'Axe. Il a condamné les manifestations de masse au Liban et en Irak en 2019, affirmant que les États-Unis et leurs alliés étaient derrière elles pour répandre «l'insécurité et les troubles». En Syrie, l'Iran a fourni ses forces, des combattants d'Afghanistan et du Pakistan, et les militants du Hezbollah comme troupes terrestres tandis que la Russie mobilisait ses forces aériennes pour soutenir la contre-révolution brutale d'Assad contre le soulèvement démocratique de 2011.

Les alliés de l'Iran dans l'Axe ont également réprimé les mouvements populaires. Au Liban, le Hezbollah a collaboré avec le reste des partis au pouvoir du pays, malgré leurs désaccords, pour s'opposer aux mouvements sociaux qui ont défié leur ordre sectaire et néolibéral. Par exemple, ils se sont unis contre l'Intifada libanaise d'octobre 2019. Le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a prétendu que le soulèvement était financé par des puissances étrangères et a envoyé des membres du parti attaquer les manifestants.

En Irak, des milices et des partis alliés à l'Iran, comme les Unités de Mobilisation Populaire, ont réprimé les luttes populaires. Ils ont lancé une violente campagne d'assassinat et de répression des manifestants civils, des organisateurs et des journalistes, tuant plusieurs centaines et blessant plusieurs milliers de personnes. Le Hezbollah et les milices irakiennes ont justifié leur répression des manifestations en 2019 en affirmant qu'elles étaient les instruments d'autres puissances étrangères. En réalité, il s'agissait d'expressions de peuples lésés luttant pour des revendications légitimes de réforme de leurs pays, et non de l'exécution d'un quelconque agenda caché d'un autre État. C'est pourquoi les militants ont scandé des slogans comme

«Ni l'Arabie saoudite, ni l'Iran» et «Ni les États-Unis, ni l'Iran».

À vrai dire, l'Iran n'est pas un opposant constant ou cohérent à l'impérialisme américain. Par exemple, l'Iran a collaboré avec l'impérialisme américain lors de ses invasions et occupations de l'Afghanistan et de l'Irak. L'Iran n'est pas non plus un allié fiable de la libération palestinienne. Par exemple, lorsque le Hamas a refusé de soutenir le régime d'Assad et sa répression brutale du soulèvement syrien en 2011, l'Iran a coupé son aide financière au mouvement palestinien.

Cela a changé après qu'Ismaël Haniya a remplacé Khaled Meshaal comme chef du Hamas en 2017, restaurant des relations plus étroites entre le mouvement palestinien, le Hezbollah et l'Iran. Mais les divisions entre l'Iran et les Palestiniens demeurent, notamment sur la question de la Syrie. De larges sections de Palestiniens dans les territoires occupés et ailleurs ont célébré la chute de l'allié de l'Iran, Assad, qui était largement considéré comme un tyran meurtrier et un ennemi des Palestiniens et de leur cause.

De plus, l'alliance du Hamas avec l'Iran a été critiquée par des segments de Palestiniens à Gaza, même par ceux proches de la base du Hamas. Par exemple, un groupe de Palestiniens a déchiré un panneau d'affichage à Gaza City en décembre 2020 avec un portrait géant du défunt général Qassem Soleimani, qui avait commandé la Force Qods de l'Iran, quelques jours avant le premier anniversaire de sa mort. La frappe aérienne de Washington qui a tué Soleimani à Bagdad en 2020 a été condamnée par le Hamas, et Haniyeh s'est même rendu à Téhéran pour assister à ses funérailles.

Ces groupes de Palestiniens ont dénoncé Soleimani comme un criminel. Plusieurs autres signes et bannières avec le portrait de Soleimani ont également été vandalisés. Dans une seule vidéo, un individu a qualifié le leader iranien de «tueur de Syriens et d'Irakiens».

Tout cela démontre que l'Iran et ses alliés ont joué un rôle contre-révolutionnaire dans divers pays de la région, s'opposant aux manifestations populaires pour la démocratie, la justice sociale et l'égalité. Ils n'ont jamais été un Axe de Résistance, mais une alliance engagée dans l'autopréservation de ses membres et l'affirmation du pouvoir régional.

L'«Axe de la retenue»

Cette réalité a été confirmée par la réponse de l'Iran à l'attaque du Hamas du 7 octobre et à la guerre génocidaire d'Israël à Gaza. Bien que le régime iranien ait affirmé son soutien au Hamas et aux Palestiniens, il a constamment cherché à éviter toute guerre généralisée avec Israël et les États-Unis par souci de sa survie au pouvoir. Pour cette raison, l'Iran a modéré ses réponses aux frappes répétées d'Israël contre des cibles iraniennes et du Hezbollah en Syrie et à ses assassinats de hauts responsables iraniens, y compris en Iran même.

Téhéran a initialement tenté de faire pression sur les États-Unis en ordonnant à des milices pro-iraniennes en Irak et en Syrie d'attaquer des bases américaines en Syrie, en Irak et, dans une moindre mesure, en Jordanie. Cependant, après les frappes aériennes américaines en février 2024, l'Iran a réduit ces attaques au minimum. Seuls les Houthis au Yémen ont continué à cibler des navires commerciaux dans la mer Rouge et à lancer quelques missiles contre Israël.

L'Iran a mené des opérations militaires directement contre Israël pour la première fois depuis l'établissement de la République islamique d'Iran en 1979, mais toujours de manière calculée pour éviter toute confrontation généralisée. Chaque échange entre les deux puissances le prouve. En avril 2024, l'Iran a lancé l'opération True Promise en réponse à la frappe de missiles israélienne sur l'ambassade iranienne à Damas le 1^{er} avril, qui a tué seize personnes, dont sept membres du CGRI et le commandant de la Force Qods au Levant, Mohammad Reza Zahedi.

Avant que l'Iran ne riposte, il a donné à ses alliés et voisins un préavis de 72 heures pour qu'ils aient le temps de protéger leur espace aérien. Compte tenu de cet avertissement, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont aidé à neutraliser l'attaque en partageant des informations avec Israël et les États-Unis. Les gouvernements saoudien et irakien ont également autorisé les avions ravitailleurs de l'armée de l'air américaine à rester dans leur espace aérien pour soutenir les patrouilles américaines et alliées pendant l'opération.

Ce n'est qu'après tout cela que l'Iran a lancé trois cents drones et missiles sur Israël, mais cette attaque était largement symbolique et calculée pour éviter de causer des

dommages réels. Les drones ont mis des heures à atteindre leur destination et ont été facilement identifiés et abattus. L'Iran n'a notamment pas appelé ses alliés comme le Hezbollah à se joindre à son attaque. Après l'opération, le Conseil suprême de sécurité nationale de l'Iran a déclaré qu'aucune autre action militaire n'était prévue et qu'il considérait l'«affaire close».

En d'autres termes, l'Iran a effectué la frappe principalement pour sauver la face et dissuader Israël de poursuivre son attaque contre le consulat iranien à Damas. Ce faisant, le régime iranien a clairement indiqué qu'il voulait éviter une guerre régionale avec Israël et surtout toute confrontation directe avec les États-Unis. L'Iran a agi principalement pour se protéger et protéger son réseau d'alliés dans la région.

Téhéran a ensuite lancé une seconde attaque de près de 200 missiles sur Israël le 1^{er} octobre pour «venger» les assassinats de Hassan Nasrallah au Liban et du chef du Hamas Ismaïl Haniyeh à Téhéran. Bien que ce fût certainement une escalade de la part de l'Iran, elle était entièrement conçue pour éviter la perte de sa crédibilité auprès de ses alliés et partisans libanais du Hezbollah. Là encore, l'attaque était limitée et réalisée de manière à minimiser la confrontation avec Israël et les États-Unis. Elle était si peu convaincante comme moyen de dissuasion que le 26 octobre, Israël a lancé trois nouvelles vagues de frappes contre les systèmes de défense aérienne de l'Iran, autour des sites énergétiques et des installations de fabrication de missiles. Tel-Aviv avait également voulu bombarder des sites nucléaires et pétroliers iraniens mais a été retenu par les États-Unis. Plusieurs pays arabes, avec lesquels Israël entretient des relations directes ou indirectes, ont également refusé de laisser les bombardiers et missiles israéliens survoler leur territoire. Néanmoins, les attaques ont révélé la vulnérabilité de l'Iran.

Ses alliés régionaux ont été similairement exposés, tant dans leur faiblesse que dans leur retenue en réponse à la guerre génocidaire d'Israël. Bien que le Hezbollah ait lancé des frappes dans le nord d'Israël, celles-ci étaient également limitées et largement symboliques. Et Israël a appelé son bluff. Il a répondu par une brutale attaque terroriste d'État en faisant exploser des bipeurs piégés

transportés par les cadres du Hezbollah, tuant un nombre incalculable de civils dans le processus. Il a également lancé une guerre brutale dans le sud du Liban, décimant le Hezbollah en tant que force militaire et punissant collectivement ses partisans dans la population chiite. En conséquence, le Hezbollah a été considérablement affaibli.

En plus de cela, l'Iran a perdu son autre allié clé, le régime d'Assad en Syrie, lorsque des forces ont renversé son régime presque sans combat. Assad n'a jamais été un allié de la lutte de libération palestinienne. Son régime avait maintenu la paix à ses frontières avec Israël et, dans sa guerre contre-révolutionnaire en Syrie, il a attaqué des Palestiniens dans le camp de réfugiés de Yarmouk et ailleurs. C'est pourquoi de larges sections des Palestiniens ont célébré la chute du régime syrien.

Avec la chute d'Assad, cependant, l'Iran a perdu sa base syrienne pour la coordination logistique, la production d'armes et les expéditions d'armes dans toute la région, en particulier vers le Hezbollah. Tout cela a considérablement affaibli Téhéran, tant à l'intérieur qu'à l'échelle régionale. C'est pourquoi l'Iran a intérêt à déstabiliser la Syrie après la chute du régime en fomentant des tensions sectaires à travers ses réseaux restants dans le pays. Il ne veut pas d'une Syrie stable, surtout une avec laquelle ses rivaux régionaux peuvent conclure une alliance.

Le seul des alliés de l'Iran qui reste relativement intact est les Houthis au Yémen. Avant le cessez-le-feu, Israël a bombardé à plusieurs reprises les forces Houthis dans une tentative de les affaiblir ainsi que l'Axe de l'Iran. En décembre 2024, Tel-Aviv a intensifié sa campagne de frappes sur les ports de Hodeida, al-Salif et Ras Isa contrôlés par les Houthis afin de saper leur base économique, qui provient des taxes portuaires, des droits de douane et des expéditions de pétrole, de réduire leurs capacités militaires et de bloquer les expéditions d'armes iraniennes.

Israël voulait également interrompre les attaques des Houthis contre les navires marchands en soutien au Hamas et aux Palestiniens. Celles-ci avaient perturbé la navigation dans le passage de Bab el-Mandeb entre la mer Rouge et le golfe d'Aden, un passage par lequel jusqu'à 15 pour cent du commerce maritime mondial passe.

En conséquence directe, l'Égypte a perdu des revenus considérables lorsque le transport maritime international a été détourné du canal de Suez vers d'autres routes. Le port méridional israélien d'Eilat a également été paralysé. En réponse à cette menace pour le capitalisme mondial, les États-Unis, la Grande-Bretagne et Israël ont lancé des frappes de missiles et des campagnes de bombardement contre des cibles houthies.

Bien que l'Iran ait promis de riposter contre Israël, il a finalement peu fait, voulant à nouveau éviter toute guerre directe avec Israël et les États-Unis. Tout cela démontre que le principal objectif géopolitique de l'Iran n'est pas de libérer les Palestiniens, mais de les utiliser comme levier, en particulier dans ses relations avec les États-Unis.

De même, la passivité de l'Iran en réponse à la guerre d'Israël contre le Liban et à son assassinat des principaux dirigeants politiques et militaires du Hezbollah a davantage démontré que sa première priorité est de protéger ses propres intérêts géopolitiques et la survie de son régime. Cela inclut l'établissement d'un modus vivendi avec les États-Unis eux-mêmes. En effet, l'objectif principal du président Massoud Pezeshkian et du Guide suprême Ali Khamenei est de conclure une sorte d'accord avec Washington, de lui faire lever les sanctions paralysantes sur son économie et de normaliser les relations avec les États-Unis.

L'Iran, la Russie et la poursuite de la multipolarité

Dans le même temps, la position affaiblie de l'Iran l'a poussé plus profondément dans les bras de la Russie dans une tentative de sauvegarder son régime. Il a récemment signé un «accord de partenariat stratégique global» de vingt ans avec Moscou, promettant une coopération sur le commerce, les projets militaires, la science, l'éducation, la culture et plus encore. L'accord comprend une clause promettant qu'aucun des deux pays ne permettrait que son territoire soit utilisé pour une action qui menacerait la sécurité de l'autre, ni ne fournirait d'aide à une partie attaquant l'un ou l'autre pays.

L'accord implique une coopération contre l'Ukraine, des efforts pour échapper aux sanctions occidentales et une collaboration sur le



corridor de transport Nord-Sud, l'initiative de Moscou pour faciliter le commerce entre la Russie et l'Asie. Même avant cet accord, l'Iran vendait déjà des drones à la Russie pour attaquer l'Ukraine tandis que la Russie vendait à l'Iran des avions de chasse SU-35 avancés.

La chute d'Assad et le retour de Trump à la présidence américaine ont certainement accéléré la finalisation de l'accord de partenariat. Mais c'était surtout le résultat des défis croissants auxquels les deux pays ont été confrontés ces dernières années. Comme noté, Téhéran a subi un revers énorme au Moyen-Orient, tandis que l'échec de Moscou à remporter une victoire définitive dans sa guerre impérialiste contre l'Ukraine a miné sa position géopolitique. Et les deux États subissent les conséquences de sanctions occidentales sans précédent.

Chaque pays est désespéré de trouver une issue à sa situation difficile. Leur accord fait partie de cet effort. Il promet de «contribuer à un processus objectif de formation d'un nouvel ordre mondial multipolaire juste et durable». Ce langage de «multipolarité» est une pierre angulaire de la stratégie géopolitique russe, chinoise et iranienne. Il est utilisé pour justifier leur propre économie capitaliste, leurs politiques impérialistes ou sous-impérialistes, et leurs programmes sociaux réactionnaires.

Malheureusement, certaines figures et mouvements de gauche ont adopté leur rhétorique, promouvant une vision d'un système multipolaire en opposition à ce qu'ils considèrent comme un monde unipolaire dominé par les États-Unis. En réalité, l'émergence de plus grandes puissances et de puissances régionales et d'un monde multipolaire d'États capitalistes n'est pas une alternative à l'unipolarité, mais une nouvelle et franchement plus dangereuse étape de l'impérialisme mondial. Alors que la domination sans rivale de Washington était horrible, le conflit inter-impérial croissant entre les États-Unis, la Chine, la Russie et des puissances régionales comme l'Iran risque une guerre mondiale. Rappelons-nous que le dernier ordre mondial multipolaire a déclenché la Première Guerre mondiale et la Seconde Guerre mondiale alors que des États impérialistes rivaux se battaient pour l'hégémonie sur le capitalisme mondial.

En outre, les grandes puissances comme la Chine et la Russie qui préconisent la multipolarité n'offrent aucune alternative pour le Sud global ni pour la classe ouvrière et les peuples opprimés à travers le monde. Ce sont des États capitalistes dont les politiques économiques renforcent les anciens modèles de sous-développement; ils désindustrialisent les pays en développement, les piègent dans l'extraction et l'exportation de matières premières vers la Chine, puis dans la consommation de produits finis importés principalement de Chine. Si les classes dirigeantes de ces pays en développement peuvent bénéficier de cet arrangement, la classe ouvrière et les opprimés souffrent du chômage, de la précarité et de la dévastation environnementale.

Plus généralement, la Chine, la Russie et le reste de la soi-disant alliance des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud et autres) ne remettent en aucun cas en question l'hégémonie du Nord global sur des institutions comme le FMI et la Banque mondiale, ni leur cadre néolibéral. En fait, les États des BRICS cherchent en réalité ce qu'ils considèrent comme leur place légitime à la table capitaliste mondiale.

L'expansion des BRICS prouve qu'ils ne sont pas une alternative. En janvier 2024, ses nouveaux membres invités à rejoindre comprennent l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Personne dans son bon sens ne peut prétendre, par exemple, que l'État argentin, dirigé par l'adepte dérangé d'Ayn Rand et de Donald Trump, Javier Milei, offre une solution au Sud global, à ses travailleurs et aux opprimés. En réalité, les États des BRICS ne remettent pas en question le système capitaliste mondial mais se disputent leur part du gâteau à l'intérieur de celui-ci.

Par conséquent, c'est une erreur désastreuse pour toute section de la gauche de se ranger du côté d'un camp d'États impérialistes et capitalistes contre un autre. Cela ne fait rien pour faire avancer l'anti-impérialisme et encore moins les luttes des travailleurs et des opprimés dans n'importe quel État. Notre orientation politique ne devrait pas être guidée par un choix à somme nulle entre unipolarité et multipolarité. Dans chaque situation, nous devons nous ranger du côté des exploités et des opprimés et de

leur lutte pour la libération, et non de leurs exploiters et oppresseurs.

Notre solidarité ne doit pas être avec l'un ou l'autre camp d'États capitalistes, mais avec les travailleurs et les opprimés.

Ceux à gauche qui imitent l'appel de la Russie, de la Chine et de l'Iran à un ordre multipolaire s'alignent avec des États capitalistes, leurs classes dirigeantes et des régimes autoritaires, trahissant la solidarité avec les luttes des classes populaires en leur sein. Se ranger du côté de ces luttes n'implique pas et ne devrait pas impliquer un soutien à l'impérialisme américain et à ses alliés. Notre solidarité ne doit pas être avec l'un ou l'autre camp d'États capitalistes, mais avec les travailleurs et les opprimés. Bien sûr, chaque camp d'États essaiera de tourner ces luttes à son avantage. Mais ce danger ne peut pas devenir un alibi pour refuser la solidarité avec les luttes légitimes pour l'émancipation.

Si l'internationalisme – la marque distinctive de la gauche – doit signifier quelque chose aujourd'hui, il doit impliquer le soutien des classes populaires dans tous les pays comme un devoir absolu, quel que soit le camp dans lequel elles se trouvent. De telles luttes sont le seul moyen de défier et de remplacer les politiques répressives et autoritaires. C'est vrai aux États-Unis comme en Chine ou dans tout autre pays.

Nous devons nous opposer à toute calomnie cynique des régimes qui qualifient les protestations légitimes de résultat d'une ingérence étrangère ou de défi à leur souveraineté. C'est la politique du nationalisme de droite, pas de l'internationalisme socialiste.

Contre l'impérialisme et le sous-impérialisme, pour l'émancipation par le bas

Une telle approche est essentielle, en particulier avec la reconfiguration du pouvoir régional au Moyen-Orient et le retour de Trump au pouvoir aux États-Unis. L'Iran et son axe ont subi un revers dramatique. Les États-Unis, Israël et leurs alliés sont désormais enhardis. La position de l'Iran dans les futures négociations avec Trump est affaiblie, et son

économie continue de se détériorer sous les sanctions et sa propre crise capitaliste.

Face à ce problème, Téhéran reconsidérera probablement sa stratégie régionale. Il pourrait conclure que sa meilleure option pourrait être d'acquérir des armes nucléaires pour renforcer sa capacité de dissuasion et améliorer sa position dans les futures négociations avec les États-Unis.

La gauche, en particulier aux États-Unis et en Europe, doit s'opposer à toute nouvelle belligérance d'Israël et des États-Unis contre l'Iran ou toute autre puissance régionale. Nous devons également nous opposer à leur guerre économique contre l'Iran par le biais de sanctions, qui affectent de manière disproportionnée les classes ouvrières du pays. Personne à gauche ne devrait soutenir l'État américain et ses alliés occidentaux; ils restent le plus grand opposant au changement social progressiste dans le monde.

Cependant, nous ne devrions pas tomber dans la politique de «l'ennemi de mon ennemi est mon ami» et soutenir le principal rival impérial de Washington, la Chine, ni des ennemis moindres comme la Russie. Ce ne sont pas moins des États impérialistes prédateurs et avides, comme l'atteste le bilan de Pékin au Xinjiang et à Hong Kong, tout comme celui de Moscou, tout aussi brutal, en Syrie et en Ukraine. Personne à gauche ne devrait non plus soutenir le régime autoritaire, néolibéral et patriarcal iranien et ses politiques réactionnaires et répressives contre son propre peuple et ceux d'autres pays comme la Syrie.

La République islamique d'Iran est un ennemi des classes ouvrières en Iran et dans la région et ne se bat pas pour l'émancipation de leur peuple. Il en va de même pour les alliés de l'Iran comme le Hezbollah dans la région, qui ont tous joué un rôle contre-révolutionnaire dans leurs pays respectifs.

Et, comme le prouve leur bilan pendant la guerre génocidaire d'Israël à Gaza, ni l'Iran ni aucune autre force du soi-disant «Axe de la résistance» n'ont véritablement rallié pour lutter pour la libération de la Palestine. L'Iran en particulier n'a utilisé la cause palestinienne qu'opportunistement comme levier pour atteindre ses objectifs plus larges dans la région.

Dans la situation actuelle, il est probable qu'à court terme, l'impérialisme américain bénéficiera de l'affaiblissement de l'Iran et

de son réseau régional. En même temps, la crise du capitalisme dans la région reste non résolue, les inégalités continuent de croître, et avec elles, les griefs parmi les travailleurs et les opprimés s'accumulent jour après jour. Tout cela continuera à produire des luttes explosives comme cela a été le cas au cours de la dernière décennie et demie. Donc, alors que nous nous opposons aux impérialismes américain et autres et aux puissances régionales, notre solidarité doit être avec les luttes populaires qui élargissent l'espace démocratique pour que les classes populaires s'auto-organisent et constituent un contre-pouvoir à leurs propres classes dirigeantes et à leurs sponsors impériaux.

Quelle voie pour la libération palestinienne ?

Seule une telle stratégie a une chance de transformer l'ordre existant de la région de manière progressive et démocratique. C'est aussi la pierre angulaire d'une stratégie alternative pour la libération palestinienne face à celle, échouée, qui reposait sur l'Axe iranien.

Comme l'a prouvé la dernière année, Israël dépend non seulement des États-Unis, son sponsor impérial, pour défendre sa domination coloniale, mais aussi de tous les États environnants. Ceux-ci ont tous soit normalisé leurs relations avec Israël, conclu des accords de facto de reconnaissance mutuelle, ou offert au mieux une opposition intéressée, incohérente et peu fiable.

De plus, les rivaux de Washington, la Chine et la Russie, se sont révélés peu fiables. Ils investissent en Israël, n'offrent que des critiques symboliques et sont d'accord avec la solution à deux États proposée mais jamais mise en œuvre par l'impérialisme américain, une fausse solution qui, si elle était un jour adoptée, ratifierait au mieux la conquête et l'apartheid israéliens. Par conséquent, les Palestiniens ne peuvent compter sur aucun des États régionaux ni sur aucune puissance impérialiste comme alliés fiables dans leur lutte de libération.

Mais les Palestiniens seuls ne peuvent pas gagner la libération. Israël est une puissance économique et militaire majeure bien supérieure aux Palestiniens. Et, contrairement à l'Afrique du Sud de l'apartheid, qui dépendait et exploitait les travailleurs noirs, Israël

ne s'appuie pas sur la main-d'œuvre palestinienne. Elle ne joue pas un rôle clé dans son processus d'accumulation de capital.

En fait, l'objectif historique d'Israël en tant que projet colonial de peuplement a été de remplacer la main-d'œuvre palestinienne par une main-d'œuvre juive. Par conséquent, les travailleurs palestiniens seuls n'ont pas le pouvoir de renverser le régime d'apartheid comme l'ont fait les travailleurs noirs sud-africains.

Alors, qui sont les alliés naturels et fiables des Palestiniens dans la lutte pour la libération ? Les classes populaires de la région. Étant donné leur propre histoire de domination coloniale, l'écrasante majorité s'identifie à la lutte des Palestiniens. De plus, le nettoyage ethnique de la Palestine par Israël a poussé son peuple dans tous les États environnants en tant que réfugiés, cimentant les liens entre les peuples de la région. Enfin, les masses au Moyen-Orient et en Afrique du Nord s'opposent soit à la collaboration de leurs propres gouvernements avec Israël, soit à leur fausse résistance.

Ainsi, les classes populaires de la région sont collectivement opprimées par le système étatique, leurs intérêts à défier ce système sont liés, et elles possèdent un pouvoir énorme pour paralyser leurs économies y compris l'industrie pétrolière – un pouvoir qui peut miner l'économie mondiale entière. Ces faits favorisent la solidarité régionale par le bas basée sur un pouvoir énorme capable de gagner la libération collective contre le système étatique régional. C'est plus qu'un simple potentiel.

Lorsque les Palestiniens résistent, leur combat déclenche des luttes régionales, et ces luttes nourrissent celle dans la Palestine occupée.

Au cours du siècle dernier, la relation dialectique entre la libération palestinienne et la lutte populaire régionale a été démontrée à plusieurs reprises. Lorsque les Palestiniens résistent, leur combat a déclenché des luttes régionales, et ces luttes ont nourri celle dans la Palestine occupée. Le pouvoir et le potentiel de cette stratégie régionale ont été démontrés à plusieurs occasions. Dans les

années 1960 et 1970, le mouvement palestinien a déclenché une montée de la lutte des classes dans toute la région. En 2000, la Seconde Intifada a inauguré une nouvelle ère de résistance, inspirant une vague d'organisation qui a finalement explosé en 2011 avec des révolutions de la Tunisie à l'Égypte en passant par la Syrie.

De même, inspirés par ces soulèvements révolutionnaires quelques mois plus tard, des dizaines de milliers de réfugiés ont organisé des manifestations en mai 2011 aux points les plus proches des frontières de la Palestine au Liban, en Syrie, en Jordanie, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza pour commémorer la Nakba et exiger le droit au retour. Des centaines de réfugiés palestiniens résidant en Syrie ont pu pénétrer les barrières du plateau du Golan et entrer en Palestine, agitant des drapeaux palestiniens et les clés de leurs maisons palestiniennes. Comme on pouvait s'y attendre, les forces israéliennes ont réprimé violemment ces manifestations, tuant dix personnes près de la frontière syrienne, dix autres dans le sud du Liban et une à Gaza.

À l'été 2019, les Palestiniens du Liban ont organisé des manifestations massives pendant des semaines dans les camps de réfugiés contre la décision du ministère du Travail de les traiter comme des étrangers, un acte qu'ils considéraient comme une forme de discrimination et de racisme à leur encontre. Leur résistance a contribué à inspirer le soulèvement libanais plus large d'octobre 2019.

Cette histoire démontre le potentiel d'une stratégie révolutionnaire régionale. La révolte unie a le pouvoir de transformer l'ensemble du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, en renversant les régimes, en expulsant les puissances impérialistes et en mettant fin au soutien de ces forces à l'État d'Israël, l'affaiblissant dans le processus. Le ministre d'extrême droite Avigdor Lieberman a reconnu le danger que les soulèvements populaires régionaux représentaient pour Israël en 2011 lorsqu'il a déclaré que la révolution égyptienne qui a renversé Hosni Moubarak et ouvert la porte à une période d'ouverture démocratique dans le pays était une plus grande menace pour Israël que l'Iran.

Cette stratégie révolutionnaire régionale doit être complétée dans les métropoles

capitalistes par la solidarité de la classe ouvrière contre leurs dirigeants impérialistes. Ce n'est pas un acte de charité mais dans l'intérêt de ces classes, dont les dollars d'impôts sont détournés des programmes sociaux et économiques désespérément nécessaires vers le soutien à Israël et dont les vies sont régulièrement gaspillées dans des guerres impériales et des interventions pour soutenir Israël et l'ordre étatique existant de la région.

Mais une telle solidarité ne se produira pas automatiquement; la gauche doit la cultiver politiquement et agiter pour elle dans la pratique. La tâche la plus importante de la gauche est de gagner les syndicats, les groupes progressistes et les mouvements à soutenir la campagne pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions contre Israël pour mettre fin au soutien impérialiste politique, économique et militaire à Tel-Aviv. Une telle lutte anti-impérialiste et solidarité peut affaiblir les puissances impérialistes, Israël et tous les autres régimes despotiques de la région, ouvrant l'espace pour une résistance populaire massive par le bas.

Cette stratégie révolutionnaire régionale et internationale est l'alternative à la dépendance vis-à-vis du prétendu Axe de la résistance de l'Iran. Cela a échoué. Maintenant, nous devons construire un véritable axe de résistance par le bas: les classes populaires en Palestine et dans la région soutenues par la solidarité anti-impérialiste dans tous les États de grandes puissances, enracinée dans les luttes populaires des travailleurs contre leurs classes dirigeantes. C'est seulement par une telle stratégie que nous pouvons construire le contre-pouvoir pour libérer la Palestine, la région et notre monde des griffes de l'impérialisme et du système capitaliste mondial qui le sous-tend.

Joseph Daher enseigne à l'université de Lausanne. Il est l'auteur de *Le Hezbollah: un fondamentalisme religieux à l'épreuve du néolibéralisme* (Syllepse, 2019) et de *Syrie, le martyr d'une révolution* (Syllepse, 2022). Il a ouvert le blog «*Syria Freedom Forever*».

Source: *Tempest*. Traduction: Adam Novak pour, *Europe solidaire sans frontières*

Voir également Joseph Daher, «Menaces sur une Syrie démocratique et progressiste», *Adresses*, n° 10, 10 mars 2025.

Le devoir de la gauche israélienne en période de génocide

Hadas Binyamini

Depuis l'assaut du 7 octobre, la gauche israélienne est plus divisée et marginalisée que jamais, la lutte commune entre Palestinien·nes et Juifs/Juives étant à son point de rupture. Pourtant, elles et ils continuent de viser un changement politique à long terme.

En juin dernier, la nouvelle d'une fusion entre deux partis politiques israéliens vétérans de la gauche de l'échiquier sioniste, Labor et Meretz, est passée sans grande publicité. Le Parti travailliste, autrefois hégémonique, n'occupe plus que 4 des 120 sièges de la Knesset, et Meretz a été complètement éliminé lors des élections de 2022, ce qui n'est pas vraiment une surprise. Faute d'une vision alternative convaincante à l'assujettissement perpétuel des Palestinien·nes sous la botte de l'armée israélienne, la gauche parlementaire israélienne – aujourd'hui dirigée par Yair Golan, encore un ancien général de l'armée, qui a mené les appels à l'invasion du Liban au cours de l'été – a été condamnée à l'insignifiance.

«Il n'y a pas de politique de gauche en Israël; c'est une réalité que beaucoup ignorent», a tweeté l'activiste palestinien Hamze Awawde en juillet. Ses remarques ont été formulées après que la Knesset a adopté une résolution s'opposant à la création d'un État palestinien par 68 voix contre 9, seuls les législateurs des partis dirigés par des Palestiniens ayant voté contre :

Bien qu'il existe des mouvements de gauche au niveau local, la politique de gauche en tant que force politique n'existe tout simplement pas en Israël.

La question de savoir comment les progressistes peuvent faire évoluer la politique israélienne de l'intérieur, en l'absence d'une organisation politique de gauche, suscite un débat sans fin parmi les militant·es sur le

terrain. Depuis le processus de paix d'Oslo, la modération conventionnelle, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la gauche, a détruit tout potentiel politique pour les progressistes israélien·nes – en raison de la petite taille de son espace, de sa faiblesse électorale, de ses luttes intestines et de son abandon de la solidarité avec les palestinien·nes.

La marginalisation totale de la gauche, imposée par la police israélienne politisée, n'a fait que s'accélérer depuis le 7 octobre. Même les membres des familles des otages israéliens, qui appellent à un cessez-le-feu afin de libérer leurs proches, sont harcelés et appelés traîtres «gauchistes». La répression accrue de la société palestinienne a, elle aussi, radicalement limité l'horizon de la dissidence ou de l'action politique collective au cours de l'année écoulée. Quelques jours seulement après l'attaque du Hamas, les citoyen·nes palestinien·nes sont confronté·es à une campagne d'intimidation, de persécution, de surveillance et de harcèlement soutenue par le gouvernement.

Néanmoins, l'année écoulée a vu des militant·es israélien·nes de gauche persister dans leurs efforts en vue d'un avenir plus pacifique, plus juste et plus égalitaire pour les Israélien·nes et les Palestinien·nes.

Le «camp de la paix», plus proche de la gauche sioniste, largement représenté par des ONG et financé par la philanthropie internationale, est en train de se reconstituer après le choc des attaques du Hamas du 7 octobre et le désespoir lié à l'assaut israélien de la bande de Gaza qui a suivi. Plus à gauche, on trouve un réseau plus restreint d'organiseurs et d'organisatrices qui reçoivent moins d'attention de la part de la communauté internationale et qui se retrouvent souvent mis à l'écart, même par le camp de la paix. Qu'ils soient antisionistes, non sionistes

ou qu’iels refusent toute catégorisation, ces militant·es se situent à l’extrême gauche de la société israélienne, parfois qualifiée de «gauche radicale».

Contrairement au camp pacifiste dominant, iels se sont opposé·es sans équivoque à la guerre actuelle dès son commencement et appellent au démantèlement du régime d’occupation, d’apartheid et de suprématie juive en Israël. Iels mettent l’accent sur l’organisation de la base au sommet, sur le renforcement de la lutte commune juifs/juives et palestinien·nes, sur l’évidence des liens entre la domination coloniale d’Israël sur les Palestinien·nes et l’inégalité des «classes ethniques» au sein de la société israélienne.

La plupart du temps, on peut trouver ces militant·es en train de planifier des manifestations anti-guerre ou de s’engager dans une «présence protectrice», c’est-à-dire soutenir physiquement les communautés palestiniennes de Cisjordanie occupée qui risquent d’être expulsées, victimes de la violence des colons et de l’armée. Nombre d’entre elleux ont fait de la prison pour avoir refusé le service militaire obligatoire et se joignent régulièrement aux manifestations organisées par les Palestinien·nes en Cisjordanie et à l’intérieur d’Israël.

Aucun d’entre elleux ne se fait d’illusions sur le fait que la pression interne de la gauche serait le facteur décisif pour forcer Israël à mettre fin à son carnage à Gaza. Mais toutes et tous appellent les gouvernements étrangers à cesser d’envoyer des armes à Israël. La résignation et le désespoir sont les sentiments dominants. Mais iels considèrent leur activisme comme le strict minimum dans leur position de privilège relatif, même s’iels reconnaissent l’impact limité de leurs actions.

Ces activistes reconnaissent également qu’un cessez-le-feu en soi ne changerait pas les structures politiques ni en Israël ni États-Unis. Structures qui ont permis à des personnes de ces deux sociétés de participer à l’affamement et à l’assassinat à grande échelle de Palestinien·nes. Même si un accord est conclu, le processus de prise de conscience de l’appartenance à une société éradicatrice, qui a franchi de nouveaux seuils dans la déshumanisation des Palestinien·nes, ne fait que commencer.

«Tant de gens ici sont dans une frénésie fasciste», a déclaré Yahav Erez, activiste et podcaster, à +972. Je me demande :

Vous vivez dans un État génocidaire, presque tout le monde autour de vous n’a aucune empathie pour quiconque n’est pas «son» peuple, et vous êtes toujours en contact avec elleux – comment pouvez-vous leur donner une quelconque légitimité ? Mais d’un autre côté, j’ai déjà été comme elleux.

Face à ces défis apparemment insurmontables, la gauche radicale israélienne s’est fixé pour objectif un changement politique à long terme. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu n’est pas immortel ; le centre militariste et l’extrême droite messianique semblent actuellement être ses successeurs les plus probables. L’objectif des progressistes est de jeter des bases qui pourraient faire d’elleux une force politique viable une fois la guerre terminée. Pour ce faire, iels sont désormais contraint·es de réexaminer la manière dont iels conçoivent leur propre pouvoir, leur base et leur capacité à créer le changement.

Tirer vers la gauche

Au cours des deux dernières décennies, le centre et la droite israéliens ont fait pression pour «gérer» ou «réduire» le conflit – c’est-à-dire qu’Israël puisse contrôler violemment les Palestinien·nes et occuper leur territoire avec son armée de haute technologie, tout en poursuivant simultanément des accords de normalisation avec les pays arabes.

Pendant un certain temps, cela a semblé fonctionner. Les militant·es de la gauche radicale et du camp de la paix au sens large se sont efforcé·es de construire une mobilisation autour des droits des Palestiniens·nes. La plupart des Israélien·nes juifs et juives ont pu mener une vie quotidienne «normale» sans trop se préoccuper des Palestinien·nes. «Je vais être très honnête : nous étions coincé·es», a déclaré Sally Abed, l’une des principales militantes palestiniennes du mouvement judéo-arabe Standing Together : «Personne ne parlait de l’occupation, personne ne parlait de la paix. L’attitude générale était la suivante : “On s’en fout”.»

Malgré les échecs considérables du gouvernement et de l’armée depuis le 7 octobre,

les dirigeants israéliens n'ont pas modifié leur approche. Pour Sally Abed, les politiciens de tous bords ont continué à présenter au public des nuances différentes d'une même politique. Même en allant jusqu'à la gauche [de la Knesset], personne ne propose au public israélien autre chose que «bombardons encore». Oh, ça ne marche pas ? «Bombardons encore».

En dehors des lieux de pouvoir, l'opposition croissante à la guerre a conduit à des mobilisations occasionnelles dans le camp de la paix israélien, symbolisées par le rassemblement du 1^{er} juillet «It's Time - The Big Peace Conference» (C'est le moment - La grande conférence de la paix). Cette situation a constitué une ouverture potentielle pour les progressistes, qui ont cherché à pousser les manifestations en faveur du cessez-le-feu en les articulant avec un programme explicitement anti-occupation. Sally Abed a expliqué que Standing Together, qui occupe un espace situé quelque part entre le camp pacifiste traditionnel et la gauche radicale, vise à agir comme «le poids qui tire [vers la gauche] celles et ceux qui sont juste à notre droite, qui sont pour la plupart d'accord avec nous mais qui n'ont pas le courage de dire ce que nous disons».

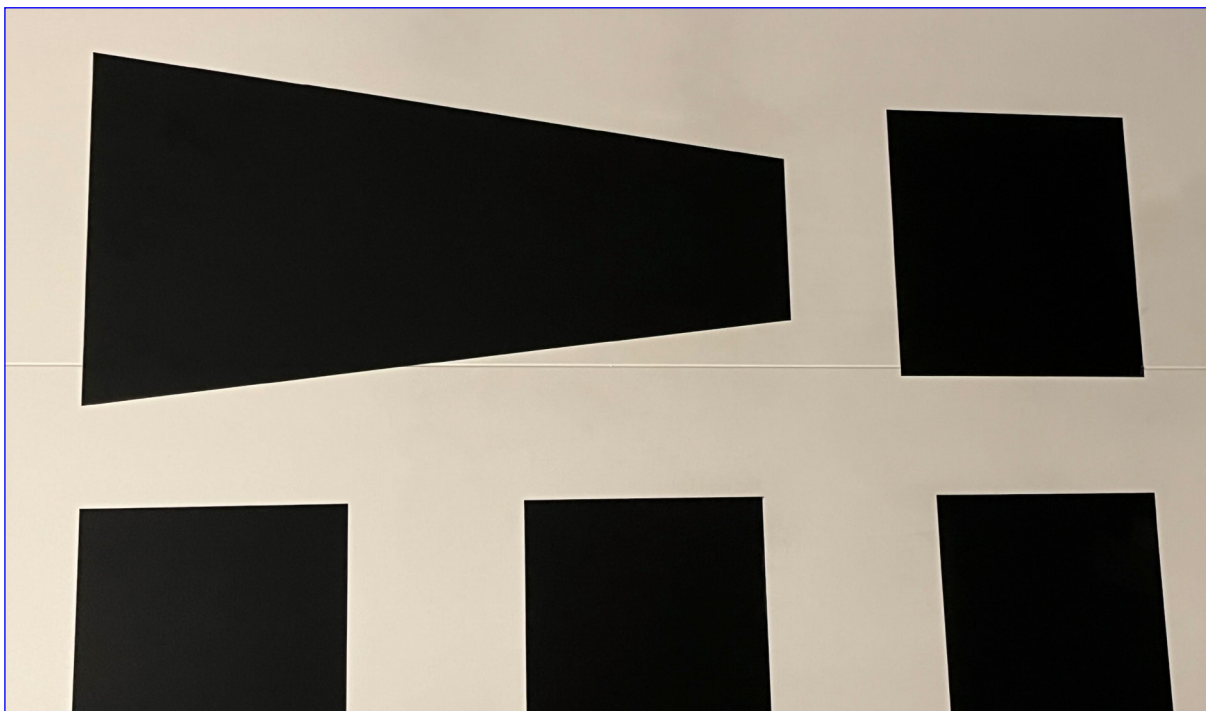
Mais pour éviter le destin du camp de la paix israélien depuis Oslo, les organisateurs et organisatrices ont déclaré au magazine +972 qu'ils devront tirer les leçons des échecs de la gauche tout au long de son histoire - et plus récemment des faiblesses des manifestations de masse contre les réformes

de la justice du gouvernement d'extrême droite.

Ces manifestations, qui se sont déroulées chaque semaine de janvier 2023 au 7 octobre, ont vu des centaines de milliers d'Israélien·nes descendre dans la rue au nom de la démocratie. Pourtant, les dirigeant·es de ces manifestations pro-démocratiques se sont efforcé·es de «limiter la portée du débat à la réforme judiciaire et aux accusations de corruption de M. Netanyahu», selon Noa Levy, secrétaire de la branche Tel Aviv-Jaffa du parti communiste Hadash, conseillère juridique et cofondatrice du réseau de réfractaires à l'armée Mesarvot.

Face à ces tentatives, Noa Levy et d'autres militant·es ont formé un «bloc anti-occupation» au sein du mouvement de protestation plus large, soulignant que l'apartheid et la privation des droits des Palestinien·nes étaient au cœur de toute discussion sur la démocratie israélienne. Le mouvement de protestation principal a généralement traité le bloc anti-occupation - qui a parfois rassemblé plusieurs milliers de manifestant·es - comme un paria irritant, avec ses drapeaux palestiniens, ses chants arabes et ses slogans tels que «Pas de démocratie sous occupation». Et, même au sein de ce bloc, il y avait de forts désaccords.

Le Bloc Radical, un collectif de quelques centaines d'Israélien·nes d'extrême gauche qui s'est formé aux côtés du bloc anti-occupation, a rapidement émergé en tant que force indépendante et est devenu un élément incontournable des manifestations pour le cessez-le-feu depuis le 7 octobre.



Contrairement au bloc anti-occupation, ce collectif considère le sionisme comme un projet de colonisation et lutte pour une société égalitaire pour tous et toutes entre le Jourdain et la mer Méditerranée, ainsi que pour le droit au retour des réfugié·es palestinien·es.

Leurs slogans et leurs chants lors des manifestations pour le cessez-le-feu ont représenté plus qu'une simple gêne pour les manifestant·es traditionnel·les, mais plutôt une réfutation totale de la politique de ces derniers.

Si nous pensons que les choses ne peuvent pas être réparées, nous ne faisons pas une politique de changement

Les désaccords entre ces groupes ne peuvent être considérés comme une scission de la gauche ni comme des querelles intestines mesquines. Ils reflètent leurs différentes réponses à la même question fondamentale : la société israélienne peut-elle changer - ou est-elle bloquée dans un état permanent de violente rage antipalestinienne ?

«L'opinion de la gauche israélienne est mitigée. Je ne pense pas que nous puissions changer l'opinion des gens de l'intérieur», a déclaré M., membre du Bloc radical qui a préféré garder l'anonymat par crainte d'être victime d'un "doxxing" (attaque sur les réseaux sociaux) :

Nous ne convaincrions personne qui n'est pas déjà avec nous. L'objectif n'est pas de faire changer d'avis les Israélien·es, mais plutôt d'être la voix de la vérité dans une société qui est dans un état de déni presque compulsif de la violence qu'elle inflige. Il y a ici le syndrome de David et Goliath. Nous [les Juifs/Juives israélien·es] nous nous présentons toujours comme David et il doit toujours y avoir un Goliath qui nous attaque. Même si nous tuons plus de 40 000 personnes, nous sommes toujours la victime.

Yahav Erez voit les choses différemment. Le sionisme n'est pas une identité innée pour les Israélien·es, affirme-t-elle, mais plutôt une idéologie politique qui peut être remise en question comme n'importe quelle

autre - et le faire reste une tâche essentielle pour les progressistes israélien·es :

Je parle à des personnes dont les histoires sont la preuve vivante que l'on peut changer. Le sionisme n'est pas une chose avec laquelle on naît et qui nous habite pour le reste de notre vie.

Yeheli Cialic, militant du Parti communiste israélien et ancien coordinateur du réseau de réfractaires à l'armée Mesarvot, abonde dans le même sens :

Je ne veux pas que les Israélien·es soient décrit·es comme différent·es des autres «connards» du monde. Si nous pensons que les personnes sont immobiles et que les choses ne peuvent pas être corrigées, nous ne faisons pas une politique de changement. Et c'est irresponsable, car il s'agit de vies humaines.

Les différentes approches du public israélien se manifestent par le choix de la langue - que ce soit sur les pancartes de protestation, dans les discussions de groupe ou pour les messages sur les médias sociaux. En novembre 2023, les partenariats occasionnels entre le Bloc radical et le bloc anti-occupation plus large ont pris fin en raison de la réticence de ce dernier à utiliser le terme «génocide» pour décrire les actions d'Israël à Gaza. «Leur stratégie consistait à s'adresser autant que possible au courant dominant, explique M. Notre stratégie consistait à être intransigeant·es dans nos déclarations : si le grand public ne peut pas [nommer le génocide pour ce qu'il est], au moins nous disons la vérité.»

Yeheli Cialic, quant à lui, décrit l'utilisation d'un langage intransigeant au sein de la gauche israélienne et parmi les militant·es à l'étranger comme la preuve d'une mentalité de «perdant».

Il s'agit d'une politique d'expression personnelle et non d'une politique de construction du pouvoir ou d'un jeu pour gagner. Lorsque vous tenez une pancarte dans la rue en hébreu, vous participez à une discussion, vous essayez de communiquer quelque chose au public israélien. Si votre message incite immédiatement les personnes à se refermer, ou si elles ne le comprennent même pas et se mettent en colère, alors vous avez échoué dans

vosre acte de communication et vous avez échoué dans cette action politique.

Les militant·es qui tentent d'attirer l'attention du public israélien se heurtent à l'imperméabilité totale du gouvernement israélien actuel à la pression populaire. Même si les protestations pour le cessez-le-feu devaient se multiplier, il est peu probable qu'elles aient un impact sur les actions militaires d'Israël. Et cela n'est pas seulement vrai en Israël, mais dans le monde entier : des États-Unis à l'Allemagne en passant par l'Égypte et la Turquie, d'immenses manifestations ont envahi les rues pour réclamer la justice en Palestine, sans que les politiques de leurs gouvernements n'en soient affectées. Ce problème conduit à un sentiment plus large d'absence de but parmi les militant·es, il est pratiquement impossible de mesurer si leurs efforts font une différence.

«Il n'y a pas un seul élément au sein du gouvernement qui vaille la peine d'être mis sous pression», a déclaré Amjad Shbita, secrétaire général du parti Hadash et citoyen palestinien d'Israël. Même sous les gouvernements précédents de Netanyahu, lorsque nous descendions dans la rue, nous disions : «D'accord, Bibi ne va pas nous écouter, mais il y a d'autres éléments plus modérés sur lesquels la pression fonctionnera.» Ce n'est plus la situation actuelle.

Avec les maigres résultats de leurs protestations, les progressistes israélien·es ne peuvent pas compter que sur les forces extérieures : pressions diplomatiques, candidatures à l'État palestinien, tribunaux internationaux, mouvements de boycott et sanctions. Fin octobre 2024, plus de 3 500 citoyen·es israélien·es ont signé une lettre ouverte appelant à toutes les formes possibles de pression mondiale sur Israël pour qu'il arrête le génocide à Gaza. «Malheureusement, la majorité des Israélien·es soutiennent la poursuite de la guerre et des massacres, affirment-ils, et un changement de l'intérieur n'est actuellement pas possible.»

Un partenariat fracturé

Ne disposant que de peu de moyens pour faire pression sur leur gouvernement ou persuader leurs concitoyen·es, de nombreuses et nombreux Israéliens de gauche ont tenté de soutenir une lutte commune entre

Palestinien·es et Juifs/Juives. Pourtant, les attentats du 7 octobre et les violences massives qui ont suivi à Gaza ont poussé les organisations juives et palestiniennes au bord de la rupture.

«Au début du mois d'octobre, personne n'imaginait que l'on puisse s'asseoir au même endroit et reconnaître une douleur mutuelle. C'était inimaginable, se souvient Abed, de Standing Together. Beaucoup de juifs et de juives israélien·es de gauche ont changé leur vision de base, le "nous" n'était plus possible», a expliqué M. Levy de Hadash. Iels considèrent désormais que «"nous" sommes des Juifs et des Juives et "elles et eux" des Arabes qui doivent prouver qu'ils sont "nos" partenaires. Soudain, le partenariat lui-même est devenu une question».

Nisreen Morqus, secrétaire générale du Mouvement des femmes démocrates d'Israël (connu sous l'acronyme hébreu «Tandi») qui est affilié aux communistes, considère que ces tensions font naturellement partie de la lutte commune et qu'elles refont surface à chaque escalade de la violence. «Les sentiments nationalistes peuvent prendre le pas sur les principes et l'idéologie que nous partageons», a-t-elle déclaré :

Lorsque cela se produit, nous devons entendre le point de vue de chacun·e, mais nous devons également continuer à travailler pour influencer les politiques du gouvernement et du public. Pour cela, nous avons besoin d'une lutte commune, et non d'une lutte séparée.

La lutte commune ne signifie pas qu'il faille s'associer à toutes les initiatives, a expliqué Shbita de Hadash ; les militant·es doivent plutôt discerner quand l'action commune est la plus stratégique. Pour Shbita, «les Arabes et les Juifs/Juives qui manifestent ensemble en public ont une valeur supplémentaire considérable ; les personnes qui nous voient ensemble et ressentent de l'espoir». Mais lors des élections municipales ou nationales, où les partis judéo-arabes ont tendance à obtenir de moins bons résultats et sont confrontés à des obstacles politiques et bureaucratiques supplémentaires, il affirme qu'«une collaboration judéo-arabe trop étroite peut parfois s'avérer beaucoup moins efficace».

Que certaines tactiques soient mises en œuvre conjointement ou séparément,

conclut M. Shbita, «ce qui est important, c'est que les personnes aient le cœur à la bonne place, c'est-à-dire qu'elles soient ouvertes et qu'elles considèrent qu'il s'agit d'une lutte unique et unifiée». Pour convaincre leur base de l'existence d'une telle lutte unifiée, les militant·es apprécient de pouvoir montrer que les intérêts juifs et palestiniens sont complémentaires et imbriqués – que les Israélien·nes juifs et juives ont quelque chose à gagner à ce que les Palestinien·nes acquièrent la liberté et des droits.

Ce point n'est pas évident pour la plupart des Israélien·nes en dehors de la gauche. Au contraire, la paix est souvent perçue comme une sorte de «générosité» envers les Palestinien·nes, qui aurait un coût pour la société juive-israélienne.

Face à cette vision dominante, la gauche affirme que les Juifs/Juives israélien·nes ont en fait intérêt à renoncer aux privilèges de la suprématie juive, car ces privilèges reposent sur un faux marché. L'assujettissement des Palestinien·nes exige des niveaux croissants de déshumanisation et de violence qui n'épargnent pas leurs bénéficiaires présumés; le régime de suprématie juive ne peut être maintenu que par une société militarisée qui exige l'uniformité et l'obéissance de tous ses membres, en dirigeant sa violence vers l'intérieur également, vers les immigrant·es, les femmes, les homosexuel·les, les handicapé·es, les pauvres, les dissident·es et l'ensemble de la culture arabe.

Faire appel aux intérêts propres des Israélien·nes juifs et juives met beaucoup de gens mal à l'aise; parler des peurs des Israélien·nes peut être cruel ou détaché, alors que le génocide israélien à Gaza crée chaque jour de nouvelles horreurs, dont on ne connaît pas encore toute l'étendue. En outre, dans le contexte d'un bras de fer au sein de la gauche mondiale entre des points de vue opposés sur la signification et la pratique de la solidarité, certain·es insistent sur le fait que la partie privilégiée – les colons – ne devrait pas être motivée par ses propres intérêts pour soutenir les opprimé·es, et ce de manière inconditionnelle.

Selon un autre point de vue, la solidarité n'est pas simplement l'expression discursive du soutien d'un groupe à un autre. Il s'agit plutôt d'un processus de transformation sociale et politique qui remplace la logique de

séparation et les relations de violence par de nouvelles alliances politiques à travers une lutte politique commune. Cette solidarité commence par la reconnaissance du fait que les destins de tous ceux et toutes celles qui vivent entre le Jourdain et la Méditerranée sont matériellement et irrévocablement liés.

L'occupation est alimentée par des considérations économiques et matérielles

L'une des faiblesses persistantes des espaces traditionnels de lutte contre l'occupation a été le rejet fréquent et désobligeant de la moitié de la population juive du pays, considérée comme non pertinente pour la construction d'un pouvoir politique de gauche – c'est-à-dire les Mizrahim¹, dont l'héritage remonte au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord, et qui ont été historiquement marginalisés en Israël par les Juif·ves ashkénazes ayant leurs racines en Europe. Cette situation découle de l'idée reçue selon laquelle les Mizrahim sont attachés à la politique de droite et en particulier au Likoud de Netanyahou.

«Il existe un stéréotype selon lequel les Mizrahim soutiennent la droite qui soutient l'occupation – si les Mizrahim n'étaient pas là, il n'y aurait peut-être pas d'occupation», explique le professeur Moshe Behar, cofondateur du Mizrahi Civic Collective (collectif civique mizrahi). Ce point de vue perdure dans les espaces anti-occupation, malgré les études montrant que la différence entre le vote de droite des Mizrahi et des Ashkénazes fluctue considérablement dans le temps, et que l'éducation est un indicateur de vote plus significatif que l'appartenance ethnique.

Selon M. Behar, la gauche anti-occupation considère les divisions entre les groupes ethniques des citoyen·nes israélien·nes comme une «question de second ordre ou marginale» dans la lutte pour les droits des Palestinien·nes. Pourtant, les deux ne peuvent être séparés, poursuit-il, car «la question de la Palestine ne repose pas seulement sur des problèmes politiques au sein de deux

1. La dénomination de Juifs mizrahim englobe les communautés juives principalement du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord dans leurs diversités. Certain·es d'entre eux se désignent comme «Juif-Arabe».

nations, l'une juive et l'autre palestinienne; l'occupation est alimentée par des considérations économiques et matérielles». Et c'est «précisément la déconnexion de la gauche traditionnelle des divisions ethniques et des droits politiques des Palestinien·nes occupé·es et apatrides de Cisjordanie et de Gaza qui l'a affaibli depuis 1967», a-t-il ajouté.

Cette faiblesse s'est manifestée de manière flagrante lors des manifestations de l'année dernière en faveur de la démocratie, qui n'ont pas réussi à mobiliser les Mizrahim, ni même à les interpeller. Les manifestations n'ont pas tenu compte de l'impact des réformes judiciaires de l'extrême droite sur les pauvres, la classe ouvrière et les communautés privées de leurs droits en Israël – un oubli qui a galvanisé la réaction des activistes mizrahis et des mouvements de gauche.

Comme l'explique M. Behar, les manifestations pour la démocratie n'ont fait «aucune mention du système de protection sociale, de la syndicalisation, des droits du travail ou de la manière dont les réformes judiciaires allaient complètement démanteler les systèmes publics d'éducation et de santé». Il a donc été facile pour la droite de mobiliser le ressentiment populiste et la politique identitaire revancharde des Mizrahi contre l'élite ashkénaze, le groupe d'électeurs et d'électrices qui a dominé les manifestations.

Selon Sapir Sluzker Amran, avocate spécialisée dans les droits humains et cofondatrice du mouvement féministe mizrahi Shovrot Kiroth (qui a récemment annoncé qu'il cesserait ses activités à la fin de l'année), la droite a réussi à caricaturer les manifestations en les présentant comme «des Ashkénazes riches, privilégiés·e et de gauche qui ont contrôlé [le pays] pendant toutes ces années, et qui pleurent maintenant parce que quelqu'un essaie de toucher à leurs privilèges».

En mettant l'accent sur la justice redistributive parallèlement au démantèlement de l'occupation, le Mizrahi Civic Collective et Shovrot Kiroth remettent en question la cooptation populiste et conservatrice de l'ensemble de la lutte mizrahi. En cela, iels représentent une approche matérialiste revigorée de l'activisme mizrahi.

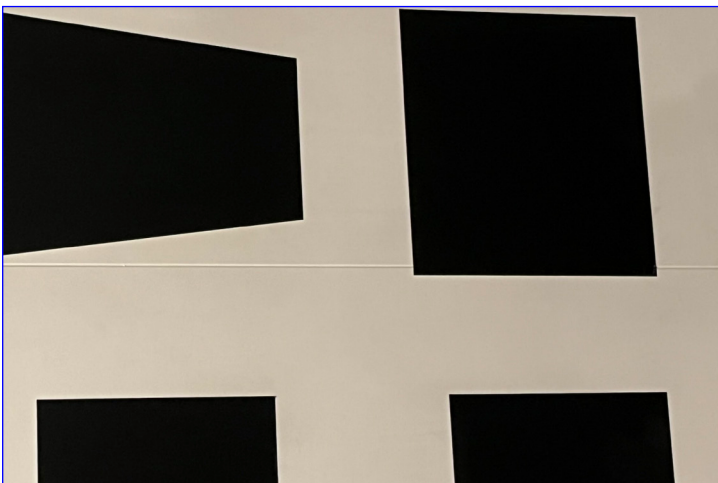
Selon M. Behar, au cours des quinze dernières années, «une grande partie de ce qui constituait la gauche mizrahi a été canalisée vers des questions de culture, de représentation, de musique et d'art», reléguant au second plan les questions palestiniennes et socio-économiques. «C'est l'abandon de sa base matérielle qui a permis à la droite de capter si facilement la lutte des Mizrahi.»

Pour Netta Amar-Shiff, avocate et cofondatrice du Mizrahi Civic Collective, la gauche israélienne doit cesser de considérer l'opposition à l'occupation comme un marqueur de classe, de statut ou d'éducation.

Le soutien à la paix n'est pas un bien culturel accessible uniquement aux Israélien·nes d'une certaine origine. Nous offrons quelque chose qui n'existe pas actuellement dans le camp de la paix : une compréhension plus large, un éventail plus large d'approches politiques. Et si vous choisissez de nous écouter, alors tous et toutes ensemble, peut-être, nous serons capables de faire face à l'inégalité et à la guerre.

La bataille pour la périphérie

En reliant les luttes contre l'apartheid et les luttes ethno-classiques, les progressistes israélien·nes pourraient être en mesure de capitaliser sur les petites fissures dans le soutien du régime dans ce qu'Israël appelle sa «périphérie» – les régions autour du Negev/Naqab dans le sud du pays et de la Galilée dans le nord. C'est particulièrement vrai pour les Bédouin·es, les Mizrahi et les habitant·es de la classe ouvrière des régions entourant la bande de Gaza, qui faisaient partie des communautés les plus gravement touchées par l'attaque du 7 octobre menée par le Hamas. Leur abandon par le gouvernement ce jour-là, ainsi que dans les plans de réhabilitation qui ont suivi, était une continuation évidente d'une longue histoire de discrimination institutionnelle.



Aujourd'hui plus que jamais, les sympathies politiques des communautés négligées et vulnérables semblent être à gagner - un fait qui n'est pas passé inaperçu à droite. Omer Rahamim, directeur du Conseil de Yesha, qui regroupe les conseils municipaux de colons, a averti que les sondages de la droite montrent que «le public le plus important qui a toujours voté pour le Likoud mais qui l'abandonnerait est le public traditionnel de Mizrahi».

Entre-temps, de nouvelles initiatives, telles que Okef Israel de Shovrot Kirof, visent à construire une infrastructure politique alternative grâce à laquelle les représentant·es des villes et des villages non reconnus de la périphérie peuvent participer à la collecte de fonds et à l'élaboration de politiques.

«Il y a une ouverture à de nouvelles approches [parmi les résidents·es], a déclaré Netta Amar-Shiff. Mais la droite est mieux préparée à tirer parti de ces ouvertures» :

Je peux venir à Ofakim [ville du sud d'Israël à majorité mizrahi, qui a connu l'une des batailles les plus importantes du 7 octobre] en tant que «gentille dame» et offrir mon aide à la communauté pour atteindre ses objectifs politiques, mais il y a aussi le Garin Torani [réseau religieux-sioniste de nouvelles communautés missionnaires visant à «judaïser» davantage de quartiers et de villes]. Et eux ne se contentent pas de belles paroles.

«Ils peuvent offrir des armes, des logements, des services de garde d'enfants et des programmes parascolaires, poursuit-elle. Et ils apportent leur propre version du judaïsme, qui est un judaïsme de haine.»

Le Mizrahi Civic Collective, quant à lui, pratique ce qu'il appelle le «sauvetage mutuel», c'est-à-dire l'idée que différentes communautés matériellement vulnérables de la région - les habitant·es des «périphéries» géographiques et sociales d'Israël, par exemple, et les Palestinien·nes des zones rurales de Cisjordanie - ont le pouvoir de se sauver mutuellement de la violence et de la dépossession, et qu'une telle collaboration est éminemment politique.

Nombreux sont celles et ceux qui, à gauche, se méfient des initiatives de coexistence dépolitisées et critiquent toute affirmation d'équivalence entre Juifs/Juives

israélien·nes et Palestinien·nes, et en rejettent l'idée. Mais comme l'explique Netta Amar-Shiff, elle ne propose pas que les Juifs/Juives et les Palestinien·nes opèrent sur un pied d'égalité.

La mise en commun ne démantèle pas en soi la hiérarchie entre Israélien·nes et Palestiniens·ne, ni les hiérarchies au sein de ces sociétés. Il y a [toujours] une hiérarchie; il n'y a pas de symétrie.

Je ne dis pas que le peuple juif est actuellement confronté à une menace existentielle. Je dis que je porte en moi cette menace, à la fois parce que je suis originaire du Yémen, où nous avons connu nos propres atrocités, et que je suis juive. Nous ne pouvons pas laisser la droite être la seule à parler de cette [peur], parce qu'elle la porte à un niveau d'anéantissement mutuel.

En effet, les horreurs du 7 octobre ont révélé le pouvoir du sauvetage mutuel à la plupart des activistes juif·ves israélien·nes avec lesquels +972 s'est entretenu, qui se sont souvenu·es des moments où des ami·es ou des camarades palestinien·nes ont exprimé leur solidarité et leur inquiétude immédiatement après les attentats. Plus que toute autre chose, leurs relations politiques avec les Palestiniens·nes ont renforcé leur détermination et leur engagement à résister au régime israélien, en brisant le désespoir et l'impuissance qui prévalaient.

Netta Amar-Shiff, qui travaille comme avocate pour lutter contre le déplacement des communautés palestiniennes, a déclaré que ses collègues palestinien·nes étaient «les personnes qui m'ont appelée et qui se sont inquiétées pour moi [le 7 octobre]. Ce sont des personnes qui voulaient me sauver, qui m'auraient sauvée s'ils l'avaient pu, à l'heure de vérité. Je le sais. C'est à ce moment-là que j'ai réalisé le pouvoir du secours mutuel».

[Hadas Binyamini est doctorante en études hébraïques et judaïques à l'université de New York.](#)

Source : + 972, 3 janvier 2025.

+972 Magazine est un magazine indépendant, en ligne dirigé par un groupe de journalistes palestiniens et israéliens. Son nom est dérivé de l'indicatif téléphonique du pays qui peut être utilisé pour composer un numéro en Israël-Palestine.

Colonialité et système-monde capitaliste

Michel Cahen

Entretien avec Francis Sittel

*Postcolonial, Décolonial, Anticolonial...
Autant de notions dont on peine à cerner les
différenciations et leurs pertinences, mais
qui suscitent des adhésions et des rejets
aussi puissants que le plus souvent acritiques... Votre livre a pour titre Colonialité.
Il se présente comme un «plaidoyer pour la
précision d'un concept». Qu'est-ce que la
colonialité et pourquoi appelle-t-elle cette
exigence de précision ?*

Le concept de colonialité est aujourd'hui très fréquemment utilisé, à la fois dans la pensée postcoloniale et dans la pensée décoloniale. En tant que marxiste, je m'y suis intéressé tardivement. Mais il me paraît utile au regard de la diversité des situations dans le système-monde capitaliste.

Selon moi, car il existe beaucoup d'interprétations, il désigne l'ensemble des formations sociales, économiques, culturelles de type colonial, cela quel soit le statut formel du territoire concerné.

À côté de nombre de pays qui ont été des colonies, on peut évoquer le cas de la Chine en 1840 lors de la guerre de l'opium, il n'y avait alors pas colonisation, mais le système-monde capitaliste lui imposa des formes de colonialité. Inversement des pays colonisés ont acquis leur indépendance mais ont gardé des formations sociales de nature coloniale.

Cela est différent du néocolonialisme : la colonialité renvoie à la nature du pays, alors que le néocolonialisme renvoie à la politique du gouvernement de ce pays qui assume une intégration subalterne au système-monde capitaliste.

Si on prend l'exemple de la Bolivie, avec une population à 70 % indigène (ce terme n'est en rien péjoratif et à l'inverse est celui utilisé par les personnes concernées qui refusent absolument le terme «Indiens»),

le pays avait toujours été gouverné par des Hispaniques jusqu'à Evo Morales. On avait là une structure caricaturale de colonialité. En effet indépendance et décolonisation ne correspondent pas nécessairement.

En Amérique, aussi bien du nord que du sud, il y a eu des ruptures avec la métropole (la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Portugal, la France à un moindre degré), mais les colons – qu'ils soient blancs, métis, voire noirs créoles – ont créé leur propre État colonial. Et la formation sociale antérieure a été maintenue, voire aggravée, si on considère que l'empire espagnol traitait moins mal les indigènes que ne le feront les colons.

Ces situations sont typiques de la colonialité : le pays n'est plus formellement une colonie, mais les rapports sociaux demeurent coloniaux.

Au début, avec le sociologue péruvien Aníbal Quijano, la pensée décoloniale a grosso modo porté une problématique de ce type. Mais par la suite, sans doute sous l'influence des études littéraires ou de la position de tenants de cette pensée nommés dans de grandes universités américaines, une dérive s'est opérée qui a privilégié, au détriment de l'étude des relations de pouvoir, celle de la colonialité épistémique, du savoir, culturelle, de genre, de l'être... Une dérive qui a conduit à s'intéresser davantage aux mentalités qu'aux systèmes sociaux. La colonialité n'a plus été définie qu'en terme de «matrice épistémique» (en termes idéologiques, dirait Marx). Or la colonialité recouvre un ensemble de systèmes sociaux (ce qui inclut les aspects épistémiques, bien sûr). Ces systèmes sociaux peuvent être définis comme l'ensemble des formes non capitalistes de l'exploitation capitaliste. En effet, l'expansion du capitalisme notamment à partir du 15^e siècle (mais même avant) s'est

faite de manière distincte de l'expansion du mode de production capitaliste, soit parce qu'il n'existait pas encore, soit parce qu'il a été plus rentable pour le capitalisme de ne pas prolétarianiser les populations subalternisées. En maintenant leurs modes de production domestique, qui assurèrent notamment la production des aliments, on pouvait ainsi payer les subalternes au-dessous du coût de leur reproduction sociale – ce qui est impossible pour des populations prolétarianisées qui ne vivent que (ou très principalement) de leur salaire. L'esclavage est un cas de subalternisation, mais qui a concerné principalement des exogènes (surtout africains), l'esclavage indigène n'ayant pas été assez rentable. L'articulation des modes de production est une donnée fondamentale du système-monde capitaliste. On peut évoquer les exemples du travail forcé (un an sur deux dans la plantation d'un colon, puis retour obligatoire au village afin d'empêcher la prolétarianisation), de la « dette imaginaire » (un subalterne croit qu'il est endetté chaque année auprès d'un maître qui lui fournit ses semences ou qui lui « prête » son outillage, etc.), ou les rapports de maître à serviteur (et non de patron à employé), etc.

Il ne s'agit pas de la poursuite de la colonisation après l'indépendance, mais d'une formation sociale spécifique indispensable au fonctionnement du système-monde capitaliste pour gérer des régions où, au regard des relations de pouvoir, il n'y a pas eu développement du mode de production capitaliste, et où le capitalisme n'a pas intérêt à un tel développement. Cela bien entendu ne va pas sans conséquences sociales et culturelles. Cela forme des régimes de colonialité selon les historicités locales.

L'important est que la donnée majoritaire (en termes démographiques) dans ces sociétés n'est pas l'affrontement entre prolétariat et bourgeoisie : le prolétariat s'il existe est très minoritaire et souvent n'est pas la partie la plus exploitée de la population.

Le marxiste péruvien José Carlos Mariátegui avait compris cette réalité et il avait proposé au jeune Parti communiste péruvien de chercher à s'implanter prioritairement non dans la classe ouvrière mais dans la population indigène. Il n'avait pas été suivi, mais on peut le considérer comme un précurseur de la pensée décoloniale. Cela ne l'empêchait

pas d'inscrire sa réflexion dans le cadre de la lutte des classes, au moins des luttes de formations sociales. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui pour nombre de penseurs de la décolonialité dont la préoccupation est de traquer l'idéologie coloniale, avec l'objectif d'opérer une « déprise mentale » par rapport aux valeurs de la « modernité » et de l'« Occident ». Il ne s'agit pas du tout de nier les aspects subjectifs de la colonialité, mais comment penser réaliser une rupture idéologique déconnectée d'un mouvement social ? Sans sous-estimer les différentes dimensions du problème, il faut donner une définition matérialiste de la colonialité. N'oublions pas qu'on parle de sociétés qui représentent plusieurs milliards d'individus. Aujourd'hui, le mode de production capitaliste est hégémonique en termes de rapports de forces sur la Terre. Cela ne signifie pas qu'il concerne directement la majorité de la population mondiale. L'histoire de l'humanité est l'histoire de la lutte des classes (pour paraphraser la célèbre expression du *Manifeste du parti communiste* de 1848), mais ces classes ne sont pas que le prolétariat et la bourgeoisie, et si les luttes de classes sont le moteur de l'histoire elles ne la résument pas.

Le décolonialisme, ce n'est pas le postcolonialisme ?

Il convient de regarder les trajectoires de ces théories.

Au cours des années 1970-1980, il s'agit de penseurs de la pensée subalterne (Subaltern Studies), qui s'affirment en Inde (surtout Bengale), en lien avec des marxistes britanniques. Ils sont marxistes et travaillent sur les révoltes paysannes (notamment naxalites) contre l'occupant britannique. On vit lors de leurs procès que les leaders paysans plaident l'innocence de leurs actes en expliquant qu'ils n'avaient fait que répondre à un appel de leurs dieux. À l'argument de ceux qui en conclurent qu'il s'agissait de mouvements « prémodernes », « prépolitiques », notamment parmi les intellectuels du Parti du Congrès et du Parti communiste indien, ces penseurs bengalis opposèrent l'idée qu'il s'agissait bien de luttes sociales et politiques, tout à fait modernes mais qui relevaient de modernités alternatives. À qui viendrait-il l'idée de qualifier, en Amérique du sud, de « prémodernes », des révoltes populaires se



réclamant de (ou soutenues par) la théologie de la libération? Mais ici on invoquait les dieux de l'Inde, et par eurocentrisme (même de la part d'intellectuels indiens), la modernité était refusée à ces révoltes. Ensuite, il n'y eut guère de lien direct entre les études subalternes d'Inde et la genèse des études postcoloniales ou les études des intellectuels de la CEPAL en Amérique du Sud (études de la dépendance), même si a existé un groupe d'études subalternes aux États-Unis souhaitant appliquer cette problématique aux études chicanas (études sur la frontière entre les États-Unis et le Mexique et sur la présence de «Latinos» dans le pays).

Le postcolonial proprement dit apparaît en Australie et en Grande-Bretagne (puis aux États-Unis) à la fin des années 1980 avec des études de critique littéraire s'attachant à traquer les valeurs colonialistes et eurocentriques dans les écrits littéraires de l'époque coloniale ou, surtout, postérieures à l'époque coloniale.

C'est ici qu'il faut distinguer post-colonial, avec tiret, et postcolonial sans tiret, non par volonté de chipoter, mais parce que la différence est importante. «Post-colonial» renvoie à une approche chronologique: tel pays, le Sénégal par exemple, n'est plus une colonie, il a été réindigénisé (des Africains sont au pouvoir, même si on peut discuter la manière), il est «post-colonial». En revanche, «postcolonial» relève non pas d'une considération chronologique, d'un après du colonialisme, mais d'un au-delà des valeurs coloniales dans l'analyse littéraire ou des sciences sociales.

Il convient d'une part de distinguer nettement ces deux significations que beaucoup confondent. Mais d'autre part même l'usage du concept de «post-colonial» (avec tiret) doit être précisé. Si l'on dit que la France est «post-coloniale» par exemple, indique-t-on simplement un passé colonial ou considère-t-on que l'héritage du colonialisme est le facteur prépondérant de structuration de la société française d'aujourd'hui? Les récentes émeutes urbaines (2005, 2023) montrent que certaines catégories sociales conservent la mémoire des oppressions dont les générations antérieures primo-arrivantes ont été victimes et que c'est une donnée qu'on ne doit pas ignorer. Mais on ne peut pas en conclure que là est le facteur déterminant de toute la

société française et même de ces mouvements de révolte qui ont surtout leurs racines dans la réalité sociale présente. Ce sont des révoltes issues de la production contemporaine de subalternité, pas d'un simple «héritage». Ainsi, la société française n'est pas de nature «post-coloniale», mais elle inclut une dimension post-coloniale encore pertinente dans certains milieux sociaux.

L'approche décoloniale de son côté a aussi une généalogie et une géographie différentes. Elle est née au début des années 1990 en Amérique du Sud, principalement andine, c'est-à-dire dans des sociétés où la fraction de la population indigène est majoritaire ou très consistante. Le décolonial est issu des mouvements sociaux et nationaux indigènes, ou au moins né en rapport avec ces mouvements. Il a aussi été produit par le féminisme indigène (on dit souvent aujourd'hui «féminisme décolonial»). Une différence importante entre le postcolonial et le décolonial est que le premier fut une approche de critique littéraire ou même sociale sans guère de conséquences politiques. À l'inverse, le décolonial est, en principe du moins, un projet politique: abattre la colonialité du pouvoir. Mais nombre de penseurs décoloniaux ont connu une dérive vers une posture purement épistémique (ils se sont ainsi rapprochés du postcolonial). Ils prônent la «désobéissance épistémique», qui les a conduits à se polariser sur l'opposition aux valeurs de l'«Occident», ou de la «modernité» et ne mettent plus au cœur de la problématique le capitalisme périphérique et le système-monde. J'y vois une forme d'orientalisme inversé (donc un orientalisme tout court), qui consiste à essentialiser et homogénéiser un «Occident», dont en tant qu'historien je ne sais tout simplement pas ce dont il s'agit.

Ce n'est heureusement pas le cas de tous les penseurs décoloniaux, certains maintiennent une critique du capitalisme et ne s'intéressent pas exclusivement pas à l'épistémique au détriment des mouvements sociaux. Mais ils et elles ne posent plus la question en termes de prise du pouvoir. Il faudrait «rompre» de l'intérieur. On croit retrouver les vieilles polémiques entre «socialisme scientifique» et «socialisme utopique».

On voit donc une trajectoire de ces théories qui, via les études littéraires, ont gagné

les sciences sociales pour conduire à la pensée postcoloniale puis décoloniale. Aux États-Unis celles-ci ont souvent été portées par des intellectuels d'origine indienne, nourris de la pensée subalterne, et en poste dans des grandes universités. En Amérique du sud, ces penseurs sont davantage restés en lien avec les mouvements sociaux, en particulier les mouvements indigènes, noirs, et de ce fait, pour certaines et certains, continuent à porter le projet politique d'une indépendance vraie, d'une décolonisation sans colonialité, c'est-à-dire d'une décolonisation tout court.

Chez ces derniers une critique du capitalisme reste présente, même si elle n'est pas toujours très nette. Et la pensée décoloniale n'est pas homogène. Ainsi Aníbal Quijano lorsqu'il parle des «opprimés» y incluent aussi bien le prolétariat péruvien ou la plèbe d'ascendance hispanique ou hispano-métisse, que la masse des indigènes. Or, les uns et les autres ne sont pas dans la même situation, le prolétariat même faible numériquement est inscrit dans le capitalisme, alors que les indigènes le sont dans les nations précoloniales qui ont sauvegardé une partie de leurs modes de production domestiques: les rapports respectifs de ces deux grands secteurs de la population à l'État et au mode de production capitaliste ne sont pas les mêmes. En général, les luttes indigènes sont anticoloniales et autonomistes, car elles défendent la pérennité des nations vaincues lors de la conquête, elles ne réclament pas seulement des terres (comme les paysans sans terre), mais des territoires où résident les esprits de leurs ancêtres et leurs divinités, et où la nature est considérée comme un être vivant et est dotée de droits. En général, les luttes des subalternes exogènes (descendants d'esclaves, métis pauvres, etc.) sont intégrationnistes et décoloniales: il s'agit de lutter contre les inégalités afin de mieux «entrer dans la nation» et d'en finir avec la colonialité des rapports sociaux. Les termes de mobilisation de ces deux grands secteurs de la population subalterne ne sont pas toujours identiques, même s'il faut naturellement les faire converger.

La lecture de votre livre montre qu'en tant qu'historien de la colonisation portugaise et analyste des pays africains de langue

officielle portugaise vous abordez le sujet par une voie originale, et particulièrement intéressante en ce qu'elle oblige à bousculer des visions erronées et à opérer des recen- trages de certaines problématiques bien éta- blies. Et d'abord de rappeler, voire de nous apprendre, tant certaines idées rabâchées se sont imposées comme des évidences, que la dynamique mondiale du capitalisme ne doit pas être datée de 1492, les Européens «dé- couvrant» alors, outre l'Amérique, la figure de l'«Autre».

Les décoloniaux datent de 1492 et de l'arrivée de Christophe Colomb dans ce qu'il ne savait pas être l'Amérique, le début du système-monde capitaliste et la naissance de la notion de race... Il s'agit d'une igno- rance historique grave. C'est ignorer le rôle de l'Ancien Monde dans la formation du sys- tème-monde capitaliste. Cela depuis Marco Polo, au 13^e siècle ! La mise en esclavage des Canariens date de 1340, très anciennement Venise commerce avec l'Asie. 1453, ce n'est pas seulement la fin de la guerre de Cent Ans, mais la chute de Constantinople, qui va marquer dans le bassin méditerranéen la fin du trafic servile blanc. En effet, au Moyen- Âge, en Europe du sud (Portugal, Espagne, Italie...) il y avait des centaines de milliers d'esclaves blancs (aux côtés des serfs), et aussi quelques esclaves noirs qui avaient été capturés dans le cadre de la course mé- diévale contre les bateaux arabo-berbères. 1453 est d'une certaine manière la cause de 1492 : les noblesses ibériques avaient perdu une source d'approvisionnement en esclaves, malgré la poursuite de la guerre contre le sultanat de Grenade (qui s'effondre aussi, comme par hasard, en 1492). Le dé- clin, puis la fin de l'approvisionnement en es- claves blancs en 1453 a été un facteur puis- sant de l'expansion vers l'Afrique et plus tard l'Amérique. C'est en 1444 qu'a lieu au Por- tugal la première vente publique d'esclaves noirs. La factorerie d'Arguin (aujourd'hui en Mauritanie) date de 1464 et eut pour but de capter une partie de la traite servile trans- saharienne : certaines tribus berbères eurent intérêt à vendre aux caravelles portugaises plutôt qu'aux destinataires habituels plus au Nord. En 1498, les Portugais entrent en Inde (certes c'est après 1492, mais lié à des relations commerciales existant depuis des siècles). Donc, en 1492 le système-monde

existe de longue date, et il restera longtemps plus rentable en Asie qu'aux Amériques. Au départ, dans le «Nouveau Monde», il s'agit surtout de pillage et l'exploitation à grande échelle mettra quelques décennies à dé- marrer, le Brésil portugais étant en retard de ce point de vue, du fait même que Lis- bonne trouvait plus de richesses en Asie et dans les îles sucrières d'Afrique qu'aux Amé- riques. L'Ancien Monde était alors plus ren- table que le Nouveau, donc faire naître le système-monde capitaliste de 1492 est une aberration.

Quant à l'idée que 1492 marquerait aussi la découverte de l'«Autre», elle oublie que dans l'Ancien monde aussi on connaissait des «Autres», Africains, Asiatiques, et aussi cet autre interne qu'était le Juif.

Cela représente beaucoup d'erreurs d'autant que les décoloniaux disent vouloir élaborer des concepts valables pour toute la planète. Mais alors cela nécessiterait de leur part une analyse de la colonialité dans les mondes arabo-musulman, ottoman, asia- tique et non d'en rester à un flagrant lati- no-centrisme.

Il est utile de porter attention sur l'import- ance des colonies portugaises en Afrique, à la violence et au caractère tardif des guerres coloniales que le Portugal a menées sur ce continent. Et aussi prendre en compte l'originalité des régimes qui sont nés de ces conflits : ladite «démocratie révolutionnaire» de certains, la revendication «socialiste» d'autres, et même celle d'États «marxistes-lé- ninistes» pour l'Angola et le Mozambique...

Je ne traite pas tant de cela dans l'ou- vrage présent, mais c'est mon domaine clas- sique de recherche, donc je réponds avec plaisir ! Le Portugal fut le premier pays à avoir engagé la colonisation en Afrique et à com- mencer l'esclavage noir est-atlantique puis transatlantique. Il a subi longuement un ré- gime dictatorial (1926) puis fasciste à partir de 1930-1933, qui a duré jusqu'en avril 1974 et la Révolution des Œillets, dont on fête le cinquantenaire en 2024.

La décolonisation a en effet été tardive, même si le PAIGC d'Amilcar Cabral a décrété l'indépendance de la Guinée-Bissau en juil- let 1973 malgré l'assassinat quelques mois plus tôt de son dirigeant historique. Cette indépendance fut reconnue par le Portugal

en novembre 1974. C'est en 1975 qu'accédèrent à l'indépendance le Cap Vert, São Tomé e Príncipe, l'Angola et le Mozambique.

Ces régimes ne furent pas les seuls en Afrique à s'être réclamé du marxisme, voire du marxisme-léninisme, on peut par exemple citer le Bénin, l'Éthiopie, la Somalie.

Dans le cas de l'Angola et du Mozambique, cette référence s'explique pour des raisons historiques et surtout par certaines spécificités de leurs formations sociales. À l'exception de quelques rares grandes propriétés, la population coloniale était formée de petits colons (par comparaison on peut penser aux Pieds noirs d'Algérie), très souvent urbains, qui monopolisaient la totalité des activités économiquement rentables. Quant aux grandes chefferies africaines, elles avaient été détruites (contrairement à ce qui se produisit dans l'empire anglais). Il n'y avait donc pas d'espace pour une petite bourgeoisie africaine, ni même pour la stabilisation d'une classe ouvrière noire du fait du système du travail forcé qui renvoyait périodiquement les travailleurs dans leurs villages où ils recevaient leur maigre salaire.

Dans ces conditions se forma une micro-élite africaine façonnée par le colonialisme portugais contemporain (d'après les guerres mondiales, surtout la deuxième), dans laquelle les petits planteurs et les petits patrons étaient très rares, et qui fut essentiellement formée de salariés fonctionnaire de bas échelons, d'employés du tertiaire, de missionnaires et de quelques militaires subalternes, donc un cadre socialement très bureaucratique. Ces gens étaient très mécontents de la situation, mais la libération qu'ils imaginaient étaient à l'image du Portugal qu'ils connaissaient. Or, le Portugal était une nation très homogène, dotée d'une langue unique, d'un parti unique, de syndicats corporatistes et d'un État qui était le principal acteur de l'économie.

Les colonisateurs une fois chassés, il y eut un changement social brutal, mais l'habitus resta proche de la réalité que représentait le Portugal des années 1950 et 1960 qu'avaient connu les dirigeants anticolonialistes avant leur départ en exil.

Ces militants avaient fréquenté le Quartier latin des années 1960, ils avaient côtoyé plusieurs marxismes, celui du puissant Parti communiste, des différents trotskismes,

également la pensée de Gramsci et le courant de la revue *Présence africaine*, héritière de la négritude de Senghor et d'Aimé Césaire... Mais ils furent attirés par la forme stalinisée du marxisme. Ce qui ne veut pas dire qu'ils furent des staliniens et que l'Angola et le Mozambique devinrent des pays staliniens ou qu'ils allaient construire de nouveaux Cuba ou Vietnam à partir de la destruction du capitalisme. On compte sur les doigts d'une seule main les cadres historiques des mouvements de libération des colonies portugaises qui avaient une bonne connaissance et compréhension du marxisme (Viriato da Cruz, Mario de Andrade, Vasco Cabral et, bien qu'il récusât le marxisme, Amílcar Cabral lui-même). Pour l'énorme majorité, le «marxisme-léninisme» était une vulgate stalinienne, qui leur offrait un discours de pouvoir, afin de s'emparer de l'appareil d'État comme instrument indispensable à leur reproduction sociale, précisément parce que cette élite n'était pas, alors, une bourgeoisie. On a souvent dit que, «marxistes-léninistes», il fut alors logique pour eux d'établir le parti unique. Mais c'est le contraire qui arriva : c'est parce qu'ils voulaient le parti unique qu'ils ont opté pour le «marxisme-léninisme», comme outil politico-culturel correspondant bien à leur habitus de petits bureaucrates formés dans l'appareil d'État colonial. Encore aujourd'hui certains militants africains sont très étonnés quand on leur dit que, même en lisant la totalité des œuvres de Marx, on n'y trouvera pas un mot en faveur du parti unique ! Même le concept de «dictature du prolétariat» ou «dictature de la bourgeoisie» (que l'on peut discuter par ailleurs) ne signifient pas le parti unique, mais qu'il est impossible de changer la nature de classe d'un État sans une révolution ou une contre-révolution. D'une certaine manière, l'Angola et le Mozambique ne sont «même pas» devenu des États staliniens. Ils sont restés des États capitalistes de la périphérie.

D'ailleurs, la structure politique établie par le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) et le Frelimo (Front de libération du Mozambique), «de gauche», ne fut pas différente de celle du MPR (Mouvement populaire de la révolution) dans le Zaïre de Mobutu, «de droite». Néanmoins il faut reconnaître qu'Angola et Mozambique (et surtout ce dernier) ont eu des objectifs

développementalistes et «modernisateurs», ils n'ont pas seulement été des États kleptocrates. Pour cela, ils voulurent l'aide de l'URSS, de la Chine, de Cuba, mais aussi de pays occidentaux : leur politique suivit un paradigme de modernisation autoritaire, avec les catastrophes qui s'en suivirent, comme le regroupement des paysans dans des villages communautaires, qui générera l'épuisement des terres, l'appauvrissement des paysans, les problèmes culturels et culturels du déracinement et de l'éloignement de la terre des ancêtres. Toutes choses qui donnèrent une base sociale à la rébellion contre le régime, qui fut soutenue par l'Afrique du Sud de l'apartheid.

On peut dire que ce «marxisme-léninisme» correspondit à une tentative faillie de révolution bourgeoise. Cela ne veut pas dire que ces dirigeants n'étaient pas sincères en 1975 dans leur volonté politique développementaliste et modernisatrice, mais leur méthode fut de l'imposer par l'État et le parti unique à la population, et non par la mobilisation de celle-ci pour réaliser un développement économique répondant à ses besoins propres et non aux idées de l'élite ou de coopérants bulgares.

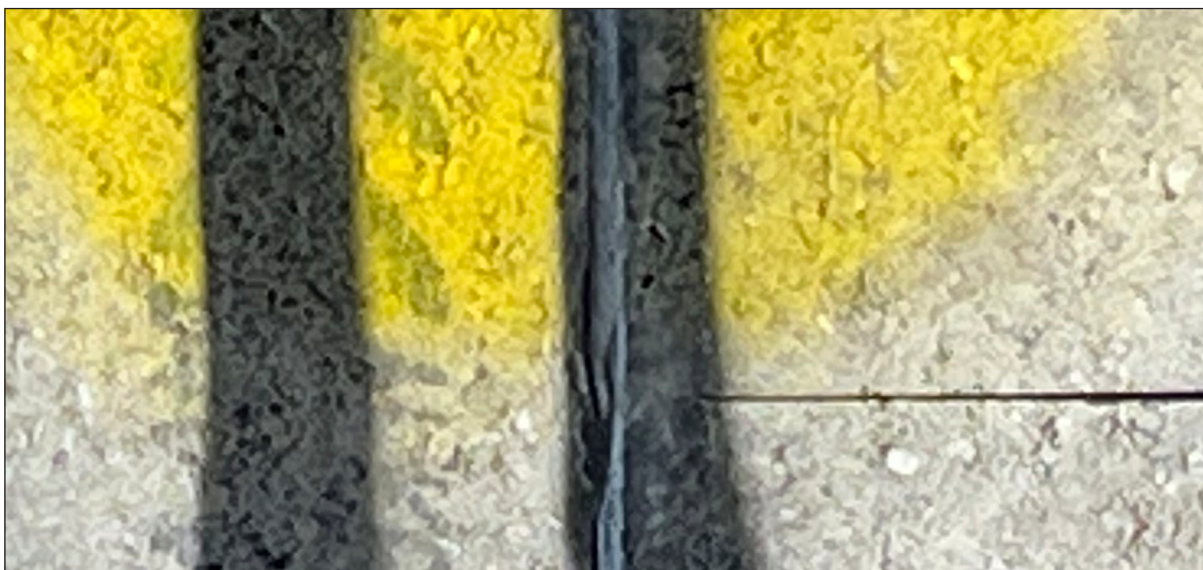
Finalement, bien que cette décolonisation se soit faite avec quinze ans de retard par rapport au mouvement général du tournant des années 1960 en Afrique, ce qui à l'échelle de l'histoire n'est pas si considérable, et quelles que soient les spécificités qui la particularisent, on ne peut pas dire que les indépendances des colonies portugaises se soient opérées sous des modalités

les rendant vraiment exceptionnelles. Mais elles attirèrent la sympathie d'intellectuels de gauche occidentaux qui ne comprirent pas que le parti unique était antagonique avec la construction du socialisme ou même seulement d'un État social à la périphérie du capitalisme. Ces derniers, souvent appelés «pieds rouges», partirent soutenir ces révolutions anticoloniales sans la distance critique nécessaire. Contrairement aux coopérants des phases ultérieures, ils ne gagnèrent pas d'argent mais furent souvent encore plus royalistes que le roi et n'aidèrent nullement à l'émergence d'une critique décoloniale de ces États. À l'inverse, ledit «marxisme-léninisme» (qui n'a absolument rien à voir avec le marxisme et avec le léninisme) fut objectivement une forme d'occidentalisation subalterne de ces pays qui ne disposaient pas de bourgeoisies nationales.

Vous venez de rappeler que selon vous, il faut distinguer indépendance et décolonisation.

Il existe trois formes de rupture avec les métropoles coloniales.

Une première est l'indépendance sans décolonisation. C'est le cas des États de toutes les Amériques, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et, d'une manière spécifique, d'Israël. Le cas extrême fut le Brésil. En 1807, face à l'invasion napoléonienne, l'empereur, avec sa cour, sa bureaucratie, son Trésor, une partie de ses archives, fuit le Portugal et rejoint, après un passage au Cap-Vert (colonie portugaise), le Brésil. Le Brésil devient alors



un *reino* (royaume) de l'empire portugais. Puisqu'on ne peut plus le construire depuis Lisbonne, on le construira depuis Rio.

Dès 1811, l'État portugais aurait pu revenir au Portugal, mais il s'y refusa. L'empereur abolit le monopole de Lisbonne sur le commerce extérieur du Brésil et décréta la liberté du commerce au grand profit de l'Angleterre. Les Cortès exigèrent l'annulation de ces mesures et voulurent refaire du Brésil une colonie. En 1822, le roi décréta alors l'indépendance du Brésil. Cela ne signifia absolument pas une libération nationale ! Ce sont les Portugais du Brésil et ceux arrivés en 1807 qui créèrent leur propre État indépendant, une colonie autocentrée, un État colonial.

Dans les pays hispano-américains, ce sont également les colons qui décrétèrent l'indépendance et prirent le pouvoir : l'indépendance se fit par la création d'un État colonial. C'est une indépendance sans décolonisation.

Il est piquant de voir l'actuel pouvoir vénézuélien ériger Simon Bolivar en figure emblématique de la révolution anticoloniale, alors qu'il a mené le combat contre l'Espagne pour que les colons fassent perdurer les relations sociales existantes. Bolivar fut un indépendantiste blanc et colonial. Ces indépendances hispaniques du début du 19^e siècle ne furent en rien des révolutions indigènes ou serviles (sauf à Haïti), même si des esclaves noirs ou indigènes à qui on avait promis l'émancipation s'engagèrent dans les armées « américaines ». La situation fut grosso modo analogue en Amérique du Nord.

En fait, on oublie que le colonialisme fut un mouvement mondial. Dans le même temps que les puissances européennes poursuivaient l'appropriation de nouveaux territoires en Afrique et en Asie, en Amérique du Nord on avait la conquête de l'ouest, en Argentine la conquête du « Désert », au Brésil les expéditions des *Bandeirantes* dans l'intérieur des terres, etc. On relativise la question en évoquant des « colonialismes internes », mais « internes », pour qui ? Que le conquistador ait traversé l'océan ou vienne par la terre au sein d'un territoire dont les frontières sont reconnues par la communauté internationale européenne de l'époque, pour le subalterne conquis il s'agissait d'une colonisation tout court.

Donc ces États sont des États nés coloniaux et colonialistes, et ils s'érigèrent avec des rapports sociaux inchangés au départ. Naturellement, la situation d'aujourd'hui n'est plus la même qu'au début du 19^e siècle, mais il n'y a pas eu de décolonisation et des formes puissantes de colonialité demeurent.

La seconde forme est celle des indépendances avec décolonisation. C'est le cas des États d'Afrique, pour lesquels l'indépendance a signifié que les pays redevenaient indigènes. Même si le gouvernement mène une politique néocoloniale d'intégration subalterne au marché mondial, le pays a changé de nature. Et, par rapport au passé, ce sont donc des formes de colonialité différentes de celles des Amériques qui s'imposent. Ainsi le fait que les frontières demeurent celles créées par la colonisation, parfois en passant



en plein milieu de peuples multiséculaires. Par exemple la population de l'ex-royaume du Kongo, qui existait déjà depuis deux siècles quand les Portugais sont arrivés, est aujourd'hui séparée entre cinq aires : entre le sud du Gabon, l'ouest des Congo-Brazaville et Kinshasa, l'enclave de Cabinda qui appartient à l'Angola et deux provinces de ce pays (l'Uige et le Zaïre [ne pas confondre avec le Zaïre]). C'est aussi la conception d'une modernisation autoritaire, au mépris des religions traditionnelles et des nations précoloniales. Il faut « moderniser » les paysans (un temps au nom du « marxisme-léninisme », aujourd'hui par la main invisible du marché ou l'idéologie du « développement », etc.) et favoriser l'agrobusiness au lieu de l'agriculture familiale et vivrière, il faut construire de grands immeubles en béton dans les villes au lieu des schémas d'autoconstruction populaire en argile amélioré, il faut des grands barrages au lieu d'aménager l'habitat des vallées inondables (et aux terres riches), etc. Cela correspond aux intérêts des élites affairistes locales (qui peinent à devenir des bourgeoisies) mais va contre la construction d'un État social multinational qui, seul, permettrait une identification politique, laquelle pourrait conduire ensuite à une identification nationale, créant une nation de nations par la conjugaison des nations africaines précoloniales et de la nation post-coloniale – au lieu du principe moderniste et eurocentrique « Pour que la nation vive, la tribu doit mourir ».

Enfin on peut repérer quelques cas de décolonisation sans indépendance : Pondichéry, Goa, Macao, Hong Kong, qui ont été décolonisés par leur intégration à un État déjà décolonisé ou non colonisé. Des territoires comme Porto Rico, Hawaï, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, la Réunion ont aussi été de jure décolonisés sans indépendance, mais évidemment ils restent marqués par de forts traits de colonialité.

Dans votre critique de certains penseurs de la colonialité vous abordez outre des questions théoriques leurs possibles conséquences pratiques, en particulier à propos des positionnements, qui nous interrogent fortement, à propos de la guerre d'Ukraine...

J'ai évoqué la dérive épistémologique de certains courants décoloniaux qui se désintéressent du système économique pour se

concentrer sur la matrice épistémique de l'expression de valeurs coloniales dans les populations subalternisées. Pour eux, la lutte vise la déprise mentale (*de-linking, desprendimiento*) de ces valeurs. Pour les marxistes, il n'est pas question d'ignorer ces questions (et ils l'ont sans doute trop souvent fait), mais si on ne voit plus que la rupture idéologique ne peut se faire que dans le cadre de luttes sociales au moins tendanciellement anticapitalistes, si l'adversaire n'est plus le capitalisme mais l'« Occident », alors la dérive culturaliste s'installe et elle s'est bien installée ! Paradoxalement les mêmes qui, à juste titre, insistent sur l'extrême diversité des épistèmes du « Sud » en viennent à postuler une homogénéité dudit « Occident » ou de ladite « modernité ». L'Occident et la modernité, voilà l'ennemi. Et dès lors que des régimes comme ceux de Poutine, de Modi, de Bachar al-Assad disent avec énergie combattre l'Occident, certains, par anti-occidentalisme, en viennent à les soutenir. En 2014, un Walter Mignolo a ainsi approuvé l'annexion russe de la Crimée, y voyant le début d'une « désoccidentalisation » de l'Ukraine, de même pour l'intervention russe en Syrie. D'autres ont flirté avec Modi en Inde, etc., en vertu du principe campiste selon lequel l'ennemi de mon ennemi est mon ami.

Face à l'agression russe en Ukraine ces courants sont cependant divisés, certains la dénoncent comme « illégale » tout en étant hostiles aux livraisons d'armes et donc sans soutenir la lutte de libération nationale ukrainienne – ce qui est étonnant pour des décoloniaux... D'autres considèrent qu'il s'agit d'une réaction défensive de la Russie face à un projet expansionniste de l'OTAN ; que l'Occident aurait poussé la Russie à attaquer l'Ukraine pour pouvoir lui-même attaquer la Russie. D'autres encore gardent le silence. Ce campisme anti-occidental est ainsi proche de celui de certains courants d'extrême gauche, à la différence cependant que ces derniers croient voir en Poutine un moyen de lutte contre le capitalisme... « occidental ».

La notion de « Sud global » est aujourd'hui très mise en avant, vous la critiquez fortement...

Du fait de l'extraordinaire fortune de cette notion, au point de la voir fleurir de manière acritique dans les colonnes d'un journal

comme Le Monde, il convient en effet d'y regarder de près.

Le mot «Sud» s'est généralisé lors de la chute de l'URSS dans les années 1989-1991, sans doute du fait que la notion de «tiers-monde» ne semblait plus adéquate. En effet, le «premier monde» désignait le capitalisme central, le «second monde» avait disparu avec la chute des pays du stalinisme sénile (quitte à oublier la Chine), d'où un problème pour parler du «troisième monde». On a vu l'excellente revue *Tiers Monde*, après une longue résistance changer de nom pour s'appeler *Revue internationale des études du développement* (ce qui traduit un complet européocentrisme car ledit «développement» ne concerne en pratique que le... tiers-monde).

La notion de tiers-monde n'était certes pas entièrement satisfaisante et nous, marxistes, préférons les concepts de capitalisme central et de capitalismes périphériques, mais elle avait l'avantage d'une analogie avec tiers-état. Mais ici s'est produite une méprise. Le «tiers état» n'a jamais signifié «troisième état», il s'agissait de l'état (au vieux sens de «structure sociale») de la grande masse des non-privilegiés face aux deux ordres de la noblesse et du clergé. Il y avait bien deux «ordres» face à un «état» des tiers, deux catégories, les privilégiés et les non-privilegiés. L'état des tiers, tel fut le tiers état. L'analogie avec le tiers monde faisait ainsi sens, même si nous marxistes le considérons comme insuffisant parce que peu clair sur la structure de classe des aires concernées. Le simple fait que la disparition du «deuxième-monde» ait justifié la disparition du «troisième» montre bien la confusion quant aux structures sociales: car la disparition des États du stalinisme sénile n'a rien changé à la structure sociale de la périphérie du capitalisme. Avec le «tiers monde», on avait au moins la notion de «damnés de la terre».

L'expression «Sud» a fait partie de ce mouvement de «géographisation» et de naturalisation des concepts: plus de tiers monde (ou de périphérie capitaliste) mais le «Sud», plus de capitalisme mais l'«économie», plus de «prolétaires» mais des «collaborateurs», etc. Il est étonnant de voir utiliser ce pseudo-concept de «Sud» par des personnes par ailleurs anti-impérialistes (ou «anti-occidentales?»).

Et voici qu'aujourd'hui s'est installée cette notion encore plus problématique de «Sud global». Elle implique d'abord que le «Sud» serait cette partie du monde opposée au «Nord», en fait à l'Occident. Le «Nord» est l'opresseur, le «Sud» est l'opprimé, quels que soient les milieux sociaux. Et «global»? On dit ici le contraire de ce qu'on prétend: si le Sud est «global», c'est qu'il est un monde à part et ne fait plus partie (même en position subalterne) du système-monde capitaliste! À la limite on pourrait dire «Sud globalisé», ce que par ailleurs il faudrait démontrer car, au «sud» comme au «nord», encore bien des choses ne sont pas, ou pas complètement globalisées (ce que disent du reste, sans voir la contradiction, les décoloniaux en insistant sur l'infinie diversité des épistémès subalternes!): la pertinence de la localité est encore considérable de nos jours. Mais malgré ses limites, l'expression «Sud globalisé» ferait encore sens. «Sud global», répété ad nauseam sans la moindre réflexion sur le sens des mots, est une capitulation face au néolibéralisme et au capitalisme vu comme la «fin de l'histoire». Tous les habitants du «Nord» deviennent ainsi responsables de la misère de ceux du «Sud». On est à mille lieux de la lutte des classes et des nations opprimées.

Le concept de «colonialité» peut être utile aux marxistes et la théorie sociale critique en général parce qu'il permet d'insister sur la diversité des capitalismes au sein du système-monde. Il permet de comprendre la nécessité de stratégies politiques diversifiées, sans pour autant jamais sombrer dans le culturalisme. Mais pour cela, il faut rompre avec le décolonial idéaliste et construire un décolonial matérialiste.

Michel Cahen est historien de la colonisation portugaise contemporaine et spécialiste des faits de colonialité. Il est directeur de recherche émérite du CNRS à Sciences Po Bordeaux. Il est l'auteur de *Colonialité: plaidoyer pour la précision d'un concept* (Paris, Karthala, 2024).

Source: *ContreTemps*, n° 63, octobre-novembre 2024. Avec l'aimable autorisation de *ContreTemps*.

Voir également Michel Cahen, «Intégrer l'ethnicité à la démocratie politique», *Adresses*, n° 10, 10 mars 2025.

États-Unis : l'effondrement constitutionnel

Aziz Rana

Pour les constitutionnalistes, le retour au pouvoir de Trump a créé un véritable vertige. La violation systématique des procédures légales et des normes constitutionnelles établies s'est déroulée à un rythme effréné, donnant lieu à plus d'une centaine de procédures judiciaires, un chiffre qui ne cesse d'augmenter.

Trump a émis une avalanche de décrets qui violent explicitement les lois du Congrès ainsi que le contenu de la Constitution, sur tous les sujets, du refus de la citoyenneté par le droit du sol à la lutte contre les mesures d'inclusion fondées sur la race, le sexe et l'orientation sexuelle, en passant par la dissolution d'agences gouvernementales établies par la loi. Parallèlement, Elon Musk s'est vanté de vouloir prendre le contrôle du gouvernement fédéral, dans le but de privatiser « tout ce qui peut raisonnablement l'être » en procédant à des licenciements massifs, à la vente d'actifs publics (dont « 443 propriétés fédérales », auxquelles pourraient s'ajouter d'innombrables œuvres d'art appartenant au domaine public) et au démantèlement de services essentiels : le tout en violation des dispositions du Congrès et de la Constitution interdisant aux citoyens non confirmés par le Sénat d'effectuer des tâches dévolues aux hauts fonctionnaires.

Ces éléments ont conduit certains commentateurs à établir des analogies entre ce qui se passe aux États-Unis et la situation de la Russie post-soviétique dans les années 1990. Cette période a connu la privatisation quasi complète de l'État russe et une redistribution massive des richesses entre les mains d'un petit nombre de kleptocrates, à l'abri de toute sanction, à l'exception de celles que leurs rivalités pouvaient les amener à s'imposer mutuellement. Mais il existe peut-être un lien plus profond avec l'histoire de la Russie :

le système constitutionnel américain du 20^e siècle s'est forgé et a trouvé son sens dans son antagonisme avec l'Union soviétique. Les principes fondamentaux américains, qui allient le concept de l'égalité raciale à un État-providence limité, se sont consolidés au cours de trois décennies décisives, du New Deal des années 1930 à la Seconde Guerre mondiale, en passant par la guerre froide et la révolution des droits civiques des années 1960.

De nos jours, l'Union soviétique a disparu depuis longtemps. Et maintenant, Trump (un milliardaire élu), Musk (un milliardaire non élu et bien plus riche) et une petite coterie de fidèles cherchent à provoquer l'effondrement de ce modèle constitutionnel américain en concurrence avec le leur. Leur action ne permet pas de savoir ce qui est à venir. Mais elle modifie fondamentalement le terrain sur lequel la gauche américaine intervient et nécessitera un mode d'opposition politique que le pays n'a pas connu depuis les années qui ont porté Roosevelt au pouvoir.

Retour sur les fondements de l'ordre constitutionnel américain

Pour comprendre ce qui se passe, il est nécessaire de saisir le fondement de l'ordre constitutionnel américain. Celui-ci comprend une série de composantes idéologiques et institutionnelles qui correspondent à ce que le sociologue suédois Gunnar Myrdal a qualifié en 1944 de « credo américain », à savoir l'idée que les États-Unis incarnaient la promesse d'une liberté égale pour toutes et tous. À une époque de rivalité planétaire avec l'Union soviétique dans un monde en voie de décolonisation, les élites nationales se sont explicitement ralliées à ce credo

constitutionnel. Ses éléments constitutifs consistaient notamment en une compréhension de la Constitution comme étant fondée sur l'élimination progressive des inégalités raciales, sur la base des principes de la lutte contre la discrimination ; une conception antitotalitaire des libertés civiles et des droits à la liberté d'expression ; une défense du capitalisme de marché, partiellement contrebalancée par un État de droit et de protection sociale constitutionnellement établi ; l'acceptation de contrôles et de contrepoids institutionnels, avec les tribunaux fédéraux, en particulier la Cour suprême, en tant qu'arbitre ultime de la loi ; et un attachement à la suprématie mondiale des États-Unis organisée par un pouvoir présidentiel fort.

Tout cela montre clairement que ce n'est pas seulement le progressisme racial qui est attaqué. Les collaborateurs de Trump déchaînent le pouvoir présidentiel de manière à exploiter les tensions internes du système pour faire s'effondrer les dispositions constitutionnelles qui en constituent le fondement. Nous pouvons le constater avec les décisions de Trump de suspendre l'octroi de fonds, de retirer les habilitations de sécurité, d'interdire les discours « pro-diversité » ou d'expulser et peut-être même de traduire en justice des individus pour cause de participation à des manifestations. Bien sûr, l'ordre établi du milieu du 20^e siècle a toujours connu des pratiques maccarthystes et n'a pas tenu ses promesses d'intégration, que ce soit par l'internement des Japonais ou les violations des droits pendant la « guerre contre le terrorisme ». Pourtant, après le déclin de la « peur du rouge » des années 1950, le maccarthysme, en tant que projet visant à attiser la peur généralisée, a été considéré par les élites politiques comme fondamentalement « anti-américain » et inconstitutionnel.

Ces pratiques répressives n'ont jamais disparu, mais elles étaient généralement réservées à des groupes défavorisés relativement circonscrits, tels que les radicaux noirs ou les critiques arabes et musulmans de la politique étrangère américaine (en particulier d'origine palestinienne). Ainsi, le soutien de Biden à la répression des manifestations contre la guerre à Gaza s'inscrit dans cette histoire houleuse de la période qui a suivi les années de la « peur du rouge ». En revanche, l'administration Trump, s'appuyant sur les

dispositions sécuritaires de l'ère McCarthy et même des années 1790, a commencé à instrumentaliser l'action militante en faveur de la Palestine pour réprimer de manière radicale la liberté d'expression des citoyens non américains. Elle utilise également cette action militante, ainsi que les programmes universitaires et les mesures mises en place par les institutions autour de la diversité, de l'équité et de l'inclusion (DEI), comme prétextes pour porter un coup sans précédent à l'autonomie interne et à la liberté académique des universités. Cette attaque s'inscrit dans le cadre d'une offensive plus large contre la liberté d'organisation du centre et de la gauche américains, qui vise actuellement les cabinets d'avocats proches du Parti démocrate et pourrait bientôt s'étendre aux groupes de la société civile et aux plateformes de collecte de fonds.

Le détournement du pouvoir présidentiel effectué par les représentant·es de Trump en vue de démanteler l'appareil administratif de l'État, et peut-être aussi les grandes avancées sociales du milieu du 20^e siècle, s'opère de manière similaire. Il pousse à l'instabilité l'équilibre constitutionnel établi entre capitalisme et régulation, pouvoir présidentiel et pouvoir judiciaire, de telle sorte que l'ordre ancien est de plus en plus difficile à maintenir. La pratique constitutionnelle américaine a toujours fait preuve d'un dualisme classique. Le pacte du milieu du siècle était régi à la fois par une Cour suprême à l'autorité impériale et par une présidence à l'autorité tout aussi impériale. Concrètement, l'attachement commun de l'élite à la domination mondiale des États-Unis signifiait que les tribunaux s'en remettaient au président pour les questions de sécurité nationale, ce qui permettait aux présidents de jouir d'un pouvoir de coercition extraordinaire à l'étranger ou aux frontières et d'agir dans le domaine des affaires étrangères comme un législateur quasiment incontrôlé.

Cette forme de déférence était le résultat d'une série de décisions de justice datant de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide, dans lesquelles les juges s'abstenaient largement d'exiger des comptes sur les pratiques sécuritaires, telles que les extraditions de communistes ou le déclenchement de la guerre du Vietnam. Cela ne signifiait pas que les tribunaux ne contrôlaient jamais l'action



de l'exécutif en matière d'affaires étrangères, mais que ces rares moments de contrôle s'inscrivaient dans un contexte de permissivité générale. Cette attitude de déférence «là-bas» s'est combinée à l'exercice par les tribunaux de contrôles étendus sur des questions considérées comme nationales, au point que le pouvoir judiciaire fédéral a effectivement fait office d'organe décisionnel dont les décisions finales vis-à-vis des autres instances du pouvoir étaient acceptées sans discussion. Cet équilibre a persisté parce que tant les tribunaux que les présidents ont largement accepté cette répartition des compétences entre affaires étrangères et affaires intérieures.

Mais à mesure que le pouvoir judiciaire fédéral américain devenait de plus en plus conservateur, la relation entre la présidence et le pouvoir judiciaire a pris une nouvelle dimension. Dans le domaine domestique, les tribunaux ont commencé à utiliser ce vaste pouvoir décisionnel pour s'attaquer à la réglementation économique, et ce, en élargissant le pouvoir présidentiel à l'intérieur même du pays. Pendant des décennies, des avocats conservateurs ont élaboré des arguments juridiques pour expliquer pourquoi les agences créées par voie législative constituaient une menace pour un «exécutif unitaire», c'est-à-dire le pouvoir intérieur du président de déterminer du fonctionnement de l'exécutif, indépendamment des directives législatives. Les décisions récentes des tribunaux n'ont peut-être pas démantelé les agences existantes. Mais elles ont eu deux effets: elles ont donné aux juges plus de pouvoir sur les procédures et les décisions des agences, sapant ainsi des acquis réglementaires établis de longue date. Et elles ont remis en question la possibilité qu'une législation inspirée du New Deal puisse limiter le pouvoir présidentiel de décision unilatérale en matière de fonction publique. En effet, la jurisprudence conservatrice sapait silencieusement les fondements de l'État administratif du milieu du siècle, donnant aux juges de droite un plus grand pouvoir pour affaiblir les agences et aux futurs présidents de droite un plus grand pouvoir pour faire de même.

Et donc, tout comme dans d'autres domaines, les décrets de Trump - démantelant unilatéralement les institutions fédérales au mépris des lois du Congrès ou des

injonctions des tribunaux – exploitent les faiblesses du système constitutionnel. Comme ceux qui entourent Trump ne le savent que trop bien, une fois les agences fermées, le personnel licencié et les bâtiments vendus, il sera extrêmement difficile de reconstituer le cadre administratif antérieur. Ces dernières années avaient peut-être été ponctuées par des agressions judiciaires conservatrices de faible envergure contre les agences fédérales, soutenues par l'application au coup par coup de certaines théories en matière de pouvoir exécutif. Aujourd'hui, Trump et son équipe s'emparent de ces théories et appliquent la force brute d'un président impérial sans limites – que l'on a déjà pu voir à l'œuvre lors d'interventions à l'étranger – au fonctionnement quotidien de la gestion des affaires publiques nationales. *C'est l'autoritarisme planétaire qui s'installe chez nous.*

Comment les États-Unis en sont-ils arrivés là ?

Tout d'abord, il est essentiel de comprendre que les institutions juridiques et politiques américaines sont notoirement antidémocratiques. Elles sont organisées autour d'un système étatique qui accorde la représentation sur une base géographique plutôt qu'à des individus, et qui comprend de nombreux mécanismes de veto qui réduisent le caractère décisif du vote. Cette fragmentation est obtenue par le biais du Collège électoral, du Sénat, de la structure et du processus de nomination de la magistrature fédérale, ainsi que de la marge de manœuvre des États pour redécouper les circonscriptions, limiter le droit de vote ou faire obstacle aux programmes nationaux d'intérêt général. Comme nous l'avons vu, ce n'est que dans les circonstances extraordinaires du milieu du 20^e siècle que l'État-providence limité et le « libéralisme racial » issus du New Deal ont été intégrés à la Constitution. Cela a nécessité un degré remarquablement élevé d'organisation et de mobilisation des travailleurs dans le contexte de la Grande Dépression. Et plus tard, cela s'est nourri du spectre de l'Union soviétique, de sorte que les élites politiques étaient prêtes à rechercher un compromis entre les partis afin de mettre en œuvre des réformes dans le domaine de la discrimination raciale, considérées par le

centre-gauche comme par le centre-droit comme un impératif de sécurité nationale.

Mais à mesure que la guerre froide s'est atténuée et, surtout après l'effondrement de l'Union soviétique, la droite, de plus en plus enhardie, a été moins contrainte de respecter le pacte constitutionnel du milieu du siècle. Celui-ci a toujours suscité l'opposition virulente de l'ethnonationalisme américain, une force puissante et persistante dans la vie collective, qui n'a pas disparu après les avancées des droits civiques des années 1960. Alors que nous avons tendance à nous concentrer sur la manière dont la guerre froide a entraîné aux États-Unis la répression violente des socialistes et autres militants de gauche, la perception du besoin de faire front commun contre l'Union soviétique a également incité les responsables politiques de droite à endiguer l'extrême droite, notamment en se livrant à une subtile chorégraphie avec le nationalisme blanc américain, à l'aide de « signaux codés » pour signifier leur sympathie tout en s'abstenant de cautionner explicitement certaines prises de position idéologiques.

Cependant, une fois l'URSS disparue, nous avons assisté à l'émergence progressive d'une droite réactionnaire prête à rompre tous les accords économiques et raciaux existants. Stratégiquement, la droite s'est concentrée sur le recours aux outils qui permettent d'exercer un pouvoir minoritaire dans l'ordre constitutionnel existant, avec ou sans majorité électorale. Au fil du temps, les avantages institutionnels de la représentation étatique lui ont permis de s'emparer de la Cour suprême, du Sénat et même de la présidence à deux reprises, malgré la perte de la majorité électorale. Plus fondamentalement, elle a instauré au sein de l'appareil du Parti républicain et de sa base électorale une culture qui considérait la démocratie multiraciale comme une menace quasi existentielle.

Dans le même temps, l'ordre constitutionnel souffrait du poids de ses propres limites idéologiques et institutionnelles. Les deux dernières décennies ont été marquées par une série de crises sociales – dont la plus importante a été l'effondrement financier et ses répercussions en cascade – qui ont mis en évidence la nécessité d'un renouvellement constitutionnel. Pourtant, les politiciens des années 2000 et 2010, qu'il s'agisse de

Bush et McCain ou d'Obama, des Clinton et de Biden, étaient tributaires de l'ancien pacte, axé sur le caractère exemplaire des institutions américaines, la foi dans le libéralisme de marché, la valeur morale de l'interventionnisme mondial et la nécessité de réformes raciales mineures. Le problème, bien sûr, était que ces engagements avaient contribué à générer nombre des problèmes endémiques du pays et qu'ils ne pouvaient certainement pas les résoudre maintenant.

Pendant ce temps, la nature sclérosée du système constitutionnel impliquait que même lorsque les Démocrates contrôlaient les leviers du gouvernement, il devenait presque impossible de s'attaquer à ces questions. Sans le soutien populaire de l'époque du New Deal ou l'engagement bipartite en faveur du progressisme racial, pratiquement toute initiative démocratique significative était vouée à l'échec. Même si elle était adoptée par la Chambre des représentants, il fallait, avec le recours à l'obstruction systématique, obtenir soixante voix sur cent au Sénat. Mais le Sénat, en raison de la surreprésentation des zones rurales et des petites agglomérations, penchait déjà massivement en faveur de la minorité républicaine. Pour les démocrates, obtenir soixante voix signifiait donc remporter une supermajorité par-dessus une supermajorité. Les outils qui avaient forgé le pacte constitutionnel de la Déclaration d'indépendance n'étaient plus opérationnels, et l'impasse qui en résultait intensifiait la désaffection politique généralisée.

Il en a résulté un ensemble de circonstances presque idéales pour l'ascension et maintenant le retour de Trump. La préservation d'un ordre constitutionnel rigide issu du 20^e siècle, bien après le moment historique qui l'a engendré, a non seulement empêché les réformes nécessaires et attisé la frustration à l'égard des présidents en exercice, mais elle a également permis à Trump d'accéder à la présidence en 2016 sans l'emporter au suffrage universel, puis de restructurer la Cour suprême selon des orientations complètement en décalage avec l'opinion publique. Lorsque Trump a tenté de contester le résultat des élections de 2020, les institutions en place ont rendu extrêmement difficile l'imposition de sanctions à son encontre, que ce soit par une procédure de destitution, des poursuites judiciaires ou son exclusion

des futurs scrutins. En réalité, les institutions elles-mêmes n'avaient jamais effectué le travail essentiel de facilitation des réformes ou de prévention des crises de succession ; elles avaient toujours reposé sur un degré élevé de cohésion culturelle de l'élite, que ce soit au début de la République ou à l'époque des droits civiques pendant la guerre froide. Et maintenant, cette cohésion n'existait plus du tout.

Les défaillances de la Cour suprême, que les élites du milieu du siècle avaient conçue pour inculquer des valeurs communes et contenir les conflits, l'illustrent parfaitement. La Cour, presque ouvertement partisane, a joué un rôle crucial dans cette crise, depuis les mesures visant à supprimer la voix des électeurs de droite jusqu'à l'immunité quasi totale accordée à Trump après ses tentatives de faire annuler les élections de 2020. Et avant cela, ce sont ses décisions qui ont ouvert les vannes de l'argent des grands groupes pour le financement des campagnes électorales. Résultat : aujourd'hui, quelqu'un comme Musk peut utiliser sa fortune illimitée pour à lui seul bouleverser les motivations électorales des responsables politiques, en particulier au sein du Parti républicain, puisque les dépenses engagées lors de sa campagne pour les primaires lui permettent de neutraliser à volonté les ennemis qu'il a ciblés.

Trump est bien placé pour tenter de démanteler l'ordre constitutionnel

Contrairement à peut-être toute autre personnalité politique de l'histoire américaine moderne, y compris Roosevelt dans les années 1930, il jouit d'une capacité remarquable à imposer la discipline de parti aux responsables républicains, un pouvoir que le compte en banque de Musk ne fait qu'amplifier. Trump n'est peut-être pas en mesure de garantir l'élection d'un candidat qu'il soutient, mais ses liens avec sa base électorale signifient que les candidats qui n'ont pas sa faveur seront presque certainement écartés. En outre, il semble motivé par des griefs mesquins et un désir personnel de vengeance ; d'où l'importance qu'il accorde à l'amnistie de ses partisans et à la chasse à quiconque aurait précédemment tenté de s'en prendre à lui. Ce faisant, il a fait de la loyauté

personnelle une valeur sacrée et a permis à ses partisans les plus zélés d'exercer une influence politique significative. Il en résulte un second mandat dominé par des idéologues d'extrême droite comme Russell Vought du Project 2025, ou Ed Martin, aujourd'hui au ministère de la Justice, qui sont bien moins motivés par des calculs électoraux que le responsable républicain typique.

De même, Musk semble avoir pour priorité l'accroissement de son pouvoir et son enrichissement personnel, et sa démarche est motivée par l'objectif connexe d'éliminer les contraintes que l'État fédéral impose aux entreprises privées. Ses initiatives visant à licencier *en masse* les fonctionnaires fédéraux sont révélatrices à cet égard. Bien que le New Deal n'ait jamais systématiquement cherché à limiter l'arbitraire de l'employeur dans le secteur privé, il a instauré des protections au niveau fédéral qui ont restreint le pouvoir des employeurs par rapport à ce qui se faisait ailleurs. L'objectif de Musk est de mettre fin à cette contrainte et de subordonner tous les emplois, publics ou privés, aux diktats des employeurs. Bien qu'il s'agisse clairement d'objectifs anciens de la droite, Musk agit également de manière indirectement motivée par des calculs électoraux. Pour Musk, le parti semble surtout être un outil utile pour libérer les entreprises du contrôle démocratique.

Cette conjonction de facteurs a suscité une volonté d'aller bien au-delà des limites qui ont traditionnellement freiné les républicains par le passé. Pourtant, l'administration est confrontée à des vents contraires non négligeables. Pour commencer, malgré l'idée d'un mandat évoquée par Trump, il reste historiquement impopulaire, n'ayant pas réussi à obtenir 50 % des voix lors des élections de novembre. Sa victoire a été fondamentalement obtenue par défaut, en raison du rejet du président sortant lors d'un scrutin où la participation a été plus faible qu'en 2020. Et malgré les discours des Républicains selon lesquels Trump tient ses promesses électorales, la vérité est qu'il a nié vouloir mettre en œuvre des éléments clés de cette rupture constitutionnelle lors de sa campagne électorale, déclarant lors du premier débat : « Je n'ai rien à voir avec le Projet 2025. » Pour de nombreux électeurs, Trump était considéré en 2024 comme un « modéré » et peu attaché

à une idéologie particulière, une perception qui a favorisé sa campagne.

S'il dispose sans doute d'une base de soutien puissante, celle-ci reste minoritaire. Ce projet d'extrême droite ne bénéficie d'aucun soutien majoritaire, même de loin. En effet, la vision dérégulatrice de l'ère néolibérale a perdu de plus en plus de terrain au cours de la dernière décennie. Sa mise en œuvre dans une version extrême n'est viable qu'à court terme en raison de la discipline que Trump et Musk peuvent imposer au parti.

Mais l'horloge tourne, à la fois en raison de l'âge de Trump et de la limite de deux mandats (le narcissisme du président fait qu'il ne semble pas s'intéresser à la question de sa succession). De fait, l'une des conséquences probables à moyen terme de l'offensive trumpiste pourrait être le succès des démocrates aux élections de mi-mandat de 2026 et un retour des démocrates à la Maison Blanche en 2028, compte tenu de la prédominance du sentiment d'opposition au président sortant. Tant que les élections aux États-Unis restent plus ou moins équitables, il n'y a pas de chemin clairement tracé pour permettre à Trump, Vought, Musk, Martin et d'autres de consolider un nouvel ordre constitutionnel qui remplacerait l'ancien. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles les trumpistes s'efforcent de mobiliser la machinerie étatique pour attaquer l'infrastructure institutionnelle du Parti démocrate : ses avocats, sa capacité à mobiliser les électeurs et ses réseaux d'ONG. Outre la punition des opposants à Trump, l'un des objectifs pourrait être de restreindre la force électorale démocrate sur le modèle des mesures de suppression des électeurs prises dans les années 2010 mais dont l'efficacité a finalement été limitée. S'il est trop tôt pour prédire l'issue de cette opération, il est clair que la base trumpiste n'est de loin pas assez importante pour rendre possible la répétition de telles opérations lors d'élections libres.

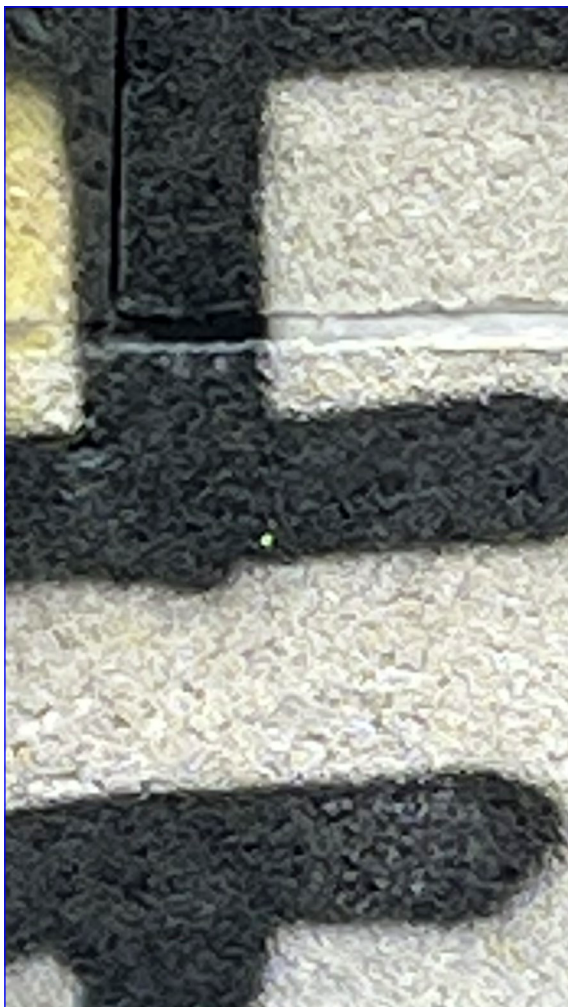
Cela ne veut toutefois pas dire que les effets potentiels de l'offensive en cours contre l'ordre constitutionnel existant sont à négliger. Si Vought et Musk parviennent à démanteler une grande partie de l'appareil étatique de réglementation et de protection sociale, il sera probablement impossible de le reconstituer sous sa forme antérieure. Compte tenu du contrôle de la Cour suprême par les

trumpistes, on peut donc imaginer un résultat contrasté où certaines des mesures de l'administration seront finalement jugées inconstitutionnelles tandis que d'autres seront maintenues. Bien que ce résultat puisse suffire à satisfaire les centristes qui estimerait alors que l'ordre ancien reste en place, la situation réelle sera néanmoins celle d'une compétence réglementaire considérablement réduite ainsi que d'un démantèlement plus poussé des réformes raciales et des droits fondamentaux des ressortissants étrangers. Élément crucial, alors que les principes fondamentaux de l'égalité raciale et des libertés civiles étaient autrefois inscrits dans un pacte partagé par les plus hautes sphères dirigeantes, ils pourraient désormais bien être remis en question à chaque échéance électorale.

Un tel résultat montre à quel point l'offensive constitutionnelle de Trump est fondamentalement une offensive culturelle dirigée contre les convictions fondamentales forgées au cours du 20^e siècle. La politique d'extrême

droite aux États-Unis épouse une conception ethnonationaliste ouverte d'essence chrétienne, doublée d'un individualisme forcené et cupide. Faire passer de telles idées pour normales s'inscrit dans une stratégie politique d'ensemble. Ceci est visible dans les vidéos réalisées ou promues par la Maison Blanche, qui se délectent de cruauté envers les immigrants ou transforment le nettoyage ethnique des Palestiniens en une plaisanterie sur les tours Trump à Gaza.

Effectivement, les coups portés à l'État administratif et aux universités s'inscrivent dans cette volonté de refonder la vie en société selon les valeurs de l'extrême droite. Même après une privatisation à grande échelle, l'État trumpiste aurait encore un rôle à jouer, mais en tant que lieu de pouvoir coercitif contre ceux qui sont perçus comme des ennemis et les éléments extérieurs, et en tant que source de subventions frauduleuses pour les kleptocrates de l'intérieur. L'université trumpiste aurait également sa fonction, mais en tant que moteur néolibéral encore



plus extrême pour le retour sur investissement, en relation avec la promotion d'une culture de la «civilisation occidentale».

Quelles implications pour la gauche ?

Une réponse courante aux agissements de Trump a été de se rassembler autour de la Constitution et même de croire que les tribunaux sauveront le pays. On le voit dans l'idée que, en refusant de se conformer aux décisions de justice, Trump a déclenché une «crise constitutionnelle» ou une «mise à l'épreuve de sa résistance» - ce qui implique que tout pourrait encore revenir à la normale tant que les responsables écoutent les juges. Contre ce raisonnement, nous devons rappeler que c'est le système constitutionnel qui a ouvert la voie à l'ascension, au retour et à l'offensive actuelle de Trump. Compte tenu de la mainmise de la droite sur la magistrature fédérale, tout regain de confiance dans les juges n'est que le reflet du désir des Démocrates de convaincre suffisamment de bons républicains de revenir à la raison et de désavouer Trump : un plan qui a échoué à plusieurs reprises.

Ce n'est pas en raison d'une confiance de principe dans les juges ou les normes constitutionnelles qu'il faut s'opposer à la violation des décisions de justice par Trump. La paralysie du système constitutionnel, aggravée par un mécanisme d'amendement impossible à mettre en œuvre, a fait que nombre des acquis démocratiques du pays, de la Reconstruction au New Deal, ont eux-mêmes nécessité un certain degré de transgression des règles. Les grands mouvements sociaux du passé, de l'abolition des esclavages aux droits civiques, en passant par le droit du travail et le droit de vote des femmes, ont appelé à défier les décisions de justice injustes qui ont maintenu l'esclavage, la ségrégation et la privation des droits civiques, ou criminalisé la syndicalisation. Compte tenu du contrôle actuel de la droite sur les tribunaux, la gauche pourrait se retrouver dans une situation similaire dans les années à venir, et appeler à la désobéissance civile à l'autorité judiciaire.

La gauche devrait néanmoins soutenir fermement les actions en justice et dénoncer le mépris de Trump pour les tribunaux, mais pour des raisons différentes. Ces actions sont

un moyen, bien que limité, de protéger les plus déshérités contre une violence débri-dée. Et plus généralement, le mépris de Trump témoigne de l'acceptation générale de l'impunité par l'administration, qu'il s'agisse de tentatives de remise en cause du résultat des élections, de corruption massive, de licenciements arbitraires ou de représailles contre des opposant·es politiques. Aucun système démocratique, libéral ou socialiste, ne peut fonctionner si une clique puissante peut systématiquement s'exonérer de la loi tout en utilisant les rouages de l'État pour répandre la peur et l'intimidation.

L'exemple du New Deal rappelle également à la gauche américaine la nécessité de construire une base populaire capable d'imposer des changements significatifs dans l'ordre constitutionnel. Même avant l'agression actuelle de Trump, cet ordre avait échoué en tant que mécanisme permettant de résoudre les crises interconnectées de notre époque : économique, écologique, raciale. Toute perspective réelle de changement positif exigera une majorité solide, même si elle est inférieure aux très fortes majorités que nous avons connues dans la première moitié du 20^e siècle. C'est une condition préalable essentielle pour que la gauche puisse rompre avec les règles, mais au nom de la démocratie.

Il est certainement envisageable que la faiblesse des démocrates conduise à une nouvelle victoire républicaine lors des prochaines élections. Cependant, si les démocrates se retrouvent au pouvoir, leur victoire pourrait s'avérer aussi creuse que celle de Trump : une victoire par défaut, remportée par un·e candidat·e parce que non sortant·e. S'ils parviendront peut-être à stopper les pires éléments de l'extrême droite américaine à court terme, en l'absence de véritables transformations au sein du parti lui-même, ils ne feront que reproduire le cycle de la désaffection à l'égard des sortant·es.

Malheureusement, rien dans le Parti démocrate actuel ne suggère qu'il comprenne la tâche que cela implique, ou qu'il soit capable de se comporter comme une opposition organisée et coordonnée. La récente défection de Chuck Schumer, le chef de la minorité au Sénat, qui n'a pas soutenu la direction élue du parti dans ses démarches visant à empêcher Trump d'obtenir l'adoption

d'un budget, témoigne d'un manque de cohérence et de courage internes. L'appareil et les dirigeant·es démocrates semblent prendre des décisions en fonction de leurs objectifs électoraux immédiats, sans tenir compte du contexte politique plus large. Alors que Trump et ses partisans agissent comme une avant-garde, la hiérarchie démocrate a été tellement façonnée par les règles de l'ancien pacte constitutionnel qu'elle semble manifestement incapable de s'en écarter.

Il en résulte une possible ouverture pour la gauche américaine. Alors que les démocrates centristes tentent en vain de maintenir l'ancien ordre constitutionnel et que l'extrême droite ne parvient pas à le remplacer par autre chose que la prédation et la xénophobie, le rôle des forces socialistes démocratiques pourrait être de proposer un autre choix crédible. Une telle initiative devra prendre de multiples formes. Elle nécessitera de défendre les personnes particulièrement vulnérables aux attaques de Trump, parmi lesquelles les non-citoyens, les personnes transgenres et les militants des droits des Palestiniens. Les politiciens et les commentateurs centristes ont fait preuve d'une volonté manifeste de mettre de côté tous ces groupes, en partie par pure suspicion idéologique, en partie par pur opportunisme électoral. Mais il est une leçon qu'a apprise depuis longtemps l'opposition politique confrontée à des régimes autoritaires, que ce soit dans le Sud des États-Unis à l'époque de la ségrégation ou ailleurs, et c'est que la volonté de défendre ses principes est un moyen essentiel d'instaurer la confiance et la solidarité entre les mouvements, y compris en période électorale. Cela implique de prendre des risques, même lorsque cela n'est pas dans l'intérêt immédiat du parti. Et l'incapacité de nombreux Démocrates à agir ainsi, c'est ce qui ouvre la voie aux formations de gauche.

Deuxièmement, la gauche doit mettre en place des structures qui puissent jeter les bases de changements transformateurs, tant au niveau de la Constitution que de la société dans son ensemble. Cela implique de protéger et de développer les institutions porteuses de sens – syndicats de travailleurs et de locataires, formations politiques de toutes sortes, lieux de liberté académique

et d'autonomisation des travailleurs dans les universités, pour n'en citer que quelques-unes – qui intègrent les valeurs de démocratie et de solidarité dans la vie quotidienne. Prenons l'exemple des partis politiques. Aux États-Unis comme dans d'autres régions du monde, les partis ont longtemps joué le rôle de communautés sociales, proposant toute une gamme de services et de dispositifs et intégrant les individus dans leur environnement social au sens large. Mais aux États-Unis, le parti n'est pas une véritable organisation qui repose sur l'adhésion de ses membres, et encore moins une communauté sociale. Il s'agit exclusivement d'un moyen pour les élites liées à l'appareil officiel de se présenter aux élections et d'exercer des fonctions officielles. Les Américain·es interagissent rarement avec le parti, sauf pendant la période électorale, lorsque des sommes considérables sont dépensées au profit des futur·es élu·es.

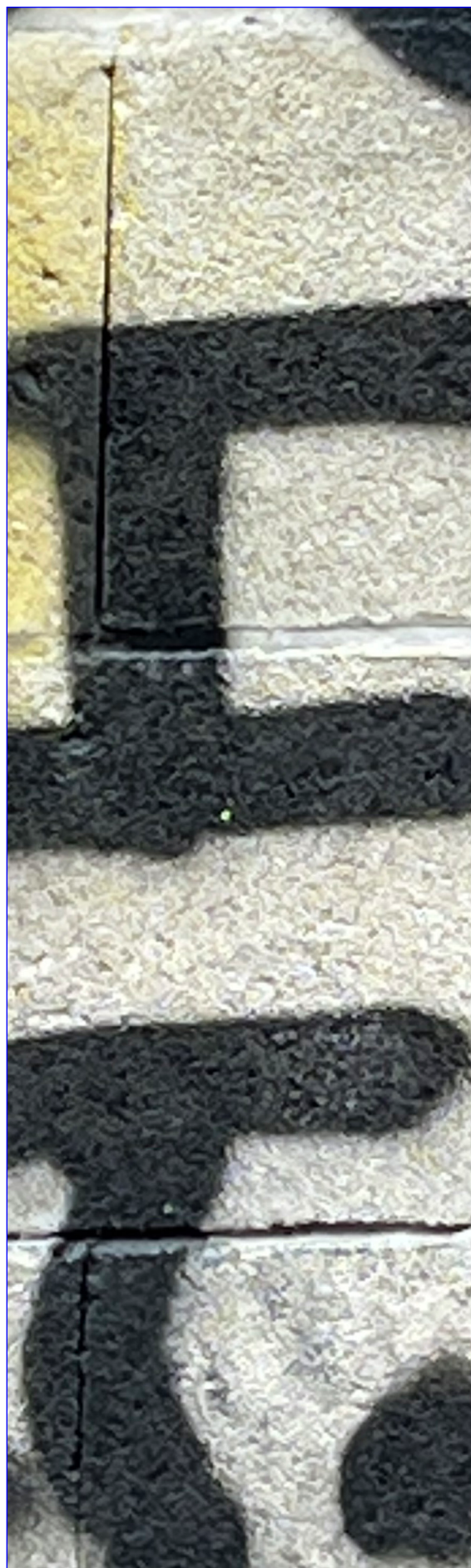
Kamala Harris a réussi à récolter plus d'un milliard de dollars malgré sa défaite. Imaginez qu'un parti ait plutôt utilisé ses vastes ressources pour créer des structures au niveau local. Bien sûr, il existe des règles électorales fédérales aux États-Unis visant à limiter l'achat direct de votes, même si ces règles ont grandement facilité la tâche des entreprises et des milliardaires qui ont pu faire exactement la même chose. Mais cela n'empêche pas de réfléchir de manière créative à l'infrastructure communautaire plus large dans laquelle un parti s'inscrit. Les Black Panthers ont sans aucun doute commis de nombreuses erreurs stratégiques, voire éthiques, mais ils se considéraient comme une formation d'opposition ancrée dans la société civile. Parmi leurs réalisations concrètes les plus durables, on peut citer la fourniture de services à certaines des personnes les plus marginalisées du pays (petits-déjeuners pour les enfants, dispensaires, ambulances, vêtements, services de bus, soutien aux prisonniers et centres éducatifs). Il s'agissait de réponses à un besoin social réel, qui s'inscrivait dans une démarche d'intégration des populations locales au cadre organisationnel du parti. Ils cherchaient à créer, selon les termes de l'historien du populisme Lawrence Goodwyn, une « culture du mouvement » en opposition à celle qui prévalait.

C'est une leçon que la gauche pourrait retenir, compte tenu des initiatives parallèles de l'extrême droite en vue d'établir l'hégémonie de sa propre culture d'opposition. Si le succès électoral de Trump est dû en partie à la capacité de l'extrême droite à créer un univers façonné autour de sa personnalité, la gauche doit élaborer un projet qui fasse contrepoids. Son objectif devrait être de transformer le monde tel que les gens le vivent au quotidien à travers la médiation assurée par ses propres institutions : au travail, à l'école, dans leurs quartiers. Elle devrait contester la réalité à ce niveau élémentaire.

Le problème, bien évidemment, est que le terrain politique actuel – façonné par le long processus d'étouffement du travail et par la richesse et le pouvoir de la classe milliardaire – est très hostile. Les militants de gauche, à l'intérieur comme à l'extérieur du Parti démocrate, sont aussi constamment attaqués par leurs adversaires centristes, plus puissants et mieux coordonnés, qu'il s'agisse des manœuvres visant à faire échouer les campagnes présidentielles de Sanders ou de la répression des manifestations sur les campus en faveur de Gaza. La bataille se mène sur un terrain difficile. Mais le fait est que ni le centre ni l'extrême droite ne peuvent offrir une issue à la décadence institutionnelle de l'Amérique. Il fut une époque où, aux États-Unis et ailleurs, un univers culturel de gauche existait, et il n'y a pas d'autre solution que de le reconstruire.

[Aziz Rana](#) est professeur de droit à l'université de Boston. Il a notamment publié *The Two Faces of American Freedom* (Harvard University Press, 2014).

Source : [Sidecar](#), *New Left Review*,
21 mars 2025. Traduction française : Pierre
Vandevoorde pour [Europe solidaire sans frontières](#).



Flora Tristan et l'Union ouvrière

Eleni Varikas

Je vais me référer à une tradition quelque peu oubliée dans le mouvement ouvrier : celle d'un des premiers appels à la constitution de la classe ouvrière. En 1843, cinq ans avant la publication du *Manifeste communiste* dont on fête les 150 ans cette année, est publiée une petite brochure intitulée *L'Union ouvrière* ; elle appelait les prolétaires à se constituer en tant que classe et à s'organiser en une Union universelle des ouvriers et des ouvrières. L'auteure, Flora Tristan, une femme de 40 ans, entreprend ensuite une longue tournée en France pour convaincre ouvriers et ouvrières, lesquels sont encore analphabètes en grand nombre, de s'unir dans une action commune contre leur oppression. Ce qui va nous intéresser dans ce texte précurseur dont on parle très peu en ce cent cinquantième du Manifeste, ce sont ces deux formules : «se constituer» et l'«union universelle». Ces deux termes nous aident à comprendre pourquoi, au milieu de cette brochure, se trouve un chapitre intitulé : «Pourquoi je mentionne les femmes». Un chapitre qui contient une des dénonciations les plus violentes écrites au cours du 19^e siècle contre le sort de parias fait aux femmes par la tradition historique, la culture, la religion, la science, la société, et même par les partis de la classe ouvrière.

Se constituer en tant que classe

Se constituer en tant que classe, comme la bourgeoisie l'avait fait, signifie que la classe ouvrière n'existe pas politiquement sans cette action volontaire, concertée, commune, qui proclame et impose par la force de l'union les droits bafoués de tous ceux et celles qui, comme le dit Flora Tristan, n'ont pas d'autre propriété que leur force de travail. Se constituer en tant que classe est ainsi un acte politique par lequel chaque

travailleur et chaque travailleuse reconnaît et définit avec les autres les intérêts qui les unissent, les objectifs d'un projet social commun fondé sur les besoins des travailleurs et sur leur satisfaction, à commencer par les deux points centraux de l'Union ouvrière : le droit au travail et l'organisation du travail.

Si les travailleurs ont besoin de se constituer en classe, c'est que ce projet d'émancipation n'existe pas en lui-même. Il n'émerge pas automatiquement de ce que l'on pourrait appeler leur condition objective. Il faut l'élaborer à partir de l'expérience concrète que chacun et chacune d'entre eux fait de cette condition objective. Et cette expérience n'est pas la même pour les ouvriers nationaux et pour les ouvriers étrangers ; elle n'est pas la même pour les hommes et pour les femmes. En intégrant dans l'Union ouvrière ce chapitre étonnant «Pourquoi je mentionne les femmes», Flora Tristan souligne cette différence importante dans la manière de vivre la condition ouvrière et les besoins qui en découlent.

Les femmes, parias des parias

Jusqu'à présent, dit-elle, la femme n'a compté pour rien dans les sociétés humaines. Le prêtre, le législateur, le philosophe l'ont traitée en vraie paria. La femme a été mise hors la loi, hors l'Église, hors la société. Pour elle, point de fonctions dans l'Église et dans l'État, point de représentation devant la loi. Assimilée par la religion au péché, à la corruption, à la pourriture, exclue de la communauté humaine par le législateur, définie comme un être irresponsable et inférieur par la science, elle a été soumise à l'autorité de l'homme, son maître. «Voilà, dit Flora Tristan, depuis 6 000 ans que le monde existe, comment les sages des sages ont jugé la race femmes. Car s'ils sont réellement

convaincus qu'elle est aussi stupide qu'ils le prétendent, quelle honte pour eux d'avoir été conçus dans les flancs d'une semblable créature, d'avoir sucé son lait, d'être restés sous sa tutelle. Il est bien probable que si les sages des sages avaient pu mettre la femme hors nature, comme ils l'ont mise hors l'Église, hors la loi, hors la société, ils se seraient épargnés la honte de descendre d'une femme.» Si j'ai longuement cité ce passage, c'est que les mots par lesquels Flora Tristan décrit le sort fait aux femmes traduisent de manière très vive et rendent visible l'expérience vécue d'une femme, une expérience qui sans doute est celle de l'auteure, qui se définissait elle-même comme une paria. Les mots de paria, de race polluée, impure, ne sont pas fortuits. Comme la caste des parias indiens qui sont considérés par les castes supérieures comme impurs et polluants, les femmes, dit-elle, sont depuis tellement longtemps mises à l'écart de l'humanité que le mépris dont elles font l'objet va en quelque sorte de soi. Au point qu'il suffit qu'elles touchent à une branche de l'industrie, il suffit qu'elles deviennent majoritaires pour que cette branche soit frappée de discrédit, de dévalorisation et que les salaires baissent. La longue exclusion des femmes de la religion, de la culture, de la politique, c'est-à-dire de tous ces domaines dans lesquels s'expriment l'humanité, a pour résultat de considérer la femme étant d'une autre espèce, une race

inférieure dépourvue de toute individualité. Les qualités individuelles d'une ouvrière, ses capacités, son agilité au travail, son rendement pour ce qu'elle appelle le travail à la tâche, lui valent d'être payées moitié prix. Les femmes sont payées, dit-elle, non en raison de ce qu'elles font, mais en raison du peu de dépenses qu'elles sont censées avoir. Si elles étaient payées selon leur travail, a dit un jour un imprimeur à Flora Tristan qui avait été elle-même ouvrière graveuse, elles gagneraient trop. Cet imprimeur ne faisait que répéter les doctrines de l'époque, l'opinion des sages des sages selon laquelle si les ouvrières pouvaient vivre de leurs salaires, si leur salaire était individuel et non familial, la famille serait détruite et l'ordre moral sur lequel repose la société serait bouleversé.

Dans la famille

L'expérience d'une femme de la classe ouvrière, nous dit Flora Tristan, ne se limite pas aux discriminations dont elle est victime sur le lieu de travail, aux barrières invisibles qu'elle rencontre en tant qu'ouvrière. Elle est aussi soumise à un assujettissement légal et quotidien au pouvoir du chef de famille. La tyrannie qui s'abat sur elle n'est pas que celle des patrons sur les ouvriers. C'est également celle des hommes sur les femmes, une tyrannie qui, à son tour, met celles-ci d'emblée en position inégale sur le marché du travail. L'Union ouvrière peut-elle être universelle sans qu'elle soit celle des ouvriers et des ouvrières ? Peut-elle constituer la classe ouvrière sans y inclure les besoins et les expériences d'une partie considérable de ces travailleurs que sont les travailleuses ? Voilà la question que pose Flora Tristan dans son chapitre «Pourquoi je mentionne les femmes».

La nécessité d'une charte ouvrière

Si elle répond négativement, si elle soutient que, sans les ouvrières, le projet de la classe ouvrière n'a pas de caractère ni de portée universels, ce n'est pas seulement parce que celui-ci représenterait seulement une partie de la classe ouvrière. La portée universelle de l'Union ouvrière n'est pas qu'une question quantitative. C'est aussi une question de droits, une question de justice. Si le sort réservé aux prolétaires, un demi-siècle



après la révolution, mettait à nu le caractère inégalitaire d'un ordre social qui était fondé en principe sur l'égalité pour tous, la lutte des ouvrières pour la mise en application de ces principes d'égalité a une portée et une signification qui dépassent leur propre émancipation, une portée universelle dans la mesure où, pour reprendre les termes de Flora Tristan, «elles cherchent à développer toutes les facultés de l'individu en vue du bien-être général». Or, la condition faite aux femmes, un demi-siècle après la révolution, est une preuve encore plus flagrante du caractère inachevé de la révolution puisque celles-ci n'ont jamais été reconnues, même en principe, comme individus libres et égales, puisqu'elles attendent encore, dit-elle, leur 1789.

De même, la condition faite aux ouvrières fait partie constitutive de la condition ouvrière et, dans la mesure où les ouvriers mêmes ne se révoltent pas contre celle-ci, dans la mesure où ils ne luttent pas pour l'égalité absolue de l'homme et de la femme, leur lutte est vouée à rester particulariste. D'où son appel aux ouvriers hommes de constituer une charte dans laquelle elle déclare, à l'exemple de 1789, les droits inaliénables des ouvrières. «Vous, dit-elle, qui êtes les victimes de l'inégalité de fait, donnez un grand exemple au monde, prouvez à vos oppresseurs que c'est par le droit que vous voulez triompher et non par la force brutale.» Si les ouvriers peuvent se constituer en classe, c'est-à-dire s'affirmer en tant que sujets de leur propre vie, c'est qu'ils sont déjà reconnus en principe comme des individus libres et égaux, capables donc de penser par eux-mêmes et pour eux-mêmes leurs besoins et les moyens de les satisfaire. Pour que les femmes puissent faire de même, il faut qu'elles soient également reconnues comme des individus libres et égales à part entière. D'où l'insistance de Flora Tristan sur la nécessité d'une charte ouvrière qui reconnaît les droits sacrés et inaliénables des femmes; une charte dans laquelle on lit :

Nous voulons que les femmes soient instruites de notre déclaration afin qu'elles ne se laissent pas opprimer et avilir par la tyrannie de l'homme, et que les hommes respectent pour les femmes la liberté et l'égalité dont ils jouissent pour eux-mêmes.

Rendre l'injustice visible

Flora Tristan n'était pas une féministe au sens que l'on peut donner aujourd'hui à ce terme; elle n'était même pas une féministe au sens d'autres femmes qui, à son époque, celle de 1848, avaient compris que l'émancipation des femmes ne peut être que l'œuvre des femmes elles-mêmes, c'est-à-dire qu'elle ne peut être qu'une auto-émancipation. Dans l'Union ouvrière, elle s'adresse surtout aux ouvriers pour affranchir les femmes. Mais, comme les femmes de 1848, elle nous a légué un précieux héritage qui peut nous aider à reformuler les questions de notre temps.

D'abord que la classe ouvrière, ses luttes, les revendications qui fondent son programme, ne tombent pas du ciel, ne vont pas de soi, qu'elles ne peuvent pas être le produit d'une interprétation que feraient les sages des sages ou, comme on dit aujourd'hui, les experts; qu'elles ne peuvent pas être déduites des lois naturelles de l'économie, des rapports de production, de la division naturelle entre les sexes, mais qu'elles sont le produit d'une autoconstitution, c'est-à-dire d'une affirmation par les ouvriers et les ouvrières eux-mêmes des besoins qu'il s'agit de satisfaire, des rapports de force et des rapports de pouvoir qu'il s'agit de changer. Le produit aussi d'un débat qui peut être conflictuel, puisque tous les travailleurs – les qualifiés et les non qualifiés, les hommes et les femmes, les nationaux et les étrangers, les légaux et les clandestins – n'ont pas les mêmes expériences de l'oppression. L'Union des travailleurs, donc, n'est pas quelque chose de naturel et d'harmonieux mais se construit dans le combat, dans l'action. Par conséquent, elle suppose un acte politique intentionnel, volontaire; une prise de responsabilités pour soi et pour les autres, en ce sens que nous avons toujours une petite parcelle de responsabilité pour ce qui nous arrive, dans la mesure où nous agissons ou restons passives, nous prenons la parole ou restons silencieuses, en sachant que personne d'autre ne va parler à notre place, non seulement parce que les gens sont égoïstes mais aussi et surtout parce que personne ne sait parler à notre place pour dire qui nous sommes et de quoi nous avons besoin. Comme disait Hannah Arendt :

Ce qui menace les parias, plus encore que l'injustice qu'on subit, c'est le fait que cette

injustice est invisible, qu'elle n'est reconnue nulle part comme telle ce qui finit par nous faire douter et désespérer de notre propre réalité.

L'universel et le particulier

Une autre dimension de l'héritage précieux de Flora Tristan concerne plus directement l'universel et le particulier, une question que l'on ne peut pas rater quand on est une femme dans un syndicat ou dans n'importe quelle autre structure puisque, dès qu'on parle des revendications concernant les femmes, on se trouve automatiquement frappé du soupçon de particularisme. Dans le cas des femmes, ce soupçon de particularisme est visiblement ridicule puisqu'elles sont la moitié de l'humanité et puisqu'elles constituent encore aujourd'hui l'écrasante majorité des travailleurs les plus exploités et les plus précarisés. Mais la question de l'universel et du particulier n'est pas une question quantitative. Les hommes ont beau être majoritaires dans plusieurs syndicats, cela n'empêchent aucunement, bien au contraire, que, quand ils marginalisent ou ignorent les besoins et les demandes des femmes, ils mènent une politique fortement particulariste. Et, inversement, quand les travailleurs d'un pays mènent un combat pour l'égalité des droits d'une minorité, par exemple les travailleurs étrangers, ils et elles mènent un combat de portée universelle. La portée universelle d'une demande ou d'un combat dépend ainsi du droit et non de la force brute, pour reprendre la formule de Flora Tristan ; c'est-à-dire de la mesure dans laquelle le principe de justice au nom duquel le combat est mené est un principe généralisable et peut donc être valable pour l'ensemble des travailleurs mais aussi pour l'ensemble des citoyen·nes. Si on prend l'exemple de la revendication pour un salaire familial qui a traversé une partie du 19^e siècle dans la plupart des pays industrialisés, c'est une demande particulariste précisément parce qu'elle ne peut pas être généralisable, valable pour l'ensemble des travailleurs. Or, et c'est sans doute une des raisons pour lesquelles l'Union ouvrière ne donne pas lieu à des commémorations et qu'elle a tendance à être oubliée dans l'héritage du mouvement ouvrier, la définition de ce qui est général et de ce qui est particulier, la question de savoir

ce qui est prioritaire et ce qui ne l'est pas, qui est membre à part entière de la classe ouvrière et qui ne l'est pas, ces questions furent malgré tout historiquement décidées, non selon les critères ou principes de justice généralisables à tous, mais très souvent selon le rapport de force à l'intérieur même de la classe ouvrière. Ceci ne concerne pas que les femmes ; cela concerne en grande partie la distinction entre travailleurs productifs et non productifs, qualifiés ou non qualifiés, etc.

La structure du pouvoir qui en a résulté est une structure calquée sur les rapports de pouvoir qui traversent l'ensemble de la société et confronte les femmes et les féministes dans les syndicats, surtout celles qui sont prêtes à assumer des responsabilités, à un dilemme difficile à résoudre : soit être admises ou même parfois cooptées dans ces mêmes structures de pouvoir au risque d'être obligées d'agir selon sa logique ; soit fuir les responsabilités, quitte à n'avoir aucune prise sur la définition et l'orientation des luttes. Ce dilemme est très difficile à résoudre surtout individuellement. Mais son omniprésence indique à lui seul que la question de l'auto-définition des besoins des femmes et leur inclusion dans les luttes syndicales est une question d'une très grande importance politique. Elle pose en elle-même la question de la démocratie. Il importe par conséquent de travailler avec d'autres femmes en comprenant que cette lutte est une lutte pour la démocratie ; une lutte qui au fond ne vise pas qu'à ajouter les revendications des femmes à d'autres revendications ; elle ne vise pas seulement à l'émancipation des femmes mais aussi à changer l'ensemble de la structure des luttes, le projet même dont est porteuse la lutte syndicale.

Eleni Varikas est professeure émérite de philosophie politique et d'études de genre. Elle a notamment publié *Pour une théorie féministe du politique, social, Donnemarie-Dontilly, iXe, 2017*.

Source : Évelyne Bechtold-Rognon, Nina Charlier, Annick Coupé, Élodie De Coster, Sigrid Gérardin, Cécile Gondard-Lalanne, Clémence Helfer (coord.), *Toutes à y gagner : vingt ans de féminisme intersyndical*, Paris, Syllepse, 2017.

L'« Économie des travailleuseuses », un réseau international et un concept en construction

Richard Neuville

Le réseau international de l'« Économie des travailleuseuses » est né en 2007 à l'initiative d'universitaires de Buenos Aires qui avaient accompagné le processus de récupération d'entreprises par les travailleuseuses (ERT) en Argentine à partir de 2002. Impliquées dans un soutien actif à ce mouvement au travers des tâches de documentation, de recherche, de réflexion, ils/elles ont souhaité dépasser le strict travail académique.

Avec la mise en place du programme *Facultad Abierta* (Faculté ouverte) au sein de l'université de Buenos Aires, ils/elles ont développé des activités de coordination, de conseil et de formation en enquêtant sur la gestion ouvrière d'unités productives abandonnées par les patrons. Convaincu·es de la nécessité de confronter les différentes analyses sur ces expériences, celles des personnes impliquées et celles d'universitaires, ils/elles créèrent un réseau pour débattre de l'orientation des luttes dans une perspective de changement du système des relations sociales, politiques, économiques en vigueur dans le monde. Ce fut l'esprit qui anima la convocation de la première Rencontre internationale intitulée « L'économie des travailleuseuses : autogestion et répartition de richesses ». Tenue en juillet 2007 à Buenos Aires, il y fut décidé d'organiser des rencontres internationales de l'« économie des travailleuseuses » tous les deux ans.

L'articulation entre réflexion théorique et pratique

Les rencontres s'articulent comme un espace de débat sur les problèmes et les potentialités des expériences menées. Elles sont basées sur l'autogestion et la défense des droits et des intérêts de la population dans les conditions actuelles du capitalisme

mondialisé néolibéral. Dans ces rencontres, ce sont les expériences d'autogestion, les entreprises récupérées, les mouvements coopératifs, les expériences de contrôle ouvrier et de cogestion, l'économie solidaire et les autres luttes pour l'auto-organisation du travail et l'autogestion de l'économie qui définissent les axes de débat. Ces expériences impliquent de rediscuter et de repenser les problèmes nouveaux et anciens de la classe ouvrière, en les actualisant dans le contexte de l'hégémonie néolibérale mondiale.

À partir de 2014, les rencontres régionales inaugurèrent une délocalisation des lieux de débats en les transférant des universités vers des lieux de production autogérés : Fralib devenue Scop-TI (France), Textiles Pigüé (Argentine), Vio-Me (Grèce), RiMaflow (Italie). Mais surtout elles permirent une plus grande diversité des acteurs de l'autogestion.

Selon l'expression de Pablo Peláez et d'Emiliano Balaguer, il s'agit d'articuler « la science des travailleuseuses et les travailleuseuses de la science ». Ces rencontres cherchent ainsi à créer un espace de débat à partir des perspectives de ces expériences. Les entreprises récupérées, les expériences autogestionnaires, les coopératives, les mouvements de travailleurs organisés syndicalement, les travailleurs ruraux, les mouvements sociaux, les courants politiques et intellectuels, certains syndicats ont contribué au développement de ces rencontres.

Confronter les expériences

La première rencontre réunit 300 participant·es de quinze pays d'Amérique latine, d'Europe et d'Afrique. Elle fut suivie en août 2009, toujours à Buenos Aires, par une nouvelle rencontre intitulée « L'économie des travailleuseuses : autogestion et travail face à la crise globale ». Entre ces deux moments, la

crise de 2008 était intervenue et avait particulièrement affecté les pays du centre du capitalisme (plus particulièrement les États-Unis et l'Europe) et elle eut pour conséquences la fermeture de milliers d'entreprises et le licenciement de millions de travailleur-euses dans le monde.

En juin 2011 à Mexico, la 3^e Rencontre permit d'élargir à la fois la participation des mouvements sociaux et la composition du comité organisateur, et ainsi renforcer le caractère international du réseau.

La 4^e Rencontre se déroula en juillet 2013 à João Pessoa au Brésil. Intitulée : « Alternatives autogestionnaires et travail face à la crise économique globale », elle acta l'organisation de rencontres régionales et la tenue des rencontres en dehors des universités.

C'est ainsi que furent organisées : les premières rencontres européenne, les 31 janvier et 1^{er} février 2014, dans les locaux de Fralib (alors engagé dans un processus de récupération) à Gémenos¹ ; les rencontres sud-américaine en octobre dans l'usine Textiles Pigüé en Argentine² ; les rencontres nord et centre-américaine en novembre dans l'université ouvrière de Mexico. Ces rencontres contribuèrent au renforcement des réseaux régionaux, même si l'euro-péen, à l'image d'autres réseaux du Vieux continent, demeure résolument en construction.

La 5^e Rencontre organisée en juillet 2015 dans au Venezuela fut marquée par l'empreinte de la crise politique vénézuélienne mais permit cependant la confrontation d'une plus grande diversité d'expériences³.

La 6^e Rencontre fut organisée dans l'usine récupérée, les Textiles Pigüé (Argentine) du 30 août au 2 septembre 2017⁴. Elle faisait suite aux 2^e rencontres régionales qui

s'étaient déroulées au cours de l'automne 2016 à Montevideo, à Mexico et à Thessalonique dans l'usine VioMe⁵. Des nouveaux axes de débat furent intégrés comme « L'économie des travailleur-euses dans une perspective de genre(s) ».

Au cours de l'automne 2018, les 3^e Rencontres sud-américaines et nord-centre-américaines furent organisées respectivement à Santiago du Chili et à Mexico. Reportée au printemps 2019, la rencontre euroméditerranéenne se tint dans la banlieue de Milan dans les locaux de l'entreprise récupérée RiMaflow, en lien avec le réseau italien Fuori-Mercato⁶.

La 7^e Rencontre fut organisée au sein de l'École nationale Florestan Fernandes (ENFF), l'école des cadres du Mouvement des sans-terre (MST) à Guararema, au nord de São Paulo au Brésil⁷. Ce choix n'était pas dû au hasard, le réseau entendait exprimer physiquement sa solidarité avec le mouvement social brésilien rudement attaqué depuis l'élection de Jair Bolsonaro. Le réseau s'élargit alors à d'autres modes de production autogérés (économie populaire) et d'autres secteurs d'activité (travailleur-euses ruraux-ales). L'assemblée des femmes fut renforcée avec la structuration d'un réseau spécifique et des sessions de formation furent mises en place.

Du fait de la pandémie de covid, la 8^e Rencontre, prévue à Mexico, se déroula sous forme de conférences en virtuel, réparties entre la fin août et la fin octobre 2021, sous l'égide d'universitaires de l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM) et de responsables du Syndicat mexicain des électriciens (SME), gestionnaire de coopératives.

À la suite e l'annulation des rencontres régionales de l'automne 2020, cette édition démontra la vitalité du réseau international et notamment son ancrage en Amérique

1. Benoît Borrits, « Rencontres "L'économie des travailleurs" : un essai à transformer », *Autogestion*, 5 février 2014, ; Richard Neuville, « Rencontre européenne "L'économie des travailleurs" dans l'entreprise Fralib », *Contre Temps*, n° 22, 2014.

2. Richard Neuville, « L'économie des travailleur-euses, une rencontre sud-américaine porteuse de perspectives », *Autogestion*, 4 novembre 2014.

3. Richard Neuville, « Rencontre européenne "L'économie des travailleurs" dans l'entreprise Fralib », art. cité.

4. Benoît Borrits et Richard Neuville, « 6^e Rencontre internationale de l'économie des travailleur-euses : vers la constitution d'un mouvement autogestionnaire mondial ? », *Autogestion*, 11 septembre 2017.

5. Benoît Borrits et Richard Neuville, « Succès de la 2^e Rencontre euroméditerranéenne de l'"économie des travailleur-euses" à Thessalonique », *Autogestion*, 24 novembre 2016.

6. Benoît Borrits, Bruno Della Sudda, Christian Mahieux et Richard Neuville, « Rencontre euroméditerranéenne du Réseau de l'"économie des travailleur-euses" : une autre Europe ? », *Autogestion*, 25 avril 2019.

7. Alexandra Cretté, Marion Décavé et Richard Neuville, « Économie des travailleur-euses : une 7^e Rencontre sous le signe de la résistance et des alternatives », *Autogestion*, 10 octobre 2019



centrale et du Sud après quatorze années d'existence⁸.

La 9^e Rencontre, organisée à Rosario (Argentine) en septembre 2023, consolida le réseau international avec la volonté de renforcer les réseaux régionaux.

Dans un contexte capitaliste radicalisé et répressif, les perspectives peinent à s'esquisser, le réseau poursuit néanmoins son activité. Et, selon les mots de son coordinateur, Andrés Ruggeri, le réseau «cherche à coordonner les actions, la solidarité et la lutte pour une économie des travailleur·euses basée sur l'autogestion». Pour autant, il n'est pas encore parvenu à se doter d'une coordination internationale permanente.

À l'automne 2024, les 4^e Rencontres régionales se sont tenues : à Barcelone, organisée par la Confédération générale du travail (CGT)⁹ et dans les Amériques dans La Rioja (Argentine)¹⁰.

En 2025, la 10^e Rencontre internationale devrait être organisée dans un contexte de montée de l'extrême droite et de mutation profonde du capitalisme.

Après presque deux décennies d'existence, le réseau de l'Économie des travailleur·euses s'est étoffé et diversifié. De réseau universitaire à l'origine, il est parvenu au fil des rencontres à agréger de nombreux acteurs de l'autogestion. La transition entre un réseau international et la constitution d'un «mouvement autogestionnaire mondial» susceptible d'avancer sur une réflexion stratégique face au modèle de domination capitaliste reste à élaborer.

Richard Neuville (<https://alterautogestion.blogspot.com/>) est membre de l'association Autogestion. À ce titre, il a participé à plusieurs de ces Rencontres internationales de l'économie des travailleureuses et à la rédaction de *Autogestion*; *l'Enclopédie de l'autogestion*, Paris, Syllepse, 11 volumes parus.

8. Patrick Le Tréhondat et Richard Neuville, «Économie des travailleur·euses : une 8^e rencontre internationale en virtuel», *Autogestion*, 2 décembre 2021.

9. «4^e Rencontre européenne de l'économie des travailleuses et des travailleurs», *Alter Autogestion*, février 2025,

10. «4^e Rencontre latino-américaine de l'économie des travailleuses et des travailleurs», *Alter Autogestion*, février 2025.

Entreprises récupérées : la résistance à l'ultralibéralisme

Andrés Ruggeri

Propos recueillis par Damián H. Cuesta

63

La récupération d'entreprises par les travailleuses est un mouvement qui, depuis son émergence dans la seconde moitié du 20^e siècle en Argentine, n'a cessé de croître et s'est étendu à d'autres pays des Amériques. Selon les dernières données, le nombre d'entreprises expropriées existant actuellement dans la seule région de Buenos Aires en Argentine avoisine le demi-millier. Cependant, avec l'arrivée du gouvernement ultralibéral de Milei, l'avenir de ces entreprises autogérées s'est obscurci.

L'Institut des sciences économiques et de l'autogestion (ICEA) a interrogé à ce sujet Andrés Ruggeri, coordinateur des Rencontres internationales de l'économie des travailleuses et des travailleurs, dont la dernière réunion s'est tenue en octobre 2024 à Barcelone.

Fondé en 2008, l'Institut des sciences économiques et de l'autogestion (ICEA) a comme référence historique l'Institut de Ciències Econòmiques de Catalunya. Créée en 1931 à Barcelone, celui-ci a organisé, jusqu'en 1939, des cours, des conférences et des débats sur les alternatives économiques possibles au cours de la révolution. L'ICEA développe des activités d'enseignement et de recherche en économie politique, en sciences sociales et promeut l'autogestion sociale et ouvrière.

Tout d'abord, pour nous mettre un peu en situation, de quoi parlons-nous lorsque nous parlons d'entreprises récupérées par les travailleurs (ERT) ?

Le terme d'«entreprises récupérées» est apparu ici en Argentine autour de la crise de 2001, qui a été une conséquence de la période néolibérale que nous subissons depuis 1989 et qui a explosé en plein vol. Pendant cette crise, une série d'occupations d'usines est apparue, qui a eu un grand impact sur l'opinion publique et, surtout, sur les organisations populaires de travailleuses

qui ont vu comment un certain nombre de travailleurs occupaient des usines pour les remettre en production. Ce phénomène a été qualifié par les protagonistes eux-mêmes, déjà à l'époque, d'entreprises récupérées par leurs travailleurs. Il ne s'agit pas d'un nom issu du domaine académique, politique, théorique ou idéologique, mais du nom que les protagonistes de ces événements utilisaient eux-mêmes pour décrire ce qu'ils faisaient, à savoir récupérer des entreprises qui avaient fait faillite ou avaient fermé, et qui étaient occupées et remises en production par leurs travailleurs, généralement sous la forme de coopératives de travailleurs ou dans le cadre de pratiques d'autogestion. À partir de ce moment-là, ce terme a commencé à être utilisé dans d'autres pays, non seulement en Argentine, mais aussi en Uruguay, au Brésil, etc. Il s'est donc répandu et a fini par s'imposer pour désigner les processus par lesquels des entreprises capitalistes, traditionnelles, verticales, avec un propriétaire et des employés, sont devenues des entreprises gérées par le collectif des travailleurs, qui est parvenu à les remettre en service par le biais de différents processus de lutte.

Conformément à ce que vous venez de dire, ces mobilisations ont émergé comme une réponse dramatique des travailleuses à une situation économique et sociale tragique causée par les politiques néolibérales mises en œuvre depuis les années 1980 et 1990. En ce sens, pourrions-nous dire que le mouvement des ERT a été un processus de maturation des travailleurs, directement proportionnel à l'agressivité des politiques néolibérales mises en œuvre au cours des vingt dernières années ?

Oui, certainement. Ce qui s'est passé en 2001, c'est une crise qui a provoqué la chute

du gouvernement, à l'époque c'était le gouvernement de la Rúa, qui était un prolongement du gouvernement Menem, qui a été celui qui a initié le processus néolibéral à ce stade, il y en a eu d'autres avant, sous la dictature militaire, de 1976 à 1983. C'est sous la dictature qu'ont été jetées les bases de tout le modèle néolibéral qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui. Aujourd'hui, nous avons ce personnage notoire, Milei. Il y a une continuité dans tous ces processus et, en particulier, dans les années 1990, une grande transformation des structures socio-économique et du travail de l'Argentine a été encouragée. Il ne s'agit pas d'un processus unique, mais celui qui s'est passé en Argentine a été profond et en quelques années, une grande partie de la classe ouvrière s'est retrouvée écartée du salariat, en devenant des chômeurs, des travailleurs sans emploi.

Ces travailleurs ont d'abord commencé à s'organiser en mouvements de *piqueteros*. Des barrages qui allaient bloquer les routes, les rues, etc., c'est-à-dire toute une série de processus de résistance, mais en dehors du lieu de travail, de sorte que ces travailleurs ne pouvaient pas faire grand-chose d'autre que d'essayer d'attirer l'attention, d'exiger une certaine réponse de l'État, etc. Ils ont non seulement perdu leur emploi mais ils ont également été expulsés de leur lieu de travail.

Dans le cas des entreprises récupérées, contrairement aux autres, les travailleurs, qui voyaient ce qui se passait, au moment de la fermeture de l'usine ont décidé de ne pas l'abandonner, ils ont décidé d'essayer de conserver l'endroit où ils travaillaient, même si les patrons n'étaient pas là. Donc oui, pour répondre à votre question, ce qui s'est passé peut être compris comme un processus de maturation, c'est-à-dire qu'au début, la grande majorité des travailleurs ne pouvait même pas penser à la possibilité de rester sur les lieux de travail avant d'être licenciés, alors qu'à un moment donné, dans certains cas très spécifiques, très concrets, cela a commencé à se produire. Les ateliers de métallurgie du sud du Grand Buenos Aires ont commencé à envisager la stratégie de l'occupation et la formation de coopératives comme moyen de défendre leurs emplois. En Patagonie, les céramiques Zanón, connues plus tard sous le nom de Fasinpat, une usine

sans patron, et d'autres cas très spécifiques, qui au début n'étaient pas liés les uns aux autres, qui étaient isolés, ont commencé à s'unir et à acquérir une identité commune avec la grande crise de 2001, et c'est à partir de ce moment-là que le mouvement a pris une autre ampleur.

En ce qui concerne l'attitude des élites politiques à l'égard des entreprises récupérées, vous en venez à dire que, tandis que les gouvernements néolibéraux en Argentine ont mené des politiques d'étranglement, les gouvernements sociaux-libéraux (pour les appeler ainsi) des Kirchner ont maintenu une relation de consentement ou de négligence, mais maintenant comment les ERT font-elles face à la menace d'un gouvernement ultralibéral dirigé par un « cinglé » comme Milei ?

Oui, c'est un gouvernement bien pire que tous les précédents. D'un ultralibéralisme tellement débridé que, même s'il a des points communs avec les précédents, il n'est pas comparable.

Nous essayons d'anticiper, de voir comment le mouvement peut être mieux organisé parce qu'il est très dispersé et aussi fragmenté entre différentes organisations. Il faut garder à l'esprit que le mouvement de l'ERT évolue depuis plus de trente ans et que, pendant cette période, comme vous l'avez dit, l'État a mené différentes politiques.

Ce que je peux vous dire, c'est que jusqu'à présent, le gouvernement ne s'est exprimé qu'une seule fois, pas directement Milei, mais son porte-parole, Adorni. Ce porte-parole a parlé contre les coopératives en général, en disant qu'elles étaient une boîte que nous, Argentins, financions, comme si les coopératives étaient des emplois d'État, et comme si elles étaient un produit de la corruption politique. C'est ainsi qu'ils considèrent les coopératives en général, mais je pense qu'ils ne savent même pas de quoi il s'agit avec les ERT. S'ils parviennent à former un gouvernement cohérent, ce n'est qu'une question de temps avant qu'ils ne s'en aperçoivent. Pour l'instant, ils ne sont qu'un ramassis d'acteurs improvisés, une sorte de plate-forme de rock star, comme il se définit lui-même, de l'ultra-droite rock 'n' roll, qui reste une énorme opportunité d'affaires pour les méga-corporations, une destruction absolue de tout ce qui est public et une

agression sans fin envers les travailleurs... Nul doute que, le moment venu, ils jetteront leur dévolu sur les entreprises récupérées et l'autogestion, et nous les y attendrons.

Dans Occuper, résister, produire, vous détaillez les différents obstacles et défis auxquels les travailleurs doivent faire face à partir du moment où ils décident d'occuper et d'exproprier le lieu de travail. L'un de ces moments fondamentaux, étant donné sa nature existentielle, est l'occupation et la résistance subséquente à la persécution judiciaire.

Il est assez compliqué de comprendre ces questions judiciaires, parce qu'il y a d'abord un processus économique, une base économique et la lutte des travailleurs. Il y a une entreprise qui fait faillite, une entreprise qui ferme, mais ces fermetures sont généralement le résultat de manœuvres frauduleuses de la part des employeurs.

L'Argentine est un pays très industriel, l'un des plus grands d'Amérique latine, certes loin des pays européens, mais avec une capacité de production relativement importante. Lorsque les gouvernements néolibéraux ont ouvert le pays aux importations, ils ont supprimé toutes les barrières protégeant l'industrie et ont procédé à une manœuvre sur le taux de change, la fameuse convertibilité, qui consistait à assimiler un peso à un dollar, ce qui était une émission absolument fictive, artificielle. Cela a eu pour effet qu'il était beaucoup moins cher d'importer que de produire. Par conséquent, la plupart des entrepreneurs industriels ont commencé à devenir des importateurs, en important généralement la même chose que ce qu'ils avaient l'habitude de produire. Dans ce nouveau contexte, ces employeurs ont considéré leurs usines et les travailleurs comme un fardeau économique. Ils ont donc cherché à se débarrasser de ces charges, à moindre frais, en évitant de payer les indemnités de licenciement, de couvrir les dettes, etc. La faillite frauduleuse était le moyen de se débarrasser de toutes ces dépenses. Les travailleurs se retrouvent ainsi au chômage.

L'usine ferme ou se dégrade progressivement selon des processus qui peuvent prendre des mois ou des années. Les machines ne sont pas réparées, les travailleurs sont payés en retard, etc., c'est-à-dire que la

tactique de l'entreprise était d'inciter les travailleurs à partir d'eux-mêmes.

Avant ce stade, la récupération de l'usine s'opérait, les travailleurs ne voulaient pas que l'usine soit vendue aux enchères, ils voulaient continuer à l'utiliser comme un bien productif et comme une ressource de travail. C'est là qu'intervient la contradiction judiciaire : qu'est-ce qui prime, la propriété privée (en réalité, il ne s'agissait même pas de la défense de la propriété privée, mais du bénéfice de sa vente aux enchères) ou le droit de continuer à travailler ?

On trouve déjà ici une première complexité, puisque dans beaucoup de ces cas, les propriétaires, qui, par toute une série de manœuvres vraiment complexes, se présentent comme des créanciers, réagissent à l'occupation de l'usine par les ouvriers en les dénonçant comme des usurpateurs.

De leur côté, les travailleur·euses revendiquent leur droit au travail, défendent leur emploi, tentent de conserver les machines car c'est ce qui leur permet de vivre. On ne le sait plus aujourd'hui (en référence aux ERT qui subissent ce processus sous le gouvernement de Milei), mais à l'époque, grâce à la résistance des travailleur·euses occupants, ces conflits ont pu parvenir aux chambres législatives de différentes provinces et des lois d'expropriation furent votées.

Dans les réunions récentes de l'économie des travailleuses et des travailleurs, on a parlé de la nécessité de revendiquer un cadre juridique qui reconnaisse cette forme d'expropriation par les travailleurs des entreprises en faillite. Où en est-on ? Le mouvement des ERT a-t-il défini un modèle de régulation dans lequel le travail autogéré est reconnu ?

Il existe un certain consensus sur le fait que le travail autogéré doit être reconnu comme une forme de travail différente, avec ses propres formes, ses propres logiques, sa propre législation, son propre système de droits, de sécurité sociale, de santé, de résolution des conflits, etc. Il est évidemment très difficile de s'introduire dans le cadre législatif des formes de production capitalistes avec une forme de travail et de propriété collective, car il s'agit d'une rupture profonde avec le mode d'organisation de la société capitaliste, avec les formes législatives et juridiques



propres. Mais c'est, d'une certaine manière, ce qui est proposé.

Il y a des projets de loi plus avancés, d'autres moins avancés, certains intermédiaires, etc., il y a un peu de tout, il y a des débats sur le financement, à savoir si tout doit provenir de l'activité propre des organisations ou s'il doit y avoir aussi un financement public pour certaines questions. En général, c'est une question de justice: si les capitalistes reçoivent des subventions, pourquoi l'économie autogérée ne recevrait-elle pas sa part? On ne dit pas qu'elle doit être financée par l'État mais qu'elle doit en bénéficier au même titre que les autres.

Une fois que les travailleurs ont surmonté l'étape de l'expropriation, vient celle de la reprise de la production. Dans le livre, vous dites que les travailleurs ont dû repenser des concepts tels que la «viabilité économique» ou les «objectifs économiques», quelles ont été les clés de cette redéfinition?

Oui, il s'agit d'un débat vraiment intéressant et stratégique: pourquoi faisons-nous cela? Dans le cas des entreprises récupérées, il est clair que le premier objectif est de

travailler, d'avoir un moyen de subsistance, de sorte que toute la lutte repose sur cette première étape, qui est fondamentale. Il peut y avoir des cas d'entreprises qui, après avoir été occupées, finissent par devenir des lieux non productifs, donnant lieu à des activités très valorisantes en termes culturels et sociaux, mais la première étape est de récupérer l'activité de travail pour que les travailleurs puissent mener une vie digne.

Et c'est là qu'intervient directement la question de la viabilité. En termes capitalistes, il n'est pas viable qu'un groupe de travailleurs parvienne «seulement» à récupérer l'usine et à mener une vie agréable. Ce n'est pas ce qui, en termes capitalistes, implique le succès, c'est-à-dire atteindre certains niveaux d'accumulation.

Souvent, des ingénieurs, des économistes, des techniciens sont venus visiter les entreprises récupérées et ont dit: «Ce n'est pas viable», «Quand ceci ou cela arrivera, ils ne seront pas en mesure de répondre.» Et parfois, à long terme, on commence à voir ce genre de limites. Par exemple, au moment de renouveler les machines, de faire des investissements, des investissements importants

et lourds, ou si vous devez chercher un endroit plus grand ou plus petit, c'est là que ces limites apparaissent. Mais le concept de viabilité doit être repensé : Quel est le but de la récupération de l'usine, quel est le but de l'autogestion d'une entreprise, pour accumuler du capital ou pour que les personnes qui font partie de cette organisation puissent vivre dans la dignité ?

Mais il n'est pas seulement nécessaire de repenser ce que signifie vivre dans la dignité, ce qui en soi est une discussion à part entière, mais aussi quels sont les effets sociaux de ce qui est produit, ou les effets environnementaux, quelle est la relation de cette entreprise. En ce sens, les défis auxquels sont confrontées les ERT dans le cadre du capitalisme sont énormes. En général, les travailleurs cherchent à continuer à travailler et ces débats surgissent : qu'est-ce qui est viable et qu'est-ce qui ne l'est pas ? Qu'est-ce qui est souhaitable pour un projet social plus juste ? Comment l'ERT se situe-t-elle par rapport à la communauté ? Au final, il y a nécessairement une redéfinition du concept même d'entreprise. Chacun est habitué à penser l'entreprise dans les termes du capitalisme l'entreprise est un centre productif détenu par un entrepreneur.

Il semblerait que le seul responsable de l'entreprise soit l'entrepreneur, mais en réalité, l'entreprise est une organisation dans laquelle il existe de multiples relations sociales. L'entreprise seule, par elle-même, n'a pas de réseau d'échanges avec d'autres organisations économiques, elle produit une activité économique secondaire avec beaucoup de gens, et donc on peut éprouver les couches de l'oignon et voir tout le tissu social autour d'une organisation économique. Les entreprises récupérées rendent toutes ces choses visibles.

Je pense à la révolution sociale de 1936, en Aragon et en Catalogne, et à la proposition totalisante de la CNT, portant l'autogestion des organisations économiques à des dimensions macro, au-delà du local (en partant du local). Et en pensant un peu à votre expérience dans la récupération d'entreprises, avez-vous rencontré des cas de récupération d'entreprises avec un grand nombre de travailleurs et qui, disons, se

situent dans une dynamique économique au niveau national et/ou même international ?

Certaines usines comptant 100, 200, voire 400 travailleurs ont été récupérées. Et dans ces cas, en général, il y a des défis, des défis très importants parce qu'ils impliquent un niveau très élevé d'activité économique, de capital, pour se maintenir. Il faut penser qu'une usine dotée de la technologie d'aujourd'hui et employant 400 personnes équivaut à une usine employant quelques milliers de travailleurs il y a trente ou quarante ans. Ce sont des niveaux de production importants. Et la question se pose de savoir comment maintenir l'activité économique qui peut soutenir 400 salaires ou 300 salaires. Des cas comme celui-ci impliquent de penser en termes d'une complexité beaucoup plus grande qu'un petit atelier ou une usine plus simple.

Il y a déjà trois décennies d'expropriations ouvrières en Argentine et, étant donné leur nécessité impérieuse face à l'effondrement qui s'annonce, il semble que cet espace soit trop restreint pour aborder tous les aspects dont nous voudrions continuer à parler.

Oui, il y a encore beaucoup de choses à dire, sans aucun doute, mais il y a des instances, des réunions de débat, où nous pouvons le faire.

Andrés Ruggeri est directeur du Programme de documentation des entreprises récupérées, rattaché à la faculté de philosophie de l'université de Buenos Aires (UBA) et coordinateur des Rencontres internationales de l'économie des travailleuses et des travailleurs. Il est l'auteur de *Occuper, résister, produire : autogestion ouvrière et entreprises récupérées en Argentine* (Paris, Syllepse, 2015).

Damián H. Cuesta est membre de l'Instituto de Ciencias Económicas y de la Autogestión (ICEA)

Source : *Briega*, 2 décembre 2024. Traduction française de Richard Neuville pour le site *Autogestion*.

Pour en savoir plus : « Introduction à *Occuper, résister, produire* », *Entre les lignes entre les mots*.

L'improbable résistance en Turquie

Cihan Tuhali

Le principal parti d'opposition turc a longtemps été une force centriste et non radicale. Mais l'emprisonnement du maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, l'a contraint à une posture plus activiste alors qu'il fait face à un mouvement de masse croissant pour la défense de la démocratie turque.

Quelque chose d'inattendu est en train de se produire en Turquie. Un parti centriste, qui s'est déplacé de plus en plus vers la droite au cours des trois dernières décennies, est contraint d'agir comme un parti de centre-gauche. Son chef, Özgür Özel, monte sur scène pour lancer des appels au boycott, à la manière d'un militant, en utilisant un langage qui ressemble à celui de la gauche.

Comme vient de le rapporter un éminent journaliste, les principaux dirigeants du parti sont surpris de leur propre comportement. Qu'est-ce qui explique ce changement et la colère populaire qui l'a provoqué ?

Le centrisme stérile du CHP d'avant le 19 mars

Le Parti républicain du peuple (CHP), un parti anticommuniste et nationaliste turc à l'origine de la république, a été poussé vers le centre gauche au milieu des années 1960 par un nombre croissant de mouvements sociaux – étudiants, Kurdes, et de plus en plus de paysans et d'ouvriers. Au plus fort de la ferveur révolutionnaire et d'une contre-mobilisation fasciste croissante, le parti s'oriente davantage vers la gauche à la fin des années 1970. Mais en 1980, un coup d'État avec une réinterprétation de droite des principes du fondateur de la république Mustafa Kemal Atatürk a décimé la gauche et initié un changement néolibéral.

Le CHP a été interdit dans le cadre de l'ordre militaro-technocratique établi en

1980. Son émanation, le Parti populiste social-démocrate (SHP), est revenu au centre gauche, commençant à se néolibéraliser sous l'influence non seulement du coup d'État, mais aussi de ses homologues des partis sociaux-démocrates et socialistes d'Europe. Néanmoins, il s'est rapproché des Kurdes jusqu'au début des années 1990, faisant campagne pour leur cause, gagnant un large soutien kurde et présentant des leaders du mouvement kurde comme parlementaires. Cependant, l'intensification de la guerre au Kurdistan a entraîné une réaction brutale de la part de l'establishment militaire et bureaucratique, que le parti n'a pas été en mesure de gérer. En effet, cet establishment était resté au cœur de la structure organisationnelle et idéologique du CHP-SHP, même pendant son virage à gauche des années 1960 au début des années 1990. Le PSM s'effondre et renaît sous une direction réactionnaire. Réouvert sous son nom d'origine, CHP, en 1992, le parti s'est encore davantage orienté vers la droite, perdant définitivement la plupart des Kurdes.

Le CHP a longtemps espéré que le parti au pouvoir détruirait tellement le pays que le peuple n'aurait d'autre choix que de voter à nouveau pour l'ancien establishment.

Un débat public plus large a été témoin de prises de bec interminables entre les factions kémalistes belliqueuses et les factions plus conservatrices et nationalistes du parti, qui se reprochent toujours les pertes subies ou les succès insuffisants face au Parti de la justice et du développement (AKP) du président Recep Tayyip Erdoğan au cours des

dernières années. Parmi eux, l'actuelle faction du CHP, relativement plus conservatrice, autour d'Ekrem İmamoğlu, semblait avoir la haute main morale, en raison de son élection à la mairie d'Istanbul, de son ouverture aux Kurdes et de sa popularité croissante auprès des Turcs.

Cependant, ces trois factions n'étaient pas si différentes dans leur tendance principale : rester loin de la rue et s'en tenir à une politique étroitement institutionnelle.

Le CHP a longtemps misé sur l'incompétence et l'autoritarisme dur de l'AKP, espérant que le parti au pouvoir d'Erdogan détruirait tellement le pays que le peuple n'aurait d'autre choix que de voter à nouveau pour l'ancien establishment.

Cette stratégie négative a échoué à maintes reprises. Au cours des dernières années, le parti y a ajouté une mince stratégie positive : l'efficacité municipale. Le parti détenait déjà de nombreuses municipalités, mais celles-ci étaient mal gouvernées. La victoire aux municipales de 2019 a changé la façon de penser du CHP, et le parti a revu à la hausse ses programmes de prestations municipales, s'attirant ainsi une large sympathie dans toutes les classes. Cependant, il s'agissait du type de *welfarisme* néolibéral dans lequel l'AKP excellait auparavant. L'opposition principale n'avait pas l'intention de changer la voie macroéconomique désastreuse dans laquelle le pays s'était engagé après le coup d'État de 1980. Comme l'AKP dans son prétendu âge d'or (c'est-à-dire sa première décennie relativement plus centriste), le CHP ne cherchait qu'à atténuer la destruction.

L'insistance du CHP sur la non-action semblait fonctionner. Blasés par l'échec du soulèvement de Gezi à déloger Erdogan, la plupart des gens étaient déjà ouverts au message «Asseyez-vous et attendez les élections.» Mais c'était faire preuve de myopie. Erdogan avait préparé le terrain pour une attaque contre İmamoğlu depuis longtemps. L'arrestation a eu lieu le 19 mars. Même à ce moment-là, le CHP n'a pas voulu bouger. Ce sont les étudiants qui sont descendus dans la rue et l'ont forcé à agir.

Les étudiants ont rompu le sort

Les quartiers et les villes alévis, qui ont été les bastions de la gauche parmi les pauvres dans l'histoire turque et kurde, ne se soulèvent

pas comme ils l'ont fait lors des manifestations de Gezi en 2013. Ces quartiers pauvres et assiégés se trouvent généralement à la périphérie des villes, tout comme les villes et villages alévis se trouvent dans des régions plus montagneuses. Des siècles de persécution ont éloigné les Alévis des centres-villes à l'époque ottomane, un schéma que les forces conservatrices de l'époque républicaine ont reproduit, même si c'est avec moins de sévérité. Le silence actuel des quartiers alévis est également plus que compréhensible : les forces de police turques, bien que parfois brutales, ont fait de leur mieux pour éviter les morts pendant une grande partie des manifestations dans et autour de Taksim en 2013. Mais lorsqu'il s'agissait de villes et de quartiers alévis, elles ont déchaîné une haine sectaire (et aussi antisocialiste) qui a fini par coûter la vie à plusieurs personnes. Aujourd'hui, surtout après les massacres sectaires qui ont fait plus d'un millier de morts dans la Syrie contrôlée par Hay'at Tahrir al-Sham (HTS) à la mi-mars, les Alévis vivent sous une menace intense. Les médias du gouvernement turc ont présenté les massacres comme un nettoyage de routine des partisans résiduels de l'ancien dictateur Bachar el-Assad, allant à l'encontre même de l'encadrement du chef du HTS, Abu Mohammed al-Jolani, qui a blâmé les combattants hors de contrôle plutôt que de nier que des civils ont été tués en masse. Puisque les pauvres urbains sunnites sont carrément dans le camp d'Erdogan, la non-participation des alévis organisés signifie également un calme relatif dans les zones pauvres.

Même si de nombreux dirigeants syndicaux appellent à une grève générale, il ne s'agit pas encore d'une revendication de masse. Les grandes confédérations centristes et de gauche éviteront d'en faire une résistance de classe, ce qui serait extrêmement risqué pour elles. Les syndicats turcs subissent les mêmes pressions néolibérales que les autres syndicats du monde entier et ont perdu une grande partie de l'élan qu'ils avaient avant les années 1990. Ils n'offrent que peu de choses à leurs membres, et encore moins de revendications populaires comme ils le faisaient autrefois, en particulier dans les années 1970. C'est pourquoi, comme partout ailleurs, ils sont confrontés à la suspicion populaire. Mais en Turquie

s'ajoute le fardeau supplémentaire d'opérer sous un gouvernement autoritaire, avec une forte concurrence de la confédération syndicale corporatiste soutenue par Erdogan. Malgré ces facteurs, la syndicalisation a connu une hausse à la fin des années 2010, ce qui rend certains dirigeants de confédération paradoxalement plus prudents, car ils ne se considèrent pas comme capables de transformer cette hausse en élan. Seule une pression ascendante plus importante peut les faire changer de position.

Pourquoi les étudiants sont-ils si en colère ?

L'économie est en ruine et ils n'ont pas d'avenir assuré. L'université leur a offert un répit de quelques années en leur faisant au moins gagner du temps avant de se heurter à un marché du travail peu accueillant et en créant également des opportunités de réflexion sur la façon de survivre dans un pays qui s'appauvrit rapidement. Les manœuvres d'Erdogan au cours des dernières années ont empoisonné cette expérience. L'AKP a pour projet à plus long terme de cultiver son élite alternative par le biais du système universitaire. Comparativement, la droite turque prend encore l'éducation et l'intellectualisme beaucoup plus au sérieux que son homologue américaine. La stratégie préférée du parti au pouvoir consistait donc à remplacer progressivement les libéraux et les gauchistes sur les campus en formant une nouvelle génération d'étudiants favorables à l'AKP. Cependant, au fil des années, les opportunités commerciales et politiques créées par le parti ont été beaucoup plus attrayantes pour ses cadres, qui se sont pour la plupart détournés des travaux universitaires sérieux et autres travaux culturels. Au milieu des années 2010, le parti est passé à une approche plus coercitive.

Une politisation pro-kurde des universitaires a également incité à ce virage, mais les objectifs d'Erdogan étaient plus importants. En plus de purger les universités de centaines d'universitaires ayant signé une pétition pour la paix, il a également entamé une transformation du haut vers le bas, par laquelle les personnes qu'il a nommées (les tristement célèbres *kayyumlar*) commencent à diriger les universités d'une main de

fer et à les doter d'un personnel académique non qualifié. Incapable de réaliser son rêve d'«hégémonie culturelle» sur les campus, le parti a remplacé le consentement par la force, érodant ainsi l'enseignement supérieur lui-même.

Les frustrations engendrées par les collèges dirigés par des personnes nommées, ainsi que la politisation croissante des campus, ont conduit les étudiants à ignorer l'insistance du CHP sur le quiétisme. Les étudiants (principalement de l'université d'Istanbul) ont héroïquement franchi les barrages de la police le 19 mars, le jour même de l'arrestation, et ont marché jusqu'au bâtiment du maire. Ils ont ainsi donné le coup d'envoi de l'un des cycles de protestation les plus massifs de l'histoire récente.

Du 19 au 26 mars, près d'un million de personnes se sont rassemblées chaque jour dans les villes et villages de Turquie, petits et grands. Le CHP a d'abord déclaré que les grands rassemblements prendraient fin, le dernier ayant eu lieu mercredi. Mais la pression populaire l'a poussé à en déclarer un autre le samedi. Malgré ces hésitations, la direction du CHP s'efforce toujours de contenir les manifestations.

Les étudiants radicalisent les manifestations et le parti, mais pour l'instant, ils sont surtout seuls. À part les petits partis de gauche, aucune force organisée ne se joint à eux pour faire pression sur le CHP dans une direction plus contestataire. Il y a de nombreuses raisons compréhensibles à cela, et elles sont différentes pour chaque allié potentiel. L'absence la plus flagrante est celle du mouvement kurde organisé. D'innombrables kurdes se sont joints aux manifestations. Mais le mouvement organisé ne pèse pas dans la balance. La scène appartient au CHP, et les messages assez nationalistes sont courants (comme lorsque le chef de la faction nationaliste du parti a dénigré les célébrations du Newroz et traité les drapeaux kurdes de «chiffons»), même s'il s'est excusé par la suite. Bien qu'il s'agisse d'une petite minorité, quelques milliers de jeunes ont scandé dans certaines manifestations des slogans racistes visant les Kurdes, ce qui a eu un effet dissuasif sur la participation des Kurdes. Les négociations du gouvernement avec les dirigeants politiques civils kurdes et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et ses

affiliés armés en Syrie sont un autre facteur de l'absence organisationnelle des Kurdes. Il semble qu'il existe une chance réaliste de paix, et le mouvement évite pour l'instant toute confrontation majeure avec Erdogan. Néanmoins, le Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (DEM), dirigé par les Kurdes, vient d'annoncer sa décision de participer à la manifestation prévue samedi. Si le parti participe effectivement avec toute sa force, cela pourrait changer la donne.

Les cartes d'Erdogan

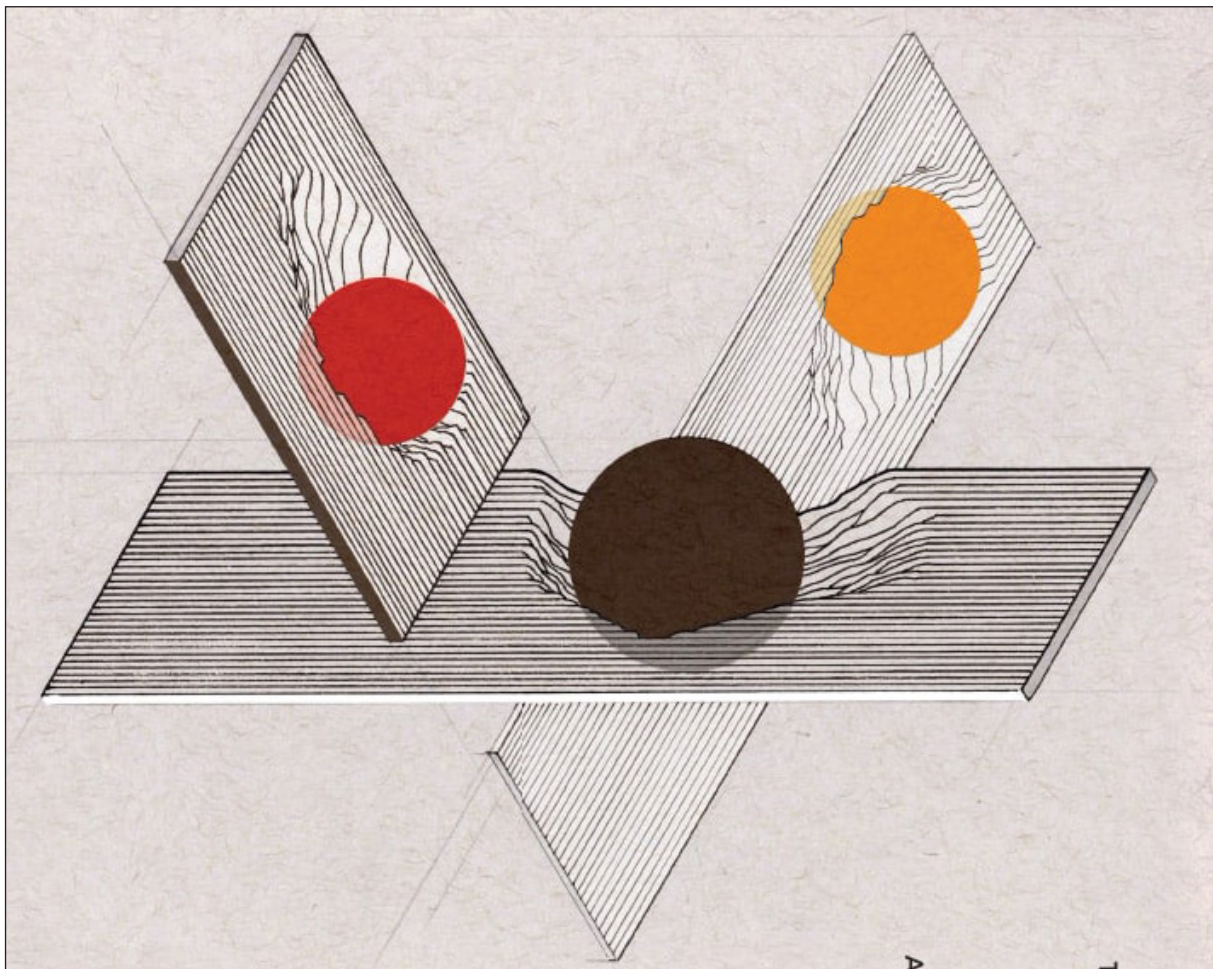
Le moment choisi par Erdogan pour la répression était horrible – et s'est retourné contre lui, pour l'instant. Il était à la fois trop sûr de lui et paradoxalement trop peu sûr de lui.

Tout d'abord, c'est parce qu'il venait de remporter sa plus grande victoire impérialiste en Syrie; les idéologues du gouvernement semblaient certains d'avoir changé l'histoire du monde.

La deuxième raison de l'assurance boursouflée du gouvernement était le processus

de paix kurde: Le camp d'Erdogan a (d'une certaine manière avec justesse) calculé que s'il menait une guerre totale contre la démocratie turque, les Kurdes ne viendraient pas à la rescousse. Mais il y a aussi eu des complications: des grondements au sein du bloc gouvernemental ont commencé à ralentir et peut-être même à faire dérailler le processus de négociation. De plus, des signes en provenance de Syrie indiquent que les négociations entre HTS et les forces kurdes là-bas pourraient ne pas aller dans la direction souhaitée par Erdogan. En partie à cause de ces complications, même s'il n'y a pas de présence organisée du mouvement kurde dans les manifestations, de nombreux dirigeants kurdes se sont opposés avec force aux dernières mesures de répression, ce qui a surpris Erdogan.

Troisièmement, et surtout, le retour de Donald Trump à la présidence américaine est le principal facteur «conjuncturel» qui a renforcé la confiance en soi des erdoganistes. Sans se tromper, les idéologues du régime pensent que le monde a radicalement



changé après l'élection de Trump le 6 novembre, à l'avantage de dirigeants comme Erdogan. Cependant, tout ne s'est pas déroulé comme prévu. Les erdoganistes comptaient sur Trump pour prendre une mesure décisive peu après son investiture le 20 janvier, qui réglerait la question kurde en faveur de la Turquie. Mais ce geste n'est jamais venu.

Simultanément à ces coups de confiance, Erdogan avait dû faire face à une popularité en baisse, notamment en raison de l'intensification de la crise du coût de la vie. Au sommet de son succès impérialiste et au creux de ses performances économiques, Erdogan savait qu'il marchait vers une compétition électorale risquée. Il semble donc avoir décidé de tout terminer par un coup d'État, afin de s'assurer qu'aucune élection libre et équitable ne puisse mettre fin à son règne et donc à son projet impérial.

Même s'il n'y a pas de présence organisée du mouvement kurde dans les manifestations, de nombreux dirigeants kurdes se sont opposés avec force aux dernières mesures de répression, ce qui a surpris Erdogan.

Même si son coup d'État semble s'être retourné contre lui pour l'instant, Erdogan a encore beaucoup de cartes en main : Trump, l'Union européenne (qui ne veut pas d'une nouvelle crise des réfugiés) et les milieux d'affaires mondiaux et nationaux sont actuellement de son côté, au moins par leur silence. Le ministre des finances d'Erdogan après juin 2023, Mehmet Şimşek, est celui qui a appauvri la population et a mis le bloc gouvernemental dans une situation difficile, mais ses politiques sont la raison pour laquelle le capitalisme mondial et l'association des entreprises turques TÜSİAD, habituellement anti-Erdogan, se taisent.

Perspectives

L'opposition constate donc que ses sources habituelles de soutien majeur – les milieux d'affaires locaux, l'UE, les États-Unis et les « marchés internationaux » – ne sont pas susceptibles de la défendre efficacement. Pour sortir de cette position, elle devra plutôt se tourner vers la gauche et adopter une approche plus conflictuelle. Cependant, retranché dans son centrisme post-1990, le CHP tente toujours de contenir la colère populaire en ébullition plutôt que de la transformer en une colère disciplinée, ciblée et issue

de la classe ouvrière. Seule une pression populaire plus forte peut briser son obstination.

Les universités turques connaissent généralement des vagues de mobilisation tous les ans. Dans un passé récent, les protestations concernant l'éducation, l'imposition de personnes nommées et la mauvaise gestion des secours en cas de tremblement de terre ont secoué les universités. Mais aucune d'entre elles n'a pu briser le cadre du régime de l'AKP, qui considère l'éducation comme « élitiste ». Il est trop tôt pour dire si la mobilisation persistera ou s'amplifiera, ou si elle ira au-delà des campus et des lieux de réunion du CHP et fera une entorse au cadrage du gouvernement.

Les manifestations étudiantes ont donné naissance à un mouvement de résistance improbable mais, à elles seules, elles ne peuvent pas le transformer en un mouvement de la classe ouvrière avec un programme constructif.

La résistance contre le coup d'État d'Erdogan est déjà un mouvement populaire : les pauvres, la classe ouvrière et la classe moyenne supérieure de toutes les couleurs idéologiques se sont rassemblés dans les villes et les villages de Turquie et ont défendu le système électoral compétitif. Cependant, les pauvres et la classe ouvrière ne participent pas en tant que classe. Plusieurs dirigeants syndicaux, ainsi que des leaders étudiants et des groupes socialistes, ont essayé de pousser les principales confédérations à la grève générale. Les participants au mouvement s'engagent déjà dans des délibérations concernant les forces et les limites de la mobilisation actuelle, signalant qu'ils sont prêts à se repivoter. Il est clair à ce stade que les étudiants ont ouvert la voie à des manifestations de masse, mais les rassemblements du CHP n'ont pas encore créé un espace pour des coalitions plus larges qui pourraient mettre fin au règne d'Erdogan et conduire à une démocratie durable. Les prochaines semaines montreront si d'autres forces populaires interviendront pour faire pencher la balance.

Y a-t-il des perspectives pour un tel changement ?

Aujourd'hui, la matière grise et les muscles de la résistance se trouvent sur les campus, et de façon plus visible dans les manifestations du CHP. Les étudiants des grandes universités telles que l'Université technique d'Istanbul et l'Université d'Istanbul, ainsi qu'une série d'universités de toutes tailles et de toutes envergures à travers le pays, boycottent les cours. La vague de boycott a été lancée par l'Université technique du Moyen-Orient, qui est une plaque tournante de l'activisme démocratique, anti-impérialiste et socialiste depuis les années 1960. Il s'agit de boycotts actifs : les étudiants ne se contentent pas de sécher les cours, d'organiser des manifestations et des marches et d'exprimer leurs revendications en matière d'éducation, mais ils s'organisent en gardant un œil sur les protestations nationales et discutent de la manière de les politiser davantage. Mais il serait fatal que la résistance reste limitée à ces deux lieux, car cela reproduirait l'un des principaux axes d'organisation des griefs de l'AKP : l'AKP prétendument « local et national » contre le CHP « éloigné » et « élitiste ».

73

Cihan Tugal est professeur de sociologie à l'université de Californie, à Berkeley. Il a notamment publié *Passive Revolution: Absorbing the Islamic Challenge to Capitalism* (Redwood, Stanford University Press, 2009) et *The Fall of the Turkish Model: How the Arab Uprisings Brought Down Islamic Liberalism* (New York, Verso, 2016).

Source : *Jacobin*, 30 mars 2025. Traduction Michel Lanson.



Trump, la science et la création d'ignorance

Joelle Palmieri

Trump donne du fil à retordre aux scientifiques. C'est dans l'ordre des choses d'un fanatique, dont les alliés, les évangélistes et les propriétaires du numérique, se frottent les mains. Leur but : éradiquer tout ce qui leur nuit, consolider une base disciplinée, et pour se faire créer de l'ignorance. La science est bousculée mais ses disciples empruntent-ils les bonnes stratégies ?

Le nouveau gouvernement Trump s'en prend aux scientifiques. À peine deux mois après son investiture, le président états-unien a licencié des dizaines de milliers de chercheur·euses, réduit les subventions allouées à la recherche, arrêté la collecte de données scientifiques et plus précisément celles portant sur l'environnement ou le climat mais aussi sur les discriminations sociales (race, classe, sexe), limité le droit à manifester sur les campus. Robert Proctor évoque une « guerre contre la science¹ ». Cette offensive ultraconservatrice participe, selon le professeur d'histoire des sciences, à « un âge d'or de l'ignorance ». Elle est facilitée par les soutiens les plus actifs du président, le très important mouvement chrétien évangélique qui essaime un imaginaire pauvre, complotiste, climato-septique, antiféministe, masculiniste, raciste. Se rallient sans sourciller à cette mouvance, les propriétaires du numérique, dont Bezos (Amazon), Zuckerberg (Meta), Musk (X, Tesla, Space X), toujours animés par la course aux technologies, la conquête de l'espace et la quête de profit financier rapide.

Assoir un pouvoir souverain

La guerre contre les sciences et les scientifiques n'est pas nouvelle. Celle-ci connaît deux piliers concomitants et imbriqués. La première raison pour créer de l'ignorance est idéologique. Trump et ses alliés du capitalisme entendent éliminer tout ce qui leur nuit. Ce parti pris rappelle des périodes et des choix politiques délétores qui ont fini par échouer. Proctor mentionne le nazisme et sa « peur de moindre influence extérieure sur son monde ». On peut aussi mobiliser une brochette de dictateurs, Pinochet et Franco en tête, qui ont, dès leur coup d'État, mené une chasse aux intellectuel·les. Trump fait penser à d'autres homologues élus, et en particulier à Mahmoud Ahmadinejad, président de la République islamique d'Iran de 2005 à 2013, qui s'est fait élire en promettant de mettre l'argent du pétrole sur la table des démunis. Il a en fait suivi l'exemple de ses aînés pour mieux asseoir ses populisme et clientélisme religieux, dans son cas l'islam. Cela est passé par le nettoyage des universités des intellectuel·les dit « libéraux », la fermeture de journaux prisés par les étudiant·es et les milieux intellectuels et l'amplification de la censure (interdiction de publication de livres et de production de films)². Dans tous les cas, l'objectif finalement banal de ces dirigeants est de barrer la route aux opposant·es en lutte contre le capitalisme, les discriminations et les violences, et de consolider un pouvoir souverain sur une population passive, voulu suiviste et docile. Assise sur un *masculinisme politique* et sur un alignement plus ou moins affirmé aux thèses de l'extrême

1. Hervé Morin et Nathaniel Herzberg, « Robert Proctor, historien des sciences : "Nous vivons un âge d'or de l'ignorance" », *Le Monde*, 9 mars 2025.

2. Mohammad-Reza Djalili, « L'Iran d'Ahadinejad : évolutions internes et politique étrangère », *Politique étrangère*, printemps (1), 2007.

droite, la virtuosité de leurs agressions verbales et réelles se mesure à la production de *violences épistémiques* (expressions, imaginaires, représentations et descriptions de savoirs et connaissances) et par ricochet à la production d'ignorance.

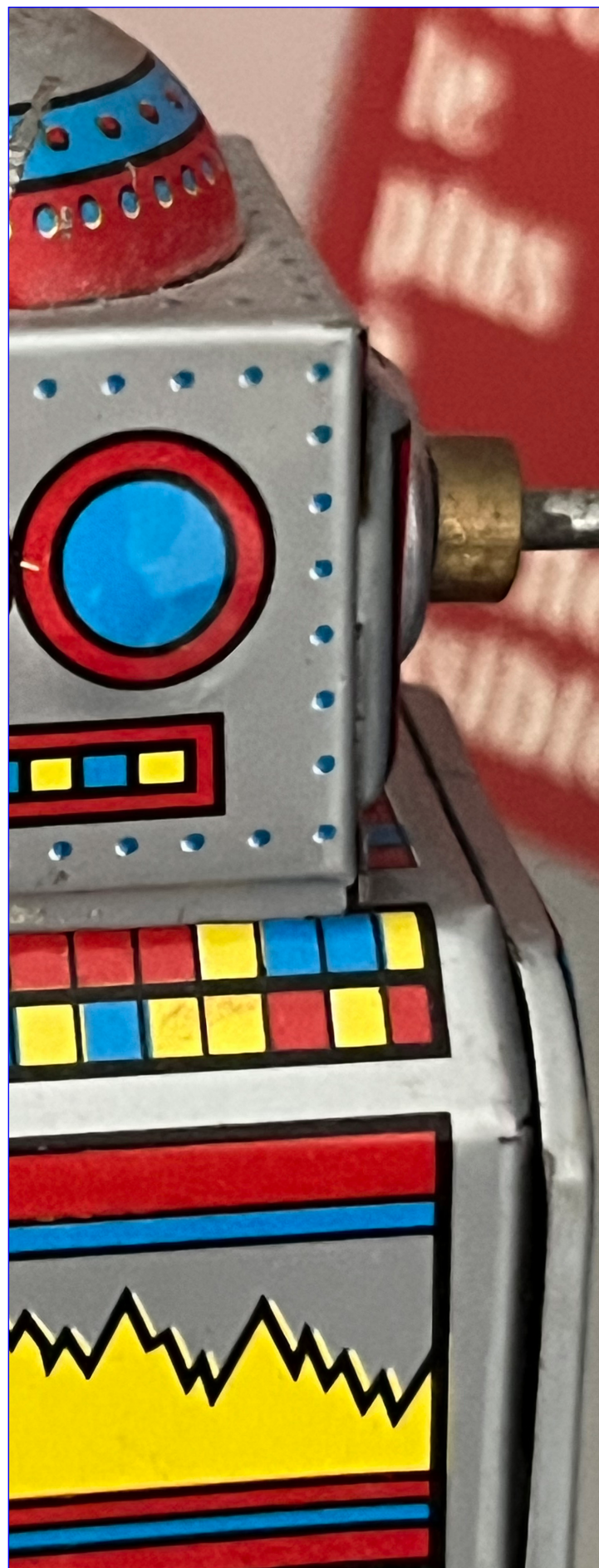
Accélérer la société de l'ignorance

La deuxième raison pour créer de l'ignorance est techno-politique. Trump suit sans sourciller son club de milliardaires issus du numérique, des hommes blancs hétérosexuels riches diplômés, aux ambitions financières et technologiques internationales. Tous sont issus de la contre-culture nord-américaine, dont ils ont adopté la branche antipolitique : se méfier à tout crin de l'État et rejeter le politique. Pourtant tous ont convolé en noces avec les États qui depuis la naissance du secteur sous-traitent les politiques d'éducation, de santé, de transports, etc. Cette collaboration permanente s'illustre aux États-Unis mais aussi en dehors³. Pour seul exemple, Macron rencontrait Musk le 3 décembre 2022 à la Nouvelle-Orléans qui un mois plus tard apportait son soutien à la très contestée réforme des retraites⁴. Par l'intermédiaire des réseaux sociaux, des moteurs de recherche, des plateformes de diffusion audiovisuelles ou de communication en ligne, des applications de suivi d'activités sportives ou culturelles, de l'intelligence artificielle, etc. de nouvelles épistémès s'insinuent dans les esprits des utilisateur-trices que nous sommes au point de nous abêtir. Par exemple, dans notre très grande majorité, nous nous adaptons sans mot dire et continuellement aux changements que le propriétaire du numérique impose comme une mise à jour de sécurité ou logicielle. Nous nous soumettons à ces incises permanentes par souci de confort tandis que lui augmente sa capacité de concurrence commerciale⁵. Nous adoptons son langage, le like, le tweet,

3. Alexandra Saemmer et Sophie Jehel (dir.), *Éducation critique aux médias et à l'information en contexte numérique*, Villeurbanne, Presses de l'ENSSIB, 2020.

4. Sophie Cazaux, «Elon Musk apporte un soutien inattendu à la réforme des retraites du gouvernement», *BFM patrimoine*, 21 janvier 2023.

5. Jules Naudet, «Le numérique restructure le social. Entretien avec Roberta R. Katz», *La Vie des idées*, Dossier :



les story, les trolls, les threads. Nous modifions nos comportements. Parfois de mauvaise grâce, nous nous plions aux normes imposées par les logiciels que nous utilisons, alors que nous n'avons absolument pas été consulté-es dans leur création. En fait, tous les jours, nous empruntons un sens unique à très grande vitesse, celui mis en place par une poignée d'hommes qui nous interdisent d'aller dans un autre sens. Nous en arrivons à ne plus nous croiser ni à faire demi-tour tant rester entre nous nous rassure. Nous nous suivons, nous engouffrons dans un tunnel, cet entre soi qui nous conforte dans nos idées ou alimente nos seuls points de vue. Notre esprit critique se développe moins car nos pensées s'échangent de plus en plus sans contradiction avec d'autres. Petit à petit, nos pensées sont bouleversées : elles s'occidentalisent, se libéralisent, se sexualisent, se racisent.

Dirigeants politiques et propriétaires du numérique construisent ainsi depuis les années 1990 une société de l'ignorance dont nous acceptons les règles. Michel Foucault avait évoqué la société disciplinaire⁶, organisée autour d'institutions d'enfermement (usines, hôpitaux, écoles, prisons). Gilles Deleuze avait parlé des autoroutes de la société de contrôle⁷ : ceux qui les empruntent sont confronté-es à des normalisations qu'ielles acceptent volontiers pour avancer plus vite alors qu'elles sont des formes de pouvoir. Désormais, les «autoroutes de l'information⁸» nous contraignent à une constante surveillance, susceptible d'être suspendue par décision discrétionnaire, sans que nous ayons aucune prise sur les raisons qui la motivent. Finalement, sur ces autoroutes, où les relations de pouvoir sont invisibilisées⁹ et où

les réalités complexes et les connaissances associées sont dépréciées¹⁰, nous diminuons nos connaissances.

Rompre avec l'agnotologie des sciences

Proctor a bien raison de souligner cet «âge d'or de l'ignorance». Malheureusement, nous vivons un paradoxe car une grande partie de la science dite dure, celle, en plus des sciences humaines, qui est fortement attaquée par Trump, produit de la connaissance tout en créant de l'ignorance délibérée, ce que le professeur d'histoire des sciences appelle l'agnotologie. Cette situation rend le développement de nouvelles épistémologies du soin, de l'éducation, de la recherche, du climat... très difficile. Focalisons-nous sur un exemple, la médecine, et sur quelques faits qui révèlent qu'elle produit de l'agnotologie de genre et de race¹¹.

Commençons par l'agnotologie de genre. En pratiquant majoritairement ses essais cliniques sur les hommes, en sous-orientant les diagnostics des pathologies chez les femmes¹², et plus globalement en n'intégrant pas le genre dans la santé, la médecine soigne moins bien les femmes que les hommes. La recherche médicale continue de se concentrer sur le contrôle de leurs corps en tant que personnes dédiées à la reproduction sexuelle¹³ et à la gestion de la vie quotidienne (éducation, santé, alimentation des ménages). De fait, elle continue à les réduire à leur essence féminine : les femmes connaîtraient des troubles liés à leurs chromosomes, leurs hormones, leur cycle, leurs humeurs. Aussi des hypothèses de recherche sur la santé des femmes (hors reproductive)

Faut-il avoir peur de la révolution numérique ?, 8 juin 2022.

6. Michel Foucault, *Construction politiques : savoirs, pouvoirs et biopolitique*, Liège, Centre Franco Basaglia, 2012.

7. Gilles Deleuze, «Post-scriptum sur les sociétés de contrôle», *L'Autre journal*, n° 1, mai 1990.

8. Cette terminologie, utilisée pour la première fois en 1993 par le sénateur Al Gore, alors vice-président des États-Unis, va entrer dans les discours et rapports pour qualifier les réseaux de communication et leur importance pour la croissance économique de tous les pays.

9. Fred Turner, *L'usage de l'art : de Burning Man à Facebook, art, technologie et management dans la Silicon*

Valley, Paris, C&F Éditions, 2020.

10. Edgar Morin, *La méthode*, t. 4 : *Les idées*, Paris, Le Seuil, 1991.

11. Joelle Palmieri, «Agnotologie de genre de la médecine : l'exemple de la douleur», dans *La santé : un immense enjeu*, Vulaines-sur-Seine, Le Croquant, 2024.

12. Danielle Bousquet, Geneviève Couraud, Gilles Lazimi et Margaux Collet, «La santé et l'accès aux soins : une urgence pour les femmes en situation de précarité», Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, rapport n° 2017-05-29-SAN-O27, 29 mai 2017.

13. Paola Tabet, *La construction sociale de l'inégalité des sexes : des outils et des corps*, Paris/Montréal, L'Harmattan, 1998.

sont négligées et la connaissance bornée à l'intérieur de frontières établies. L'ensemble produit de l'ignorance.

Les médecins expérimentent des traitements sur des personnes qu'ils considèrent d'emblée soumises, en adoptant une posture de père (de mineur-es civiques) ou de maître (d'esclaves)¹⁴. Aussi, en matière de race, l'ignorance délibérée est produite par héritage de l'histoire de l'esclavage, de la colonisation et de l'après-colonisation. Comme Malek Bouyahia le rappelle, pendant la colonisation, les médecins, très majoritairement des hommes, ont par leurs rapports médicaux, leurs essais sur les situations sanitaires des colonies ou encore dans leurs mémoires, dépassé le cadre de la pratique médicale pour jouer un rôle majeur dans l'entreprise coloniale de création de dépendance¹⁵. Aujourd'hui, Ils perpétuent par exemple l'idée que le corps noir est plus immunisé, plus fort, plus endurant que celui des Blanc·hes¹⁶ tout en renvoyant «le Nègre» à l'état d'animal dont le corps doit être bridé et l'esprit domestiqué¹⁷. Prenons un autre exemple. Avec le syndrome méditerranéen, un stéréotype bien ancré dans la profession, des médecin·es considèrent que les personnes, et plus particulièrement les femmes, nord-africaines ou noires vivant autour de la Méditerranée, exagèrent leurs symptômes et leurs douleurs¹⁸. De nombreux faits d'actualité témoignent des effets délétères de ces représentations.

La médecine peut alors représenter l'exégèse de cette science qui met ses racines historiques – patriarcat, esclavage, colonisation – sous le tapis. Face aux assauts religieux, technicistes, idéologiques ultraractionnaires, il est temps de transformer la



pédagogie à mettre en place dans les enseignements scientifiques et de rénover les savoirs transmis dans les espaces où les scientifiques exercent. En s'emparant des questions de domination de race et de genre au sein de leur pratique et de leur recherche, les scientifiques auraient tout à gagner : ils pourraient à la fois répondre favorablement aux besoins du public en matière de climat, de soin, d'histoire, de recherche spatiale, etc. et rendre à la science toute sa légitimité.

14. Grégoire Chamayou, «L'expérimentation coloniale», dans Grégoire Chamayou (dir.), *Les corps vils*, Paris, La Découverte, 2014.

15. Malek Bouyahia, «Genre, sexualité et médecine coloniale. Impensés de l'identité "indigène"», *Cahiers du Genre*, vol. 50, n° 1, 2011.

16. Delphine Peiretti-Courtis, *Corps noirs et médecins blancs : la fabrique du préjugé racial, 19^e-20^e siècles*, Paris, La Découverte, 2021.

17. Achille Mbembé, *Critique de la raison nègre*, Paris, La Découverte, 2013.

18. Isabelle Lévy, «La douleur : signification, expression, syndrome méditerranéen», *Revue internationale de soins palliatifs*, vol. 28, n° 4, 2013.

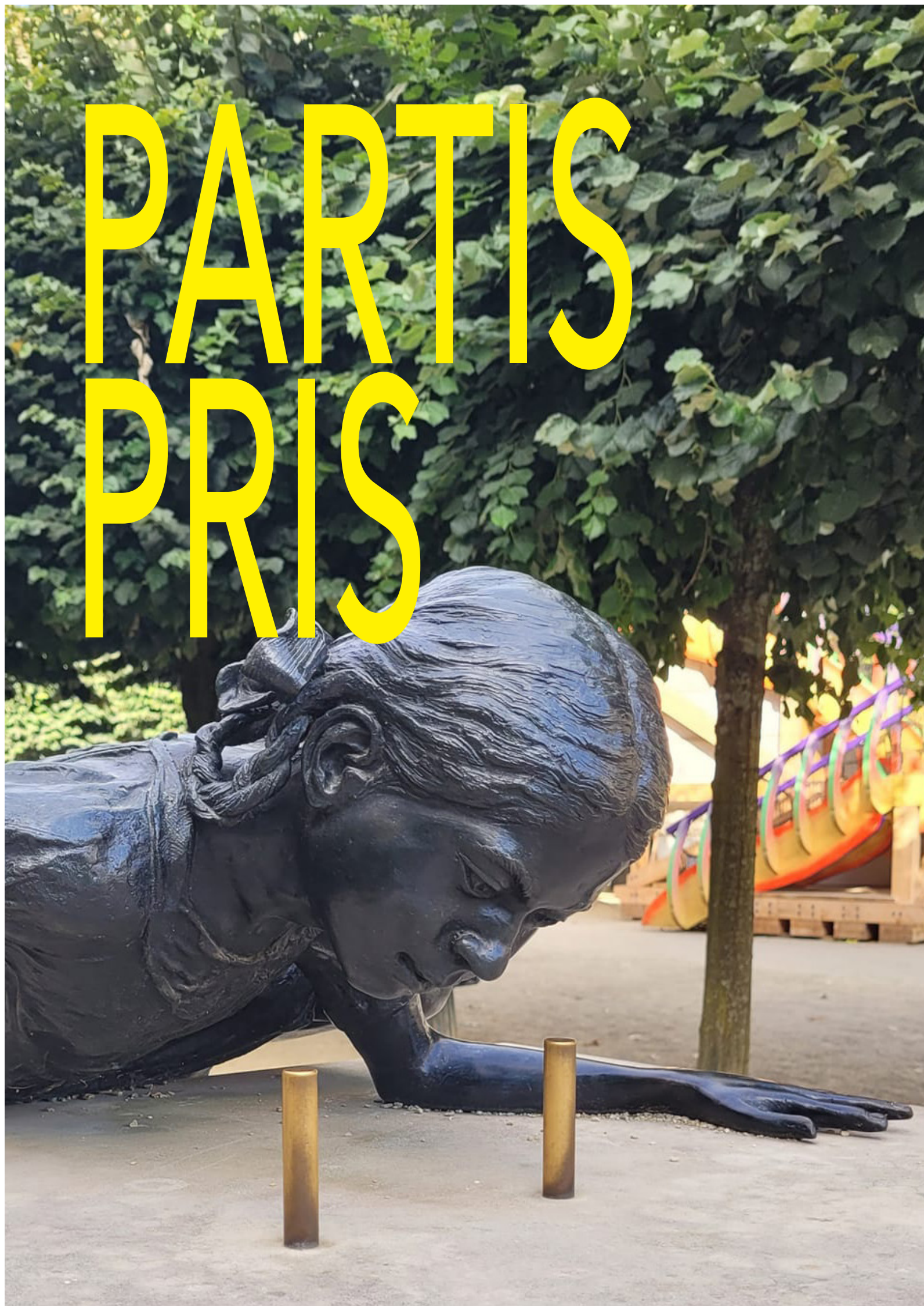
Joëlle Palmieri est spécialiste des études féministes, subalternistes et postcoloniales. [<https://joellepalmieri.org/>]

23 mars 2025

Voir également :

Joëlle Palmieri, «Violences : dépasser l'indignation», *Adresses*, n° 10, 10 mars 2025 ; et «Mondialisation : pourquoi la décolonialité cache la colonialité», *Adresses*, n° 5, 7 octobre 2024.

PARTIS PRIS



Aux armes citoyens/ Valmy 2.0

Patrick Le Tréhondat et Patrick Silberstein

79

«La concurrence des divers États entre eux les oblige [...] à prendre de plus en plus au sérieux le service militaire obligatoire et, en fin de compte, à familiariser le peuple tout entier avec le maniement des armes donc à le rendre capable de faire à un moment donné triompher sa volonté. [...] Et ce moment vient dès que la masse du peuple [...] a une volonté. À ce point, l'armée dynastique se convertit en armée populaire; la machine refuse le service, le militarisme périclète de la dialectique de son propre développement¹.»

La guerre d'autodéfense nationale de l'Ukraine a remis grandeur nature sur le devant de la scène les questions du militarisme, du réarmement et plus généralement les questions militaires. À cette occasion, il est sans doute temps de redonner à ces questions un peu de souffle en réfléchissant à une pensée alternative transitoire. C'est là l'objet de ce modeste dossier «Partis pris» que nous publions dans ce numéro 11 d'*Adresses*. Six textes ont retenu notre attention : «L'isolationnisme de gauche : le chemin vers l'insignifiance politique dans le débat sur la défense européenne» et «Rejeter le faux dilemme entre justice sociale et sécurité nationale» d'Hanna Perekhoda, «Danemark : la gauche face à la fin de l'alliance avec les États-Unis» de Michael Hertoft, «Comment gérer les dilemmes de défense de l'Europe ?» de Christian Zeller, «Trump et Poutine : une alliance autoritaire qui nous met tous en danger» de Li Andersson et «Soutenir la résistance ukrainienne, pas les plans de réarmement monstrueux» de Simon Pirani.

1. Friedrich Engels, *Anti-Dühring*, Paris, Éditions sociales, 1977.

Le 26 février dernier, Hanna Perekhoda publiait un billet titré «Comment financer la défense européenne (et comment ne pas le faire)²». Elle y rappelait que l'abandon par les États-Unis de l'Ukraine, la «dernière ligne de défense de la sécurité européenne», allait obliger les États européens, réfugiés de longue date sous le parapluie américain, à repenser leur système de défense. C'est chose faite. La remilitarisation de l'Europe est en route. Du moins l'idée est-elle en marche dans plusieurs capitales. On ne manquera pas de critiquer les choix et les politiques des États et de l'Union européenne, celles d'hier, d'aujourd'hui et de demain. Ce n'est pas l'objet de cet article³.

La véritable question, toujours selon Hanna Perekhoda, est de savoir «si l'Union européenne, et *en particulier la gauche*⁴, a un programme concret pour faire face à cette crise». Si elle persiste, poursuit-elle, à «déplorer la militarisation sans proposer de solutions aux menaces très réelles auxquelles nous sommes tous confrontés», elle abandonnera «la société au profit de sa propre pureté idéologique». C'est ce qu'on pourrait désigner comme l'établissement d'une ligne Maginot mentale. On sait ce qu'il advient en général des lignes Maginot. À cela vient s'ajouter un phénomène plus ou moins surprenant, l'union des gauches pacifistes, munichoises et crypto-poutinistes qui, *de facto* font campagne de concert avec une extrême droite à la fois philo-poutiniste et philo-trumpiste, sur un leitmotiv classique : plutôt le beurre que les canons, la paix tout

2. *Europe solidaire sans frontières*, 26 février 2025.

3. À propos des budgets militaires, on se reportera notamment à Miguel Urbán, «ReArm Europe et la militarisation des esprits», *Réseau Bastille*, 21 mars 2005.

4. Souligné par nous.

de suite et quoi qu'il en coûte (à la liberté ukrainienne). Laissons la parole à Hanna Perekhoda :

L'approche la plus dangereuse et la plus négative consisterait à réduire les dépenses sociales pour financer l'augmentation des dépenses militaires. C'est la voie que les néolibéraux proposent déjà : réduire les budgets de la santé, de l'éducation, des retraites et de la protection sociale pour réaffecter ces fonds à la défense. Cependant, il est évident que l'affaiblissement de la protection sociale aggraverait les inégalités, alimenterait les tensions sociales et, en fin de compte, déstabiliserait les démocraties. À l'heure où le populisme d'extrême droite gagne du terrain, imposer l'austérité renforcerait rapidement les forces antidémocratiques. Étant donné le soutien manifeste de la Russie et des États-Unis à ces forces, une telle mesure est exactement ce qu'espèrent Trump et Poutine. Une autre solution consisterait à augmenter les impôts des ultra-riches et des multinationales. Ceux qui ont le plus profité de la démocratie devraient contribuer le plus à sa défense. La mise en place d'impôts progressifs sur la fortune, d'impôts sur l'énergie et d'une réglementation plus stricte de l'impôt sur les sociétés pourrait générer des recettes sans nuire aux citoyens ordinaires⁵.

Hanna Perekhoda, note que ce ne serait que justice si la confiscation des 300 milliards d'euros d'actifs russes gelés finançait la défense de l'Ukraine, mais que «la justice est une notion dangereuse» pour les tenants de l'ordre établi. La mise en œuvre de cette justice mettrait «en péril les fondements mêmes du capitalisme [...], scénario impensable pour ceux qui profitent de ses injustices».

Enfin, écrit-elle dans l'article que nous publions dans ces colonnes, il faut «rejeter le faux dilemme entre justice sociale et sécurité nationale». Si la gauche veut rester crédible, elle doit «adopter une position claire sur les questions de défense». À défaut, elle ne ferait que laisser les droites dominer le débat. Dans son article («Comment gérer les dilemmes de défense de l'Europe»), Christian

5. Hanna Perekhoda, «Comment financer la défense européenne (et comment ne pas le faire)», *Europe solidaire sans frontières*, 26 février 2025.

Zeller rappelle qu'il est à la fois possible de lutter contre le réarmement et d'aider militairement l'Ukraine⁶. Li Andersson va dans le même sens en insistant pour sa part sur la nécessité de penser «l'autonomie stratégique de l'Europe⁷». Le débat est ouvert, les nuances et les divergences se dessinent tout en ouvrant de larges plages d'accords.

Il n'est sans doute pas inutile de rappeler ici que les forces démocratiques et progressistes mondiales paieront le prix fort en cas de victoire de la Fédération de Russie et qu'inversement c'est la défaite militaire de celle-ci qui entraînera la chute de la dictature poutiniste.

Dans les colonnes d'Europe solidaire sans frontières, parodiant Clemenceau, Pierre Vandevoorde, écrit : «L'armée, c'est trop sérieux pour rester l'affaire des militaires⁸.» On pourrait même dire, en extrapolant un peu ce qu'il écrit, que c'est une affaire trop sérieuse pour être laissée aux politiciens bourgeois. Reprenant les mises en garde formulées par Hanna Perekhoda, il rappelle que la gauche devrait mener campagne pour la mise sous contrôle public des industries d'armement. Il insiste sur la nécessité d'ouvrir «la réflexion et le débat» sur la question militaire en renouant avec l'expérience des comités de soldats des années 1970, à la lumière de «ce que l'expérience ukrainienne nous apprend». Il devient nécessaire de reposer les questions du droit syndical à l'armée, de la fin de l'armée de métier ou encore de la mise en place d'une réelle instruction militaire citoyenne.

De son côté, la Gauche anticapitaliste belge ouvre le débat en publiant une déclaration titrée : «Face à l'axe Trump-Musk-Poutine et aux gouvernements néolibéraux autoritaires européens : pour une politique de sécurité anticapitaliste et internationaliste!». On y perçoit d'emblée les «leçons» de la guerre d'autodéfense ukrainienne : celle du

6. Dans un entretien publié par le site *Aplutsoc* le 11 juin 2022, Vladislav Starodubtsev s'écriait : «Vous voulez un bon moyen de démilitariser l'Europe et les USA ? Facile, il suffit de les donner à l'Ukraine !»

7. Voir dans ce numéro d'Adresses, Li Andersson, «Trump et Poutine : une alliance autoritaire qui nous met tous en danger».

8. Pierre Vandevoorde, «Une invite à la réflexion (France) : l'armée, c'est trop sérieux pour rester l'affaire des militaires», *Europe solidaire sans frontières*, 6 mars 2025.

type d'armes et celles des fins, des moyens et des objectifs à défendre. La Gauche anticapitaliste exhorte «l'ensemble du mouvement social et des forces de gauche à s'emparer sérieusement des enjeux de sécurité pour ne pas les laisser entre les mains de l'extrême droite ou des droites néolibérales». Se prononçant contre le «plan ReArm Europe qui remet à l'industrie de l'armement et au marché les clés de notre politique de défense», l'organisation se prononce pour l'arrêt des ventes d'armes aux régimes dictatoriaux et colonialistes, pour «la socialisation et planification du secteur de l'armement [...] sous contrôle démocratique» et pour l'envoi des moyens existants vers l'aide à la résistance ukrainienne. La «politique militaire indépendante et internationaliste» met en avant la nécessité d'«une autonomie de défense et stratégique complète par rapport aux États-Unis», ce qui implique la mise en œuvre d'«un programme indépendant de Starlink, l'arrêt des achats de F35, etc.». Enfin, l'armée doit être démocratisée et placée «sous contrôle citoyen».

Il est intéressant de rapprocher les observations faites par Zahar Popovitch à l'issue de la défaite de l'armée russe devant Kyiv en 2022 de ce qu'écrivait Philippe Guillaume, en 1949, dans les colonnes de *Socialisme ou barbarie*. Le militant ukrainien relève que «les forces armées ukrainiennes avaient établi des records d'efficacité» dans l'utilisation des armes dont elles disposaient. Pourquoi ? «Une partie de la réponse, souligne-t-il, réside peut-être dans le fait que les Ukrainiens utilisent tous ces outils de manière plus créative et efficace.» Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, Philippe Guillaume rappelait que les prolétaires mobilisés (notamment américains) avaient rapidement assimilé l'usage des nouvelles armes mises à leur disposition. Selon lui, «l'industrialisation de la guerre et les progrès technologiques ne [faisaient] qu'augmenter l'autonomie, l'efficacité et partant la confiance en soi du combattant». Il faut se rendre compte, écrivait-il encore, que les progrès «bouleversent si rapidement les conditions de la guerre» qu'ils bousculent à la fois les spécialistes, les états-majors et les combattants. Poussant la réflexion jusqu'à son ultime conséquence possible, il notait que «l'assimilation par les masses de la technique guerrière se retourne

objectivement contre les exploiters avant même que les exploités utilisent consciemment leurs armes contre eux.»

Récemment, deux auteurs dont on ne peut soupçonner qu'ils aient la moindre des connivences avec nous, titraient ainsi leur article : «Ce que le Pentagone pourrait apprendre de la guerre en Ukraine⁹». Tout à leur plaidoyer pour convaincre le Pentagone de revoir ses procédures d'acquisition des systèmes d'armes, ils donnent raison, à soixante-quinze ans de distance, à Philippe Guillaume en soulignant que les soldats ukrainiens avaient transformé les conditions de production et d'utilisation des matériels militaires en y intégrant des matériels civils (notamment les drones).

L'intelligence collective de la société est bel et bien indispensable à la défense d'un pays assailli qui sait pourquoi il se bat et indispensable à la production des armes qui lui sont nécessaires. La guerre d'Ukraine est venue nous le rappeler.

Défense nationale, défense du capital

Il y a quelque trente-cinq ans, avec notre ami Jean-Jacques Ughetto, aujourd'hui disparu, nous avons tenté d'ouvrir aux éditions Syllepse une collection «Point de mire» sous-titrée «Critique et pratique des systèmes militaires». Inutile de dire que ce fut un flop retentissant¹⁰. L'idée avait germé à l'issue du cycle ouvert par la mobilisation démocratique de la jeunesse encasernée (1972-1982), à laquelle fait référence Pierre Vandevoorde. Celle-ci s'était construite autour de la problématique démocratique que synthétise parfaitement le slogan : «Soldat, sous l'uniforme tu restes un citoyen» ou sa déclinaison, «Soldat, sous l'uniforme tu restes un travailleur».

Pour justifier pourquoi trois militants de la gauche révolutionnaire se lançaient dans une telle aventure éditoriale, nous rappelions

9. Jon Schmid et Erik E. Mueller, «What the Pentagon might learn from Ukraine about fielding new tech», *Defense News*, 14 février 2025.

10. Deux titres sont parus : Patrick Le Tréhondat, Patrick Silberstein, Jean-Jacques Ughetto, *Crises et surprises dans l'institution militaire*, Paris, Syllepse/Périscope, 1990 ; et la réédition de la brochure de Pierre Naville, *L'armée et l'État en France*, parue en 1961.

que «la mise en interrogation de la défense, de son objet et des moyens qu'elle met en œuvre» s'articulait à «notre expérience passée d'appelés du contingent bien décidés à rester sous l'uniforme des citoyens à part entière». En effet, la lutte menée pour imposer aux armées d'Europe le respect des libertés démocratiques¹¹, pour construire un droit d'association, notamment syndical, avait également permis d'exiger que la Grande Muette dise clairement à la société quelles étaient ses missions.

S'il ne s'était agi que du flop d'un projet éditorial, il ne serait pas utile d'en faire mention ici. Mais en réalité, ce «flop» révélait :

1) le désintérêt de la gauche révolutionnaire pour les questions militaires puisque l'antimilitarisme propagandiste et la litote du «défaitisme révolutionnaire¹²» suffisaient à sa politique¹³;

11. C'est en 1979 qu'est née à Malmö, en Suède, la Conférence européenne des organisations de conscrits (ECCO). Créée à l'initiative du syndicat d'appelés néerlandais (VVDM), cette organisation – au bureau de laquelle nous avons participé au titre d'Informations pour les droits du soldat – regroupait des organisations syndicales ou à vocation syndicale d'appelés, légales ou clandestines, de plusieurs pays d'Europe. Notons qu'aux Pays-Bas et dans les pays scandinaves, les organisations d'appelés entretenaient des relations soutenues avec les syndicats de sous-officiers et d'officiers. Pour notre part, malgré les conditions de clandestinité qui étaient celles des syndicalistes aux armées en France, nous avons pu, notamment dans le cadre de la Ligue des droits de l'homme, croiser nos préoccupations avec des militaires de carrière eux aussi à la recherche d'une «autre défense». Pour mémoire, en 1975, sans doute pour lacher du lest, la très officielle revue *Armées d'aujourd'hui* a eu l'audace de publier une tribune intitulée «La tentation syndicale».

12. Conçu dans le cadre d'un affrontement inter-impérialiste comme celui de la Première Guerre mondiale, le défaitisme révolutionnaire ne peut évidemment s'appliquer dans une guerre de libération nationale comme dans le cas de l'Ukraine. Plus exactement, cette politique doit être mise en œuvre en Russie alors qu'en Ukraine, c'est la préconisation de Trotsky en 1940 qui doit trouver son application.

13. Hier, la suppression de la conscription et le passage à l'armée de métier ont ainsi pu se faire dans une sorte de silence soulagé. L'impôt du sang ne serait désormais payé que par les couches les plus paupérisées de la société. Aujourd'hui, comme l'écrit Michael Hertoft dans l'article que nous publions, certains pensent que «le désarmement est par définition de gauche, et que la gauche doit s'opposer à toute production d'armes, à toute utilisation d'armes, et doit donc être une sorte de pacifiste.» Si c'est, écrit-il, une vision qui a l'avantage d'être moralement saine, facile à défendre et raisonnablement

2) la renonciation de la gauche parlementaire au pouvoir à partir de 1981 tout à la fois à l'introduction de la démocratie aux armées et à la prise en compte de celles-ci comme un enjeu politique et social.

La réflexion à laquelle nous espérons contribuer visait à aider à la «réappropriation des problèmes de défense par l'ensemble des citoyens et des citoyennes», démarche qui impliquait de tenter d'élaborer «une problématique de défense alternative nécessaire à tout projet de transformation de cette société».

Un des enjeux stratégiques de cette discussion était de ne pas laisser isolées les couches sociales en uniforme face aux courants réactionnaires qui régnaient en maître dans les casernes. Les soldats du rang et l'encadrement inférieur étant par ailleurs souvent d'origine populaire. De plus, la réflexion sur une défense alternative ne pouvait se passer des compétences et de l'expérience de militaires eux-mêmes. Nous pensions donc vital de construire une alliance avec ces «travailleurs en uniforme» et de les gagner à un projet émancipateur auquel ils apporteraient leur contribution. Une démarche qui devait partir de leurs besoins immédiats sur leurs conditions de vie et de travail, en un mot de leurs intérêts sociaux, et qui trouvait son condensé politique dans le syndicalisme aux armées.

Il fallait donc – au moment où, mince affaire, l'empire russo-soviétique s'effondrait – (re)mettre dans le débat public une question toute simple : défendre quoi, comment et contre qui. Alors même que les armées étaient secouées par la crise sociale et par celle des missions, il fallait interroger «l'histoire, les débats et les mises en œuvre» et scruter «ce que la technologie et les bouleversements sociaux induisaient» pour l'organisation des armées. Nous avons lu avec une certaine avidité *l'Essai sur la non bataille* de Guy Brossollet¹⁴ et le livre d'Horst Afheldt

logique, elle a la grande faiblesse de ne pas répondre aux problèmes auxquels «nous» sommes confrontés – par exemple, comment un pays peut se défendre lorsqu'il est attaqué par une superpuissance impérialiste. La demande de «paix» a ainsi été utilisée pour refuser de montrer de la solidarité avec l'Ukraine en envoyant des armes.

14. Guy Brossollet, *Essai sur la non bataille*, Paris, Belin, 1975.



qui s'en inspirait pour l'élaboration d'une défense non suicidaire en Europe¹⁵. Ils arrivaient à la conclusion que les systèmes de défense organisés autour d'une armée *permanente* et *centralisée* étaient dangereux et inadaptés au monde de la fin du 20^e siècle. Ils émettaient des propositions de forces armées intégrées dans la population, décentralisées, démocratiques, dé-hiérarchisées, reposant sur des structures mobiles dotées d'un armement ultramoderne performant¹⁶.

De ce point de vue, le projet éditorial de la collection «Point de mire» mérite d'être

rappelé. La note d'intention s'ouvrait ainsi : «Les débats dans notre pays sur les problèmes de défense s'embourbent souvent dans une approche quantitative.» En revanche, au-delà de leur juste dénonciation, tant la doctrine que l'organisation des forces armées – qui s'articulait alors autour du triptyque nucléaire-force de manœuvre-forces d'intervention, restaient peu soumises à la réflexion alternative¹⁷. L'époque était alors, rappelons-le, à ce que les doctrinaires de l'ordre établi appelaient la «défense opérationnelle du territoire», laquelle était conçue, selon le secrétaire d'État à la défense André Fanton «pour éviter tout retour aux événements qui ébranlèrent la Nation en mai 1968». Nous poursuivions la présentation de la collection en notant qu'il était le plus souvent oublié que la politique de défense était à la fois «socialement déterminée» et «amnésique». En effet, on ignorait plus ou moins délibérément «les formes différentes d'organisation militaire» dont les sociétés avaient pu se doter à certains moments de leur histoire. Il était d'ailleurs révélateur que les célébrations du bicentenaire de la Grande Révolution

15. Horst Afheldt, *Pour une défense non suicidaire de l'Europe*, Paris, La Découverte, 1985.

16. Le missile antichar Milan était alors présenté comme le parangon de la réorganisation militaire contre les unités de chars. Depuis, les drones, les téléphone portables, l'artillerie guidée à longue portée, les missiles Javelin, et bien d'autres innovations sont arrivées sur le champ de bataille. Notons en ricanant sous cape que dans les premiers jours de l'invasion de l'Ukraine à grande échelle, le *Washington Post* rappelait que c'était entre autres à cause de la décentralisation – qualifiée de «lacune» – de son armée que l'Ukraine ne pouvait pas être admise dans l'OTAN... Au moment où l'échec russe sur Kyiv se profilait, le spécialiste militaire du quotidien écrivait alors que dans les «poches de résistance disparates», on observait «des unités au niveau du bataillon se battre de manière indépendante». C'est, écrivait-il encore «peut-être une bénédiction déguisée qui les aide maintenant parce qu'ils ne dépendent pas de systèmes de commandement et de contrôle centralisés»

17. Le Parti socialiste unifié reste sans doute une exception dans ce désert. Opposé à «l'installation d'une armée de métier», le PSU avait mis en débat l'idée d'une «défense populaire».

occultaient avec délice les réalités des armées de l'An II¹⁸.

L'axe néofasciste qui se met en place déstabilise la politique économique et sociale des États et des forces politiques qui se plaçaient, plus ou moins explicitement, sous le parapluie américain. Cette nouvelle donne jette une lumière crue sur le vide que nous avons laissé s'installer dans nos rangs sur les questions militaires¹⁹. Quelles sont les propositions alternatives que la gauche internationaliste et démocratique pourraient mettre en débat ?

Leçons ukrainiennes

Ce qui se passe dans l'armée ukrainienne devrait pourtant interpeller la gauche de transformation. Il n'est pas rare de voir en Ukraine des treillis dans des rassemblements de protestation sociale et des soldats du rang s'exprimer dans la presse sur leurs conditions de service pour dénoncer des abus. Le mouvement syndical, qui compte des milliers de membres dans les forces armées, entretient des liens permanents avec ses adhérents en uniforme. La première

confédération syndicale ukrainienne, la FPU, vient de publier un fascicule *Droits et garanties des militaires mobilisés et démobilisés*. Un syndicat de militaires LGBTQIA+ défend les droits des «gays en uniforme». Une association de soldates, Veteranka, lutte pour les droits des femmes militaires. La question du droit syndical aux armées est ouvertement discutée alors que le pays est en guerre. Yana Bondareva, qui gère une hotline créée par l'organisation socialiste Sotsialnyi Rukh à destination des soldat-es, explique que «la création de syndicats pour le personnel militaire serait un pas important vers la protection de ses droits et de ses garanties sociales. Les militaires ont le droit d'être représentés en matière de salaires, de conditions de service et de soins médicaux.» L'académie des forces terrestres de Lviv a procédé à une élection démocratique pour désigner son directeur. Cinq candidats étaient lice. Les exemples de poussées démocratiques transformatrices dans l'armée ukrainienne abondent. Ils expriment les profondes aspirations du peuple ukrainien qui dans sa lutte de libération nationale contaminent l'espace militaire. Et ils ajoutent à l'armée ukrainienne au combat une «efficacité militaire» reconnue même par les états-majors ou experts occidentaux pourtant hostiles à tout souffle démocratique dans les casernes.

La démocratie sociale et politique aux armées apparaît un élément indispensable au combat militaire. La stratégie militaire en est bouleversée. Les modes de commandement interpellés. L'indispensable et nécessaire discipline militaire dans l'action, sur le terrain dans l'affrontement, repensée. Un nouvel art militaire émerge. Pour la gauche, rester sourde et aveugle à ces «révolutions militaires» en cours, sur le terrain, conduira au mieux à l'impuissance et au pire à la défaite politique face aux manœuvres des classes dominantes sur le réarmement. Le camp de l'émancipation doit disputer aux directions bourgeoises le monopole de la conduite des questions de défense. Dans cette perspective, le soutien à l'Ukraine résistante nous oblige à nous mettre à l'écoute de l'école militaire ukrainienne.

18. À propos des alternatives militaires, on pourra, entre autres, se référer à : Jean Jaurès, *L'armée nouvelle* (Gallica) ; George Orwell, *Le lion et la licorne* (La Murette, RN, 2022) ; «L'armée des hommes libres», [Réseau Bastille](#) ; Patrick Le Tréhondat, «La question militaire et l'autogestion», [Autogestion](#) ; Peter Thatchell, *Democratic Defense*, Londres, Heretic Books, 1985 ; et bien entendu aux réflexions de Léon Trotsky sur la «politique militaire prolétarienne» (Vincent Présumey, «La politique militaire prolétarienne sort du placard», [Aplutsoc](#), 21 août 2022) ; Patrick Silberstein, «Armée, lutte des classes et guerre civile : éléments pour une stratégie autogestionnaire», [Mise à Jour](#), n° 2-3, 1984 ; Collectif, «Penser la guerre», *ContreTemps*, n° 39, 2018. Sur l'influence du développement technique sur la guerre, on lira avec beaucoup d'intérêt Jean Pété, *La guerre et ses mutations*, Paris, Payot, 1961 ; John F.C. Fuller, *L'influence de l'armement sur l'histoire*, Paris, Payot, 1948 ; B. H. Liddell Hart, *Stratégie*, Paris, Perrin, 1998. Il va de soi que des ouvrages et articles plus récents, notamment celui *L'ours et le renard* de Michel Goya, Paris, Perrin, 2023, et son blog [La Voie de l'épée](#), mériteraient d'être pris en compte pour une réflexion militaire «de gauche».

19. Il n'est pas dans notre objet ici de traiter des choix du PCF et de la France insoumise en matière de défense. Encore qu'il soit difficile de ne pas citer le chef insoumis qui, refusant tout soutien à la résistance ukrainienne, réaffirme à l'occasion que la mission de l'armée française est la défense de «nos» frontières «sur l'Oyapock et le Maroni, dans l'océan Indien et dans les Caraïbes, dans l'Antarctique comme dans le Pacifique».

Patrick Le Tréhondat et Patrick Silberstein ont été des syndicalistes sous l'uniforme, membres d'Information pour les droits du soldat et de la Conférence européenne des organisations d'appelés.

L'isolationnisme de gauche : le chemin vers l'insignifiance politique dans le débat sur la défense européenne

Hanna Perekhoda

85

Le Parlement européen a voté une résolution qui définit la ligne en matière de défense et de réarmement. Les critiques les plus sévères à l'égard de la résolution de la Commission européenne sur la défense et le réarmement proviennent du groupe politique de gauche. Parmi eux, Manon Aubry (France insoumise), qui dénonce : « Vous trouvez de l'argent pour les chars mais pas pour les hôpitaux. » Elle a remarqué avec sarcasme : « C'est comme si, tout d'un coup, il n'y avait plus de réchauffement climatique ni de pauvreté, et que la seule priorité était les véhicules blindés. » De même, Benedetta Scuderi des Verts soutient que « cette course aux armements » mine la croissance et les finances publiques. D'autres voix se sont jointes au chœur, notamment le coprésident de la Gauche Martin Schirdewan et Danilo Della Valle du Mouvement Cinq étoiles. Pendant le discours de Della Valle, un groupe de représentants du Mouvement Cinq étoiles a manifesté en agitant des pancartes telles que « Plus d'armes » ou « Plus d'emplois, moins d'armes ».

Au fond, la position de ces politiciens se résume à ceci : laissons le monde qui nous entoure s'effondrer, laissons les pays être envahis – ce n'est pas notre affaire. Ils déclarent vouloir préserver leur modèle social en augmentant le budget du bien-être tout en limitant les dépenses de sécurité – un idéal que partagerait tout politique de gauche. Ce qu'ils ignorent commodément, c'est que le modèle social qu'ils cherchent à protéger a été rendu possible précisément parce que la sécurité a été externalisée à d'autres acteurs – notamment aux États-Unis. Mais que se passe-t-il lorsque la sécurité n'est plus garantie par ces derniers ? C'est une question qu'ils n'abordent jamais, avançant des slogans simples à la place. Les réalités de la compétition internationale pour

le pouvoir – désormais à l'un de ses moments les plus intenses depuis des décennies – sont simplement écartées.

Si la France, l'Espagne, l'Italie ou l'Allemagne ne font pas face à une menace militaire immédiate, pour la Pologne, les États baltes et les pays nordiques, le danger est direct. Lorsque votre voisin est l'une des plus grandes puissances militaires du monde, un pays qui a violé tous les principaux accords internationaux au cours de la dernière décennie, bombarde quotidiennement les villes ukrainiennes et dépasse tous les pays européens en dépenses militaires, la capacité à se défendre n'est pas une « course aux armements » – c'est une condition préalable à la survie.

Au cœur de cette question se trouve un refus de voir l'Europe comme un projet commun. Ironiquement, cette forme d'opposition de gauche à la défense européenne est une forme de nationalisme déguisé. Mais le nationalisme, dans sa forme historique, est précisément ce qui a alimenté des siècles de guerre, de destruction et de division sur le continent européen. L'Union européenne n'a jamais été simplement un projet économique – c'était un projet politique et de sécurité conçu pour prévenir la guerre, une leçon tirée des catastrophes répétées du passé.

Ce qui rend cette position particulièrement contre-productive pour la gauche, c'est qu'elle reflète l'isolationnisme des partis souverainistes de droite. Cela est clairement illustré par la façon dont l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) a voté aux côtés de la gauche. Cependant, contrairement à la gauche, la droite est constamment isolationniste. Leur position est simple : ils rejettent les engagements militaires externes et s'opposent aux migrants, renforçant une vision du monde

dans laquelle seuls les intérêts de leur nation comptent, et rien au-delà de leurs frontières ne mérite d'attention. Cette position a au moins l'avantage de la cohérence, ce qui la rend plus attrayante pour les électeurs qui croient à l'intérêt personnel absolu.

En revanche, l'isolationnisme sélectif de la gauche – où les menaces de sécurité sont ignorées, mais où les appels à la solidarité internationale sur les questions sociales et environnementales persistent – manque de cohérence et ne trouve pas d'écho auprès du grand public. En attisant des sentiments isolationnistes et égoïstes, la gauche populiste cultive un terrain émotionnel qui, en fin de compte, profite à la droite. Après tout, si l'humeur politique dominante est celle de l'égoïsme national, c'est la droite – et non la gauche – qui offre une vision plus claire.

Cependant, il faut reconnaître que les critiques de gauche et écologiques des plans de réarmement de l'Europe ont raison de souligner que ni la crise écologique ni l'inégalité systémique n'ont disparu. Ce sont en effet des menaces existentielles pour l'humanité. Mais sont-ils justifiés de présenter la préparation militaire et le soutien à l'Ukraine comme étant en opposition avec la lutte contre ces défis mondiaux ?

En réalité, la lutte pour la sécurité et la lutte contre le changement climatique sont profondément interconnectées.

Prenez la consommation de combustibles fossiles comme exemple. La dépendance de l'Europe – et particulièrement de l'Allemagne – aux combustibles fossiles russes bon marché n'a pas seulement été une catastrophe environnementale, mais aussi une grave responsabilité géopolitique. La dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie a donné au Kremlin l'un de ses outils les plus efficaces de levier politique sur l'Europe. Elle a financé la machine de guerre russe tout en rendant simultanément les nations européennes vulnérables au chantage énergétique. Ainsi, le développement rapide de sources d'énergie alternatives n'est pas seulement un impératif environnemental – c'est une nécessité géopolitique. C'est précisément ce que les Ukrainiens et d'autres États menacés par l'expansionnisme russe demandent. Les démocraties qui se rendent dépendantes des régimes autoritaires pour

quelque chose d'aussi critique que l'énergie sabotent leur souveraineté et leur sécurité. Comme l'a justement dit Li Andersson, également membre du groupe de la Gauche, l'UE devrait se fixer un objectif stratégique de réduction de nos dépendances vis-à-vis d'acteurs externes, y compris dans les domaines de l'énergie et du numérique. Cependant, à ce moment précis, selon *iStories*, les autorités allemandes, russes et américaines discutent de la reprise des livraisons de pétrole et de gaz russes à l'Allemagne – une décision qui contredit directement la sécurité à long terme de l'Europe et son indépendance énergétique.

Résoudre des défis mondiaux tels que le changement climatique et les inégalités est sans aucun doute une priorité, mais le faire dans un cadre isolationniste et souverainiste est une contradiction. Dans un monde où le concept de bien commun disparaît et où la politique est dictée uniquement par la maximisation des intérêts nationaux, les forces qui en bénéficient ne sont pas celles qui défendent la justice climatique ou l'équité sociale. Au contraire, un tel monde est précisément ce que Trump et Poutine promeuvent ouvertement – un monde dans lequel la nature et la vie humaine sont des ressources dispensables dans la poursuite du pouvoir d'État, au service des autocrates au pouvoir. Cela ne signifie pas que les démocraties libérales privilégient automatiquement la nature et la vie humaine. La différence, cependant, est que dans les systèmes démocratiques, il y a de l'espace pour l'opposition et la possibilité d'imposer des visions alternatives. Il suffit de demander aux éco-activistes et aux syndicalistes russes et chinois leur capacité à lutter pour la justice sociale et climatique. Et aux États-Unis, la présidence Trump a démontré avec quelle rapidité les projets environnementaux et sociaux pouvaient être démantelés et leurs valeurs réduites au silence et criminalisées.

Ni la vie humaine ni l'environnement ne peuvent être protégés dans un État qui tombe dans la « zone d'intérêt » des puissances impériales autocratiques. L'ironie de la gauche isolationniste est qu'en rejetant la coopération en matière de sécurité, elle accélère sa propre insignifiance politique. Dans un monde dominé par une politique de grandes puissances sans contrôle, eux et leurs valeurs

seront poussés à la marge – d’abord politiquement, puis physiquement.

Le contrat social dans nos sociétés est construit sur l’idée que l’État existe pour protéger les droits et les libertés de ses citoyens, et non pour les sacrifier à des ambitions expansionnistes. Les régimes autoritaires considèrent la vie humaine comme une ressource dispensable à utiliser dans la poursuite d’objectifs géopolitiques. Les démocraties sont contraintes par des considérations éthiques et politiques. Les États autoritaires possèdent un contrôle centralisé sur les médias et une répression efficace, ce qui leur permet de mener des guerres sans tenir compte de l’opinion publique. Les politiciens des démocraties, concentrés sur les cycles électoraux, privilégient les résultats à court terme par rapport aux stratégies à long terme.

Ainsi, les sociétés démocratiques font face à une vulnérabilité stratégique inhérente lorsqu’elles sont confrontées à des États autoritaires agressifs. Pourtant, de nombreuses personnes préfèrent s’accrocher à la croyance que la diplomatie, l’interdépendance économique ou la supériorité morale seule nous préserveront d’une éventuelle agression militaire. Cette pensée naïve conduit à l’inaction et à une vulnérabilité encore plus grande que les régimes autoritaires exploitent efficacement, en présentant une résistance aux puissances autocratiques comme impossible à gagner et inutile.

Les slogans abstraits sur l’«abolition de la guerre» révèlent non seulement un manque de solutions pratiques, mais aussi une réticence à prendre des responsabilités. Au lieu de cela, ils permettent de se sentir juste sans s’engager dans le travail difficile de gouvernance et de stratégie. En refusant de confronter les réalités militaires, ces mouvements deviennent des spectateurs plutôt que des acteurs, commentant les événements plutôt que de les façonner. Ce faisant, ils abandonnent finalement les tâches critiques de sécurité et de défense à ceux auxquels ils s’opposent idéologiquement.

Au lieu de se réfugier dans une rhétorique vide, la gauche doit façonner de manière proactive les solutions. La gauche doit s’unir pour promouvoir une stratégie de défense où la sécurité n’est pas financée par la réduction des programmes sociaux mais par l’augmentation des impôts sur les ultra-riches. Comme

Li Andersson le soutient à juste titre, «ce serait une erreur historique de financer cela en réduisant le bien-être social», car une telle démarche ne ferait qu’alimenter la montée de l’extrême droite. La mesure la plus immédiate et la plus efficace serait la confiscation des actifs russes gelés et leur réinvestissement rapide dans l’aide militaire à l’Ukraine. Pourtant, La France insoumise, le parti que Manon Aubry représente au Parlement européen, a voté contre la confiscation des actifs russes dans son parlement national. De plus, le Mouvement cinq étoiles a un historique de positions pro-Kremlin, qui comprennent l’opposition aux sanctions avant l’invasion à grande échelle de l’Ukraine.

Si la gauche ne prend pas de mesures concrètes face à l’agression, elle ne perdra pas seulement sa crédibilité mais renoncera également à son rôle dans la formation de l’avenir de l’Europe.

Hanna Perekhoda est historienne, chercheuse à l’université de Lausanne et membre de Sotsialnyi Rukh.

Source : *Valigia blu*, 18 mars 2025. Traduit en français pour *Europe solidaires sans frontières* par Adam Novak.

Danemark : la gauche face à la fin de l'alliance avec les États-Unis

Mikael Hertoft

La gauche devrait-elle préconiser unilatéralement le désarmement et s'opposer à toutes les armes ou devrait-elle préconiser l'achat d'armes et la possession d'une armée d'une certaine manière – et si oui, comment et en alliance avec qui ? La gauche a besoin de nouvelles réponses sur la façon de vivre en sécurité et en paix. Mais il y a des problèmes et des dilemmes, donc nous ne devons pas sauter les calculs intermédiaires et tirer des conclusions hâtives.

Il y a eu plusieurs articles intéressants dans *Solidaritet*. L'un d'entre eux est la chronique de Per Clausen et Jakob Ruggaard : « L'échec des États-Unis vis-à-vis de l'Ukraine et de l'Europe exige de nouvelles solutions offensives de la part de la gauche ».

Un autre est la couverture de la présentation de la politique de sécurité du SF¹, que Jonas Neivelt a présentée en même temps dans *Ugen på Venstrefløjen*. Vous pouvez également y trouver un lien vers une chronique que les principaux dirigeants du SF avaient dans *Jyllands-Posten* à la mi-février.

1. NDLR. Le Parti socialiste populaire danois (SF) a été fondé en 1959 par des militants du Parti communiste exclus pour avoir soutenu la révolution hongroise de 1956 contre Moscou. Ils développaient alors une ligne politique socialiste populiste, sorte de « troisième voix » entre le stalinisme et la social-démocratie classique. Les références du parti ont pu évoluer depuis l'origine en particulier sur la Union européenne. Aujourd'hui, c'est un parti social-démocrate de gauche axé sur la justice sociale, les droits des minorités et l'écologie. Le SF est aujourd'hui très proche, dans son organisation et dans ses idées, de l'Alliance de gauche finlandaise, du Parti de gauche suédois, du Mouvement des verts et de gauche islandais et du Parti socialiste de gauche norvégien, tous membres de l'Alliance de la Gauche verte nordique et se réclamant de l'écosocialisme. Ce regroupement politique de la gauche nordique et scandinave occupe une place importante dans les luttes anti-impérialiste (Ukraine, Groenland, Palestine...) et dans la recherche de nouvelles approches politiques.

La discussion fait également rage dans d'autres journaux.

La gauche à un carrefour

La gauche a un choix et se trouve à un carrefour. Une partie de la gauche croit et continuera de croire que le désarmement est par définition de gauche, et que la gauche doit s'opposer à toute production d'armes, à toute utilisation d'armes, et doit donc être une sorte de pacifiste.

C'est une vision qui a l'avantage d'être moralement saine, facile à défendre et raisonnablement logique. Elle a la grande faiblesse de ne pas répondre aux problèmes auxquels « nous » sommes confrontés – par exemple, comment un pays peut se défendre lorsqu'il est attaqué par une superpuissance impérialiste. La demande de « paix » a ainsi été utilisée pour refuser de montrer de la solidarité avec l'Ukraine en envoyant des armes.

Lorsque l'Ukraine a été attaquée par la Russie il y a trois ans, les deux grands partis de gauche au Danemark, le Parti socialiste et le Parti de l'unité, ont choisi de soutenir la fourniture d'armes à l'Ukraine. Il est donc également logique que les armes doivent être produites quelque part. Dans un monde avec de grandes puissances impérialistes qui veulent le contrôle et peuvent attaquer d'autres pays, il peut être très dangereux d'être désarmé.

Selon les mots de Pia Olsen Dyhr, il est nécessaire d'augmenter la production d'armement dans l'UE :

Renforcer la coopération au sein de l'UE sur la production conjointe de défense – afin d'obtenir plus de défense pour l'argent grâce à des investissements communs.

Per Clausen et Jakob Ruggaard, ainsi que pour le chef du groupe Rouge et Vert, Peder

Hvelplund, parviennent à la même conclusion – avec des formulations légèrement différentes.

« Les États-Unis ne nous défendront pas »

Le problème est bien réel, comme Jakob et Per le décrivent : les pays européens ne peuvent pas compter sur les États-Unis pour nous défendre. Cela est devenu clair avec la politique que Donald Trump a si clairement démontrée ces dernières semaines – avec des menaces d'attaquer le Groenland, avec d'autres menaces militaires, le début de guerres commerciales non seulement avec la Chine, mais aussi avec le Mexique et le Canada, et avec une en cours vers l'UE.

Plus récemment, nous avons également vu que Trump a stoppé les livraisons d'armes pour la défense de l'Ukraine contre la Russie. Les États-Unis ont également cessé de partager des renseignements avec l'Ukraine. Trump a l'ambition de mettre fin à la guerre avec Poutine et d'en dicter le résultat à l'Ukraine. Per Clausen et Jacob Ruggaard écrivent :

Tout d'abord, nous devons faire face au fait que nous sommes entourés de puissances impérialistes avec des plans d'annexion et des ambitions d'expansion territoriale. Les États-Unis de Trump ont actuellement les yeux fermement fixés sur le Groenland, le Canada et le Panama. Il faut prendre leurs souhaits d'élargissement tout à fait littéralement si l'on ne veut pas risquer d'être naïf et non préparé. La Russie de Poutine a des vues sur la Moldavie, la Géorgie et les pays Baltes.

La direction du SF partage cette idée et, le 14 février, écrit dans le *Jyllands-Posten* que « cela entraîne un besoin de plus en plus urgent de s'assurer que les pays européens peuvent se défendre ». Une image émerge selon laquelle la gauche est en faveur de l'autodéfense de l'Europe contre l'« impérialisme ».

Le Danemark n'a pas de production d'armes

Une chose doit être claire : le Danemark n'a pas ce qu'il faut pour se défendre.

L'entreprise Terma produit des pièces pour les avions F-35, mais il n'y a pas de production d'armes indépendante au Danemark. Si nous devons en avoir, c'est une tâche à long terme. Établir ne serait-ce qu'une production de mitrailleuses, de munitions ou d'obus est quelque chose qui prend du temps.

Devrions-nous établir une production d'armes au Danemark même ? C'est une nouvelle politique qui franchit les frontières pour la gauche, alors peut-être devrions-nous y réfléchir avant de nous y engager. Bien que je serais moi-même probablement enclin à dire oui.

Mais le Danemark est aussi un pays beaucoup trop petit pour produire à lui seul toutes les armes nécessaires. Au Danemark aujourd'hui, nous n'avons pas non plus la base industrielle que nécessite une production d'armes plus importante. Donc, si nous allons produire des armes, nous devons coopérer avec d'autres – mais avec qui ?

Alors nous devons produire les armes « dans les pays nordiques et en Europe ». C'est ce que pensent, par exemple, Jakob Ruggaard et Per Clausen :

Nous devons comprendre que si nous voulons avoir la possibilité d'une autonomie en matière de politique de sécurité, cela nécessite des investissements. Dans notre sécurité. Dans l'armée. Dans les armes et leur production en Europe, dans les pays nordiques, au Danemark. Pour que nous puissions être indépendants des États-Unis et de leurs diktats capricieux et hostiles. Quelque chose que la gauche a – à juste titre – longtemps prôné, mais pour lequel nous n'avons pas eu de politique capable de le rendre possible en pratique.

Peder Hvelplund, du groupe parlementaire de l'Alliance rouge-verte, qui pense la même chose le dit dans un post Facebook avec un titre admonestant : « La démocratie est menacée. Promettons-nous de la défendre ensemble ! » Il propose la mise en place d'un « pare-feu autour du bien-être, du climat et des efforts environnementaux » :

Par conséquent, nous devons nous appuyer sur la coopération de l'OTAN, même si les États-Unis ne veulent pas y participer. Nous devons donc nous défendre ensemble avec l'Europe et la partie européenne de l'OTAN. Il est crucial pour le Danemark que

nous commençons à travailler à l'établissement et au renforcement de la coopération avec des partenaires prêts à défendre l'ordre juridique international. Cela signifiera initialement une coopération très étroite avec nos voisins nordiques, mais probablement aussi sous une forme de pilier européen dans une OTAN en disparition.

Sans oublier le fait qu'il n'y a jamais vraiment eu quelque chose qui pourrait être appelé un «ordre juridique international». Les grands États n'ont jamais adhéré à aucune règle. Mais pouvons-nous vraiment croire que les pays européens de l'OTAN défendront «le bien-être, les efforts climatiques et environnementaux, et la démocratie»? C'est là, me semble-t-il, que Peder Hvelplund, Per Clausen et Jakob Ruggaard expriment des illusions qui ne dureront pas longtemps.

L'Europe n'est-elle pas impérialiste ?

Peder Hvelplund écrit :

Clairement, nous sommes actuellement dans une situation avec au moins trois puissances impérialistes dans le monde, les États-Unis, la Russie et la Chine. Aucune d'entre elles ne veut contribuer au maintien d'un ordre juridique international ancré

dans le système des Nations unies et le droit international.

Je pose ici la question suivante : n'y a-t-il pas d'impérialisme en Europe ? Les pays européens ne sont-ils pas impérialistes ?

Historiquement, les pays européens sont les plus grands impérialistes. Les Britanniques, les Français, les Allemands, les Espagnols ont été partout dans le monde. Mais aussi des pays plus petits comme les Pays-Bas, le Portugal, l'Italie et le Danemark ont eu des ambitions impériales, des colonies, etc. Les pays européens se sont affaiblis – mais ils poursuivent toujours une politique impérialiste même dans le monde d'aujourd'hui.

Ils le font par rapport à l'Afrique, au conflit du Moyen-Orient – Palestine, au soutien à Israël, à l'attitude envers les réfugiés (Frontex). L'UE conclut des accords de pêche impérialistes avec le Maroc, qui a occupé le Sahara occidental, etc.

Les représentants de la gauche ne doivent tout simplement pas oublier cela lorsqu'ils préconisent la production d'armes en Europe. Nous ne pouvons pas éliminer les contradictions dans notre politique en les taisant.

Cela soulève également la question : que faisons-nous si l'UE produit des armes mais les vend aussi à Israël ou les utilise pour le



contrôle impérial français en Afrique? Devrions-nous alors voter contre?

La démocratie tient-elle le coup en Europe ?

Malheureusement, il n'y a aucune garantie à cela. Les forces d'extrême droite sont fortes dans de nombreux pays européens. En Suède, le parti néonazi des Démocrates suédois est le parti soutenant le gouvernement suédois. En Italie, le Premier ministre est néofasciste. En Allemagne, l'AfD vient de recevoir 20 % des voix, et il y a un risque qu'ils exercent à un moment donné une pression sur la CDU/CSU pour qu'elle collabore.

En Autriche, un parti néonazi est le plus grand. En Hongrie, Orbán est au pouvoir. En France, il y a une situation très instable, où le centre autour des conservateurs et des libéraux n'a plus la majorité au parlement – et à la fois la gauche et l'extrême droite sont très fortes, et ensemble pourraient mettre le gouvernement en minorité. Il y a un risque élevé que l'extrême droite puisse remporter une élection présidentielle.

Peder Hvelplund explique précisément et de manière convaincante les raisons de cette situation dans son post sur Facebook :

Ce qui mine les démocraties et les institutions démocratiques et nourrit le populisme de droite, c'est lorsque les communautés échouent. Lorsque les gens ressentent de l'insécurité et de la solitude parce que leurs conditions de vie fondamentales se détériorent, que l'inégalité explose et que le bien-être qui devrait les aider disparaît, alors qu'en même temps ils voient que la volonté politique de confronter les géants de la technologie et du capital est totalement absente.

Le résultat est que la foi et l'espoir en la démocratie en tant que force transformatrice disparaissent.

Cela ne doit pas arriver. Par conséquent, il est impératif que, tout en renforçant notre capacité à nous défendre, nous renforçons également ce qui nous donne quelque chose à défendre: nos communautés, les droits humains et la démocratie.

Le seul problème avec la formulation de Peder est qu'elle ne décrit pas seulement un avenir possible – elle décrit le présent. Dans

l'UE, l'inégalité a déjà explosé, les conditions de vie fondamentales se sont détériorées, et il n'y a aucune volonté de prendre des mesures contre les géants du capital.

L'UE et les pays de l'UE ne se développent pas en «sociétés plus libres, plus vertes, plus égales et plus sûres» que Per et Jakob écrivent qu'ils aimeraient. Per Clausen le sait mieux que quiconque grâce à son travail au Parlement européen, bien sûr.

Peder Hvelplund veut nous défendre dans «le pilier européen diminuant de l'OTAN». Cela soulève la question de savoir si la Turquie fait partie de ce pilier? Ils sont au moins membres de l'OTAN et ont l'une des armées les plus fortes de l'OTAN. La Turquie est également opposée à la Russie et soutient donc l'Ukraine dans une certaine mesure. Mais le régime turc sous Erdogan est autoritaire et répressif. La Turquie a également ses propres projets impérialistes en Syrie et dans le Caucase. Pas le partenaire d'alliance le plus évident.

Nous devons être clairs sur la situation

Nous devons également la décrire clairement. Per Clausen et Jakob Ruggaard ne le font pas. Peder Hvelplund non plus. Ni la direction du SF lorsqu'elle écrit: «L'Europe doit pouvoir se défendre et défendre les valeurs auxquelles nous croyons.» Car quelles sont les valeurs que «nous» partageons en Europe?

Je suis d'accord avec Jakob, Per et Peder et avec la direction du SF que nous avons besoin d'armes et d'une défense territoriale du Danemark, mais c'est contradictoire et cela nuira, par exemple, au climat – et il y a un grand risque de promouvoir des intérêts capitalistes que nous n'aimons pas.

On ne peut pas résoudre toutes les contradictions dans une situation compliquée; mais nous devrions les voir et être clairs à leur sujet.

La guerre en Ukraine n'est pas terminée

La direction du SF ne voit pas de lumière sur le front de la politique de sécurité:

Il n'y a aucune indication d'améliorations dans l'image de la politique de sécurité ou

de stabilisation à perte de vue. Nous devons donc avoir une évaluation honnête et sobre de ce que nos investissements dans notre sécurité exigent - et par extension, quel sera le prix.

Per Clausen et Jakob Ruggaard sont également pessimistes et présentent en fait la défaite de l'Ukraine comme quelque chose qui s'est déjà produit :

Nous serons laissés avec une Russie avec des plans idéologiques pour rétablir une "Grande Russie" qui était une partie centrale de la motivation de Poutine pour entrer en Ukraine. Une Russie qui a construit des lignes d'approvisionnement ultrarapides tout au long de la guerre, dépense plus de 7 % de son PIB pour l'armée, a une très grande mobilisation pour son armée, qui ne sera plus maintenue en Ukraine, et une économie qui a été convertie en une économie de guerre à part entière.

Il est possible que cela se produise, mais cela ne s'est pas encore produit.

Dès le premier jour, beaucoup ont cru que l'Ukraine n'avait aucune chance contre la Russie et ferait aussi bien de se rendre immédiatement. Mais l'Ukraine s'est défendue avec succès, empêchant la Russie d'occuper 80 % du pays, même si elle en a occupé 20 %. Bien sûr, la suspension de l'aide américaine à l'Ukraine met maintenant le pays dans une position difficile - et peut-être que la suspension sera permanente.

Mais il est loin d'être certain que la fin de la guerre ukrainienne sera une «paix» sale dictée par des puissances radicales de droite, comme le craignent Per et Jakob. C'est un risque réel. Mais cela ne s'est pas encore produit. Il est également possible que la lutte défensive de l'Ukraine se termine avec la Russie qui doit se retirer - et que l'Ukraine dure plus longtemps dans la guerre d'usure que la Russie, qui a épuisé une grande partie des réserves d'armes qu'elle avait de l'Union soviétique.

Il est donc crucial que les pays d'Europe qui soutiennent l'Ukraine continuent de le faire et remplacent l'aide sur laquelle l'Ukraine ne peut plus compter de la part des États-Unis.

Les prochains mois montreront à quel point c'est problématique pour l'Ukraine, par exemple, qu'ils ne reçoivent plus

d'informations de surveillance des satellites américains ou ne puissent plus utiliser Starlink comme voie de communication.

La Russie est-elle une menace ?

La réponse à cette question est à la fois oui et non.

Oui, la Russie poursuit une politique impérialiste agressive envers ses proches voisins - c'est-à-dire les anciennes républiques soviétiques. Surtout envers l'Ukraine. Et oui, la tension entre la Russie et l'Europe occidentale et (jusqu'à récemment et peut-être bientôt à nouveau) les États-Unis est forte.

Mais non, la Russie n'a pas actuellement la capacité ou le besoin d'attaquer l'Europe occidentale. La Russie a engagé toute son armée permanente dans la guerre en Ukraine et n'a pas les ressources supplémentaires pour attaquer d'autres pays. L'armée russe est également sérieusement affaiblie après trois ans de guerre.

Les réserves d'armes qui ont été constituées pendant de nombreuses années durant l'ère soviétique sont épuisées, ou presque épuisées. La production d'armes n'est pas suffisante pour plus que simplement poursuivre la guerre en Ukraine. Dans certains domaines - chars, véhicules blindés de transport de troupes, canons antiaériens, avions - la Russie produit moins que ce dont elle a besoin.

L'armée russe a dû se réduire à presque rien en Syrie, et cela a contribué à la chute du



régime d'Assad. L'affaiblissement militaire de la Russie dans le Caucase a permis à l'Azerbaïdjan d'attaquer et de prendre le contrôle de l'enclave arménienne du Haut-Karabakh.

La base démographique de la Russie est également loin d'être suffisante pour remplacer les pertes que la Russie a subies au front. Les cohortes des années 1990, qui sont les cohortes maintenant au front, sont très petites, et il ne reste plus beaucoup de jeunes hommes aptes au combat.

Donc, en ce moment, la Russie n'a pas la capacité d'attaquer l'Europe occidentale.

La situation peut changer si la Russie gagne la guerre en Ukraine et que l'Ukraine est forcée de faire une mauvaise paix. Nous ne savons pas à quoi pourrait ressembler une telle «paix». Elle pourrait exiger une occupation russe continue de grandes parties de l'Ukraine, nécessitant beaucoup de policiers et de soldats. Dans ce cas, la Russie n'aurait toujours pas la capacité d'attaquer d'autres pays.

Sinon, l'armée russe pourrait être libérée de ses tâches en Ukraine – et dans ce cas, la Russie dispose d'environ un million de soldats qui ne sont pas nécessaires chez eux et dont la démobilisation causerait des problèmes majeurs.

La Russie s'est également tournée vers la production militaire – et il y a beaucoup à suggérer que la position continue de Poutine en tant que président présuppose que l'économie de guerre se poursuive. Ce sont donc des facteurs qui encourageront la Russie à agir de manière agressive.

Si la Russie perd la guerre en Ukraine et doit se retirer du pays – alors il y a de plus grandes chances de désarmement en Europe. Dans ce cas, on peut espérer un changement de régime en Russie, et que la Russie se développe dans une direction démocratique. Cela offrira des opportunités de créer une structure de sécurité européenne où les gens ne s'attaquent pas les uns les autres et peuvent donc désarmer.

Y a-t-il d'autres menaces pour le Danemark ?

Il y a la menace évidente et déclarée pour le Commonwealth que les États-Unis prendront le contrôle du Groenland, comme l'exige Trump.

Il est peut-être plus évident qu'il le mettra en œuvre par le chantage et peut-être sous une forme modérée plutôt qu'une véritable occupation militaire. Les États-Unis ont déjà eu une grande influence et des bases militaires au Groenland pendant longtemps – et peuvent facilement gagner encore plus de contrôle sur, par exemple, l'extraction de matières premières, même sans que le Groenland ne fasse formellement partie des États-Unis.

Plus loin à l'horizon, un conflit entre l'UE et la Chine peut menacer, ou entre les États-Unis et la Chine, dans lequel les pays européens seront impliqués. Mais il y a du temps pour que les pays européens poursuivent une politique qui contrecarre l'escalade du conflit.

Le Danemark peut-il acheter des armes en Ukraine ?

Le Danemark a déjà commencé à investir dans la production d'armes en Ukraine. Le Danemark a investi 4,2 milliards. Cela contribue à ce que la production ukrainienne, par exemple, d'obus d'artillerie et de drones, augmente. En ce moment, l'Ukraine a besoin de toutes les armes qu'elle peut produire.

Mais lorsque la guerre se terminera, il serait logique que le Danemark achète une partie de la production et poursuive l'investissement. Il serait également logique d'acheter des drones et de s'appuyer sur les connaissances de l'Ukraine sur la façon de se défendre contre les attaques aériennes.

En fait, c'est l'une des étapes les plus intelligentes que la défense danoise puisse entreprendre. L'achat d'armes à l'Ukraine à un prix raisonnable est également un moyen de soutenir la reconstruction du pays.

Propositions pour la politique de défense de la gauche

Le Parti de l'unité ne fait pas partie du groupe de compromis de défense et n'a aucune influence sur la politique militaire danoise. Le parti ne devrait pas s'attendre à être invité non plus. Les autres partis ne sont tout simplement pas intéressés à ce que le Parti de l'unité soit impliqué.

SF est impliqué dans les accords de défense, mais le parti n'a apparemment pas eu beaucoup d'influence sur la politique

de défense. Les principaux dirigeants du SF écrivent dans *Jyllands-Posten* le 14 février :

Nous voulons le bien-être, nous voulons l'équilibre travail-vie et des pensions équitables, nous voulons une transition verte – et nous voulons la sécurité grâce à une défense solide. Tout cela concerne notre communauté et la responsabilité d'en prendre soin. Ce n'est donc pas le moment pour des allègements fiscaux irresponsables et créateurs d'inégalités. Nous voulons en fait exactement le contraire du gouvernement – à savoir une remise en cause du gel des impôts, afin que nous puissions à la fois prioriser notre défense et notre sécurité et en même temps protéger la communauté par des investissements dans notre bien-être et la transition verte. Nous ne pouvons pas risquer que le soutien aux grands investissements de défense fluctue avec la volonté et la capacité de prioriser simultanément notre bien-être et la transition verte.

Magnifique. Mais cher SF, ce n'est pas du tout la politique que le gouvernement poursuit sous Mette Frederiksen. Cela soulève la question : si la gauche veut une politique qui unit le bien-être, la transition verte et la défense – mais ne se voit proposer que la défense, devrait-elle quand même voter pour ?

Mais la gauche peut gagner de l'influence en formulant des exigences de l'extérieur et en influençant le débat public :

1. Les bases américaines au Danemark sont une mauvaise idée parce que les États-Unis menacent le Danemark et sont une puissance impérialiste agressive.
2. C'est une mauvaise idée d'acheter des armes aux États-Unis. Surtout si elles – comme les avions F-35 – ne fonctionnent que lorsque les États-Unis le veulent.
3. Les pays européens sont impérialistes – mais certains plus que d'autres – donc acheter en Suède ou en Norvège sera mieux qu'acheter en France, par exemple. Nous ne devrions pas avoir d'illusions ou créer des illusions selon lesquelles l'UE est particulièrement démocratique, que les pays européens continueront d'être des défenseurs de la

démocratie, ou que l'UE défend l'environnement.

4. Le Danemark doit investir dans la production d'armes publiques et la recherche. Nous devons préconiser que la production d'armes soit propriété de l'État.

5. Nous travaillons pour un paiement socialement juste pour la production d'armes et l'armée. Cela doit être fait en supprimant les allègements fiscaux pour les riches et en augmentant les impôts sur les mêmes, comme le propose SF.

6. La gauche doit soutenir la solidarité continue avec l'Ukraine. C'est le chemin le plus sûr vers l'armement en Europe. Un règlement de paix aux conditions ukrainiennes, avec le retrait de la Russie, est le chemin le plus sûr vers le désarmement en Europe.

7. Lorsque la guerre en Ukraine prendra fin, espérons-le, nous devons poursuivre notre coopération avec l'Ukraine pour produire des armes et en importer une partie au Danemark, ainsi que les nouvelles technologies d'armement de l'Ukraine dans le domaine des drones et de la défense aérienne.

8. Nous devons travailler pour garantir que les pays européens n'exportent pas d'armes vers des dictatures comme l'Arabie saoudite et des États d'apartheid comme Israël.

9. Dans la mesure du possible, nous devons soutenir les étapes vers un désarmement ciblé – et nous devons maintenir que c'est notre objectif.

Heureusement, certains de ces points sont déjà quelque chose que les partis de gauche et les mouvements populaires promeuvent activement.

[Mikael Hertoft est journaliste.](#)

Source : [Solidaritet](#), 9 mars 2025. Traduction française MJ pour [Europe solidaire sans frontières](#).

Rejeter le faux dilemme entre justice sociale et sécurité nationale

Hanna Perekhoda

95

L'armement militaire et l'armement social ne doivent pas être opposés, mais il faut que la gauche présente des revendications offensives pour la production d'armes à la demande, l'abolition des paradis fiscaux et l'obligation pour les milliardaires de payer.

Suite à la décision américaine d'abandonner l'Ukraine un pays qui constitue désormais la dernière ligne de défense pour la sécurité de l'Europe - l'UE n'a pas d'autre choix que d'agir de manière décisive. Assurer notre propre protection n'est plus un sujet de débat, mais une nécessité indéniable.

Pour la gauche, la question est de savoir si elle dispose d'un programme concret pour faire face à cette crise. Si elle continue à se plaindre de la militarisation - sans même proposer de solutions aux véritables menaces sécuritaires auxquelles nous sommes tous et toutes confrontés - la gauche sera complètement mise à l'écart, laissant le monde à lui-même tout en cultivant avec suffisance sa propre pureté idéologique.

Trois solutions différentes

Réduire les dépenses sociales pour augmenter le budget militaire est à la fois dangereux et réactionnaire. C'est exactement ce que les néolibéraux font déjà aujourd'hui : réduire les fonds alloués à la santé, à l'éducation, aux pensions et à la protection sociale - pour ensuite donner plus de ressources à la défense.

Il est clair que l'affaiblissement de la sécurité sociale exacerbera les inégalités, créera des troubles sociaux et finira par déstabiliser les démocraties. À l'heure où le populisme de droite se développe, les politiques d'austérité ne feront que renforcer les forces antidémocratiques. Étant donné le soutien évident que la Russie et les États-Unis apportent à

ces forces, c'est exactement ce que Trump et Poutine espèrent.

Une autre solution consiste à augmenter les impôts des ultra-riches et des multinationales. Celles et ceux qui ont le plus bénéficié de la démocratie devraient contribuer le plus à sa défense. L'introduction d'impôts progressifs sur la fortune, de taxes sur l'énergie et de règles fiscales plus strictes pour les entreprises peut générer des revenus sans frapper l'ensemble de la population.

Toutefois, une telle stratégie nécessite une coordination internationale pour empêcher la fuite des capitaux, car les milliardaires et les entreprises chercheront sans aucun doute à transférer leurs actifs dans des paradis fiscaux. L'annonce récente par Trump de visas dorés pour les ultra-riches montre qu'il se prépare déjà à un tel scénario en renforçant les États-Unis en tant que havre de paix pour les fraudeurs fiscaux. La Suisse se trouve dans une position similaire puisqu'elle ne fait pas partie de l'UE... précisément pour conserver son statut de paradis fiscal.

Ce n'est pas nouveau. Au siècle dernier, alors que d'autres pays augmentaient les impôts pour financer leurs efforts de guerre, la Suisse a accueilli des milliardaires et s'est enrichie de manière éhontée. Elle pourrait très bien répéter la même stratégie opportuniste.

Une troisième option consiste à confisquer les 300 milliards d'euros de fonds russes gelés et à les utiliser pour financer la défense de l'Ukraine et renforcer la sécurité de l'Europe. De cette manière, la Russie serait tenue financièrement responsable de ses crimes de guerre tout en évitant de faire peser des charges supplémentaires sur les citoyens européens.

Toutefois, les autorités de l'UE craignent qu'une telle décision ne crée un précédent susceptible de saper la confiance dans leurs

systèmes financiers, ne serait-ce que pour ceux qui envahissent des États souverains et commettent des crimes de guerre. Toutefois, la justice peut constituer un précédent dangereux dans un système fondé sur la protection des intérêts des riches et des puissants.

La reconnaissance de normes morales dans les décisions économiques et politiques risque d'ébranler les fondements du capitalisme. Une idée impensable pour celles et ceux qui profitent de ses injustices.

Les verts et les rouges doivent présenter leurs propres propositions

Si la gauche veut rester pertinente, elle doit développer une stratégie claire en matière de politique de défense. Ignorer la sécurité militaire ne fera que permettre à la droite de monopoliser le débat et de dépeindre la gauche comme naïve ou faible - et si c'était le cas, ce ne serait pas une accusation injuste.

La gauche doit rejeter le faux dilemme entre justice sociale et sécurité nationale. La sécurité ne doit pas être financée en

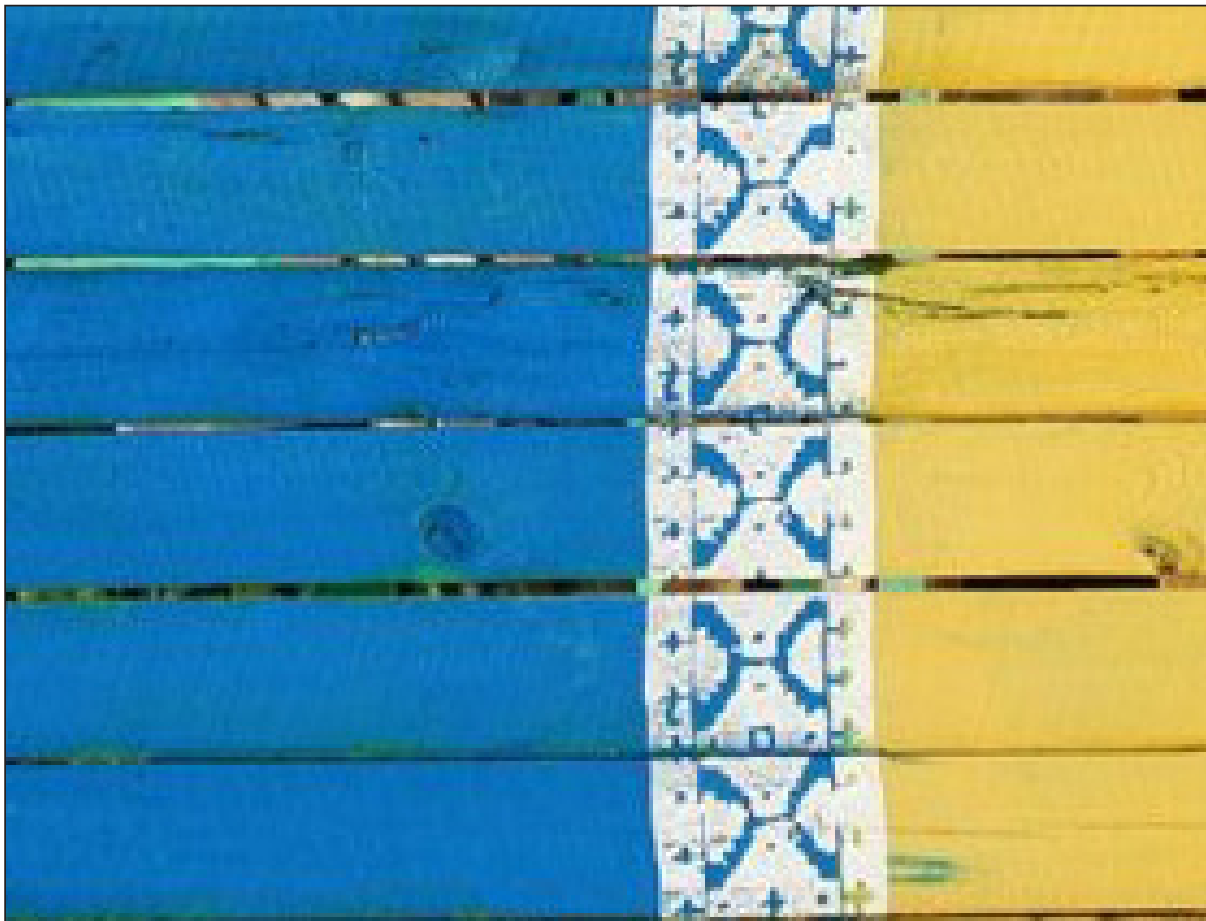
réduisant les pensions ou les soins de santé, mais en veillant à ce que les milliardaires et les multinationales contribuent à leur juste part.

La gauche doit lutter pour une fiscalité équitable, supprimer les niches fiscales qui permettent aux entreprises d'échapper à l'impôt et sévir contre les paradis fiscaux, y compris la Suisse.

Aucun pays européen ne peut se défendre seul. Au lieu d'augmenter massivement les budgets militaires nationaux, l'UE devrait renforcer les mécanismes de sécurité collective. La sécurité énergétique doit également être considérée comme une partie intégrante de la stratégie militaire : en réduisant la dépendance à l'égard des combustibles fossiles russes, nous pouvons empêcher un futur chantage économique.

Surtout, la gauche doit agir rapidement pour obtenir la confiscation des biens de l'État russe. Retarder cette décision pour protéger les intérêts de l'élite financière ne fait qu'enhardir les attaquants.

Source : [Solidaritet](#), 15 mars 2025.



Comment gérer les dilemmes de défense de l'Europe ?

Christian Zeller

Une réponse de Christian Zeller à Hanna Perekhoda à propos de la défense et la solidarité européennes.

Chère Hanna,

Je comprends tes arguments. Je partage ta position selon laquelle nous avons besoin d'une perspective de solidarité pour l'ensemble du continent européen. Cette perspective inclut un soutien massif à la résistance ukrainienne. Cependant, le fait que les pays d'Europe et les États-Unis aient jusqu'à présent accordé trop peu de soutien à l'Ukraine n'est pas dû à une infériorité militaire vis-à-vis de la Russie, mais à des raisons politiques et économiques. Au moins certains secteurs importants du capital ont toujours visé à reprendre des « relations économiques raisonnables » avec la Russie.

Il est juste d'exiger que les États européens garantissent que l'Ukraine puisse se défendre. Je suppose que les stocks d'armes de défense aérienne de tous les États européens suffiraient à eux seuls à protéger la population des grandes villes ukrainiennes.

Néanmoins, l'appel à un armement général est erroné. Nous devons considérer le contexte global et planétaire. Et à cet égard, nous sommes confrontés à d'énormes dilemmes qui semblent presque insolubles.

L'attaque de la Russie contre l'Ukraine a contribué à ce que le réchauffement climatique soit largement écarté du débat public. Le réchauffement climatique s'accélère et dans environ cinq à sept décennies, cela signifiera que de grandes parties des zones peuplées ne seront plus habitables de façon permanente. Trois milliards de personnes ne vivront plus dans la niche de température qui a prévalu ces 6000 dernières années. La rivalité impérialiste et la consommation matérielle des armements feront augmenter

massivement les émissions de gaz à effet de serre. La vague d'armement qui s'annonce rendra improbable une réduction substantielle du réchauffement climatique et mettra ainsi directement en péril la reproduction physique non pas de millions, mais de milliards de personnes en quelques décennies.

Le système terrestre change brusquement et marquera tous les conflits sociaux.

Nous ne pouvons pas approuver un réarmement général des puissances impérialistes européennes. Elles utiliseront leur force militaire pour faire valoir leurs revendications par la force dans le contexte d'une rivalité accrue pour les minerais rares et coûteux, les terres rares, les terres agricoles et même l'eau, que ce soit en Afrique, en Asie, en Europe ou ailleurs. Leur méthode d'adaptation au réchauffement climatique est la militarisation de la société et des frontières et l'exclusion du nombre toujours croissant de personnes superflues. Cela signifie que les puissances européennes voudront également utiliser leur force militaire pour affirmer leurs ambitions coloniales. Après tout, ce n'est rien de nouveau.

Le réarmement conduira à une distribution encore plus inégale des ressources sociales et à l'enrichissement des secteurs les plus pervers du capital.

Comment pouvons-nous faire face à ces dilemmes ?

1. Les États européens doivent être contraints de livrer un maximum de leurs stocks d'armes (notamment de défense aérienne), y compris des informations de renseignement, à l'Ukraine.
2. Nous devons exiger la socialisation de l'industrie de l'armement. Cette industrie doit orienter sa production vers les besoins actuels de l'Ukraine. Les livraisons d'armes à d'autres pays, notamment Israël,

l'Arabie saoudite et l'Égypte, doivent être arrêtées. Le réarmement au service d'intérêts néocoloniaux et impérialistes doit être rejeté. Mais nous devons admettre que cette différenciation est difficile à faire dans la réalité.

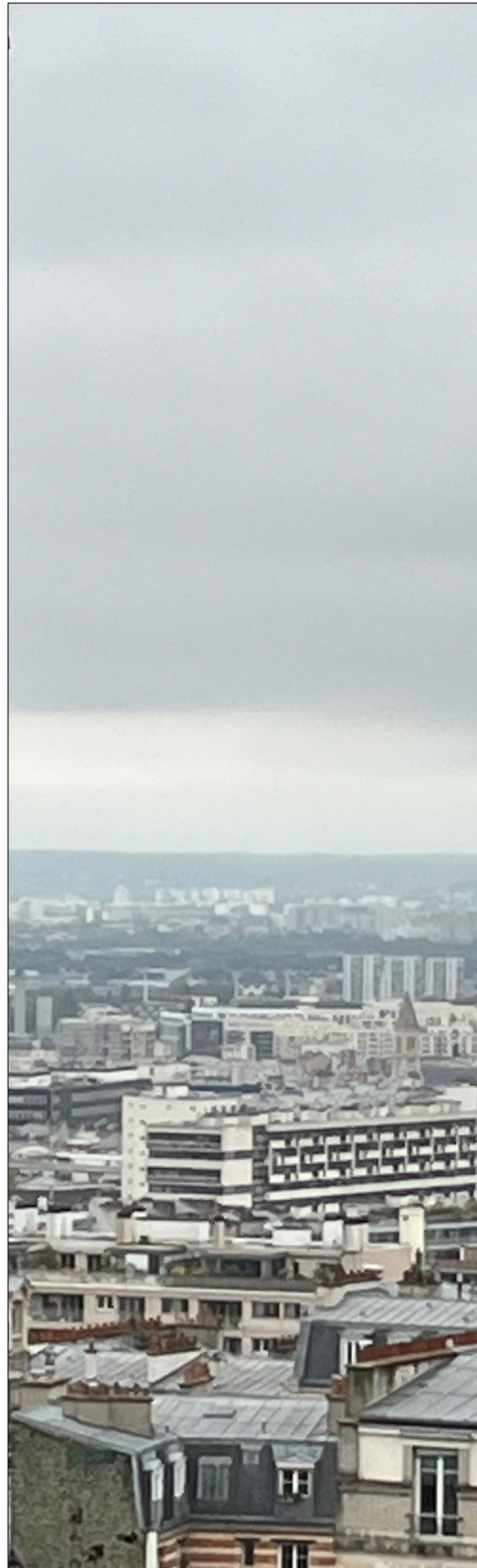
3. Nous devons immédiatement entamer une discussion continentale approfondie sur un système de sécurité paneuropéen. Une attention particulière doit être accordée aux besoins des États baltes potentiellement menacés et de la Moldavie. Nous devons empêcher que la sécurité sociale et écologique ne soit compromise. Une compréhension continentale globale de la sécurité combine la sécurité sociale, écologique et physique. Cela n'est possible qu'au niveau continental.

4. Nous devons également développer une politique qui aide à convaincre la population générale et particulièrement la classe ouvrière en Russie (et ailleurs) de rompre avec leurs dirigeants. Si les gens perçoivent le réarmement européen comme étant dirigé contre eux, cette préoccupation deviendra impossible.

5. Nous devons maintenir la perspective d'une rupture mondiale avec le pouvoir capitaliste, une restructuration mondiale et le démantèlement de l'industrie de l'armement, et enfin un bouleversement écosocialiste, et la remplir d'autant de vie concrète que possible dans les luttes quotidiennes.

Christian Zeller est professeur de géographie économique et membre du comité de rédaction de la revue *Emancipation: Journal for Ecosocialist Strategy*. Il est également membre du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU-ENSU).

Source : <https://ukraine-solidarity.eu/>, 20 mars 2025. Traduit pour *Europe solidaires sans frontières*, par Adam Novak.



Trump et Poutine : une alliance autoritaire qui nous met tous en danger

Li Andersson

99

Nous avons assisté à un changement important dans la politique mondiale et les relations internationales lorsque Trump et J. D. Vance ont humilié le président ukrainien lors de sa visite à la Maison Blanche. Bien que les grandes puissances telles que les États-Unis aient, tout au long de l'histoire, exploité des États plus petits, il est exceptionnel de voir que cela se fait aussi ouvertement.

L'événement à la Maison Blanche a été le résultat de nombreux autres développements au cours des dernières semaines. À l'Assemblée générale des Nations unies, les États-Unis ont voté avec la Russie, la Corée du Nord, la Biélorussie et Israël contre une résolution condamnant la guerre d'agression de la Russie en Ukraine. En outre, Trump a tenté de faire pression sur Zelensky pour qu'il signe l'accord sur l'exploitation des ressources minérales de l'Ukraine afin que les États-Unis n'abandonnent pas le pays militairement – sans promettre de garanties de sécurité. Ces tentatives ont été précédées par les déclarations de Trump selon lesquelles Zelensky est un dictateur et que l'Ukraine a déclenché une guerre « inutile » avec la Russie. Le dernier rebondissement dans la politique de Trump, qui bouleverse le monde, a été l'annonce de la suspension de l'aide militaire « jusqu'à ce que l'Ukraine s'engage sur la voie de la paix ».

Bien que les intérêts géopolitiques des États-Unis et de la Russie ne soient toujours pas alignés, Trump a clairement montré son alignement idéologique sur Poutine. Plus tôt, le porte-parole du Kremlin a déclaré que la Russie était « entièrement d'accord » avec l'administration américaine sur l'Ukraine. Il s'agit d'une menace importante, car la collaboration entre Trump et Poutine implique la naissance potentielle d'une nouvelle alliance

idéologique entre deux dirigeants autoritaires de grandes puissances.

Ces derniers jours, j'ai lu certains commentateurs qui se demandaient pourquoi l'Europe ne se contenterait pas de la paix et pourquoi nous voudrions que la guerre en Ukraine se poursuive.

Je le répète donc une fois de plus : tout le monde souhaite la paix en Ukraine. Mais la manière dont cette paix est obtenue, et le type de paix dont il s'agit, sont très importants.

Si la paix en Ukraine est le fruit d'une décision prise par les dirigeants autoritaires de deux superpuissances, sans tenir compte des besoins ou de la souveraineté de l'Ukraine, cela renforcera Poutine et Trump, ainsi que leur pouvoir de décider des affaires d'autrui. Ce sera une « paix » qui renforcera leur vision du monde et leur idéologie autoritaire.

Selon eux, la politique étrangère repose encore plus que jamais sur la supériorité des grandes superpuissances, le droit de prendre ce qu'elles veulent et par la violence. Sur le plan intérieur, cette idéologie perçoit la démocratie, les droits humains et la diversité comme une menace. Le renforcement de cette vision du monde ne rend pas le monde plus sûr ni plus stable pour qui que ce soit, bien au contraire. Trump a déclaré vouloir prendre le contrôle du canal de Panama et du Groenland. Poutine a déjà occupé la Crimée et occupe actuellement un cinquième du territoire ukrainien. Ces politiques représentent l'impérialisme et le colonialisme du 21^e siècle : elles incarnent l'état d'esprit de ces hommes qui pensent que lorsqu'on est suffisamment grand et puissant, on peut faire tout ce que l'on veut.

Trump et la feuille de route de l'extrême droite

Le parti d'extrême droite, le Parti des Finlandais, actuellement au gouvernement dans le cadre de la coalition la plus à droite que le pays ait jamais connue, a tenté de contourner les positions de Trump en déclarant que même si ses positions sur l'Ukraine ne sont pas bonnes, sa politique est par ailleurs bonne. Le ministre du développement et du commerce extérieur a ainsi exprimé sa satisfaction de voir les États-Unis mettre fin au «wokisme». Il a également indiqué que la politique de Trump était «exemplaire à bien des égards». La vice-Première ministre a également fait l'éloge du discours de JD Vance à la conférence de Munich sur la sécurité.

Toutefois, ces déclarations de politique intérieure ne sont pas distinctes des positions de Trump et de Poutine sur l'Ukraine. Elles sont l'expression d'une même vision du monde et d'une même idéologie. Vance a déclaré qu'il n'était pas le moins du monde préoccupé par la Russie, la Chine ou toute autre menace extérieure concernant l'Europe – il était plus préoccupé par une «menace de l'intérieur».

Cette rhétorique s'inscrit dans le même registre que celui utilisé par l'extrême droite aux États-Unis et en Europe depuis des années. C'est le langage de Poutine et aussi, celui des partis d'extrême droite comme l'AfD en Allemagne, le RN en France ou Vox en Espagne. Ces forces affirment depuis longtemps que l'Europe est en déclin et faible en raison de ses valeurs liées à la diversité et à la démocratie, et non parce que rien n'a été fait en matière d'inégalité ou de politiques industrielles communes. La démocratie, la diversité sociale, l'État de droit et l'égalité ou, comme l'a dit Musk, l'empathie, ces valeurs sont présentées comme des menaces internes et des valeurs qui sont la raison de l'affaiblissement de l'Europe. En politique étrangère, ce même raisonnement se traduit par le traitement de ces valeurs comme étant sans valeur ou non pertinentes.

L'administration Trump a immédiatement interdit certains mots aux États-Unis et a commencé à «purger» l'administration de manière illégale et à fermer les activités de promotion de la diversité. Ce sont des actions qui reflètent exactement la même vision

du monde autoritaire et conservatrice que Poutine représente : une vision où les droits des minorités sexuelles et de genre, l'État de droit et les «valeurs européennes» symbolisent la faiblesse et la décadence morale.

De nombreux commentateurs de gauche ont mis en garde contre l'idéologie de Trump bien avant sa réélection. Ces avertissements étaient fondés, entre autres, sur l'hostilité de Trump à l'égard des droits humains et sur ses déclarations concernant le retrait de l'accord de Paris sur le climat. Pendant longtemps, les commentateurs de la politique étrangère finlandaise ont maintenu que l'élection de Trump n'apporterait pas de changements significatifs aux relations transatlantiques. Je pense qu'il s'agit d'une erreur d'appréciation similaire à celle qui a été commise avec Poutine. Pendant trop longtemps, la droite a pensé que l'autoritarisme et l'idéologie de Poutine ne seraient un problème que pour les minorités vivant en Russie, et que cela n'aurait pas de conséquences en matière de politique étrangère. Il s'agissait d'une erreur d'analyse, et la même erreur est maintenant répétée avec Trump, potentiellement avec des conséquences encore plus importantes.

Il s'agit là d'un nouvel exemple de la manière dont la droite traditionnelle a permis l'émergence de ces dirigeants autoritaires et de l'extrême droite. Leurs politiques économiques ont créé la frustration et la colère que l'extrême droite canalise et, en outre, leur position consistant à comprendre ou à adopter les politiques de l'extrême droite a permis leur montée au pouvoir et leur intégration.

Que signifie pour l'Europe l'alliance des forces autoritaires ?

Il est essentiel de comprendre les risques que le renforcement d'une certaine vision du monde que représentent Poutine et Trump fait courir au monde, à la paix et à la coopération multilatérale fondée sur des règles.

Le monde a un besoin urgent de voix alternatives à l'idéologie de ces hommes. Le concept d'autonomie stratégique est aujourd'hui encore plus important pour l'Europe, et c'est un concept très utile pour la gauche. Les objectifs clés devraient être la volonté de l'Europe de se tenir debout, de réduire les dépendances à l'égard des

États-Unis et de chercher à promouvoir une paix juste en Ukraine, en tenant compte des défis que les circonstances actuelles posent à cet objectif.

Sept conclusions politiques pour l'Europe

Voici les principales conclusions politiques que j'estime nécessaires pour l'UE et les États membres :

Stratégie de l'industrie de défense : achetez européen

L'administration Trump a souligné que l'Europe devrait prendre davantage de responsabilités pour sa propre sécurité et compter moins sur le soutien des États-Unis. Commençons par diriger vers l'industrie européenne tous les fonds actuellement destinés à l'industrie américaine de l'armement. Le rapport Draghi a souligné que 63 % des achats de l'UE en matière de défense étaient en 2022-2023 destinés aux États-Unis. Adoptons le principe « Achetons européen » et dirigeons ces fonds entièrement vers l'industrie européenne afin de renforcer les capacités européennes le plus rapidement possible.

L'OTAN européenne ou une nouvelle alternative

La nouvelle politique étrangère des États-Unis signifie que la confiance aveugle de

l'Europe dans son soutien au sein de l'OTAN se révèle naïve. Le moment est donc venu de développer des structures européennes de coopération en matière de défense. Ce travail peut se faire au sein de l'UE, du JEF [Force expéditionnaire interarmées], de l'OTAN ou de tout autre cadre de coopération similaire, mais l'objectif stratégique est de construire des solutions de sécurité européennes qui ne soient pas basées sur les États-Unis.

Augmenter le soutien à l'Ukraine et annuler sa dette

Si (et quand) Trump réduira le soutien financier et militaire des États-Unis à l'Ukraine, l'Europe doit être prête à augmenter son soutien : armes, aide humanitaire, coopération au développement et reconstruction du pays. La Finlande ne doit pas rejeter catégoriquement la dette commune si elle est nécessaire pour assurer le soutien à l'Ukraine. L'Europe doit également adopter une position négative à l'égard des tentatives américaines d'exploiter les ressources minérales de l'Ukraine. L'annulation de la dette souveraine de l'Ukraine doit être à l'ordre du jour.

Garantir un éventuel cessez-le-feu et un plan de paix européen

L'une des plus grandes erreurs des dirigeants européens est que l'Europe aurait dû prendre l'initiative de son propre plan de paix avant même l'arrivée au pouvoir de Trump. Il



est vrai que l'Europe a manqué d'une stratégie claire sur la manière d'assurer une paix juste en Ukraine, mais elle doit maintenant l'élaborer ensemble. L'une des questions clés dans laquelle l'Europe devrait jouer un rôle est de garantir la sécurité d'un éventuel cessez-le-feu ou d'un accord de paix.

Promouvoir d'urgence l'adhésion de l'Ukraine à l'UE

Une question cruciale concernant l'avenir de l'Ukraine et la prévention de nouvelles guerres est de savoir à quelle communauté politique ou architecture de sécurité elle va adhérer. Les États-Unis ont publiquement exclu l'adhésion à l'OTAN, qui semble également irréaliste étant donné que certaines régions de l'Ukraine resteront probablement sous occupation russe. Pour ces raisons, l'adhésion à l'UE reste l'option la plus viable.

L'UE doit renforcer les institutions juridiques internationales

L'une des évolutions les plus dangereuses de la politique internationale est l'érosion du droit international et des institutions qui le défendent. L'un des principaux responsables de cette érosion est l'UE elle-même, qui, notamment par ses politiques vis-à-vis de Gaza, a contribué de manière significative à l'émergence d'un monde où les règles peuvent être ignorées lorsque cela s'avère opportun. Si l'UE veut assumer le rôle de défenseur des droits humains et du droit international, elle doit commencer par modifier ses propres politiques.

L'autonomie stratégique et la sécurité ne se limitent pas à la défense

Comme on pouvait s'y attendre, les discussions sur le rôle de l'Europe se sont fortement concentrées sur la défense. Cependant, l'autonomie stratégique va bien au-delà de la défense. La sécurité ne se limite pas à la défense militaire. Il est extrêmement préoccupant et condamnable que le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, suggère que les États membres de l'UE financent des investissements supplémentaires dans la défense en réduisant les services de santé ou de sécurité sociale. De telles politiques doivent être catégoriquement rejetées car elles cimenteraient la montée de l'extrême droite en Europe et

créeraient ainsi de nouveaux problèmes de sécurité dangereux.

L'Europe doit comprendre à la fois l'importance clé de la dimension sociale pour la sécurité intérieure et la signification plus large de l'autonomie stratégique. La réduction des dépendances passe notamment par la limitation du pouvoir des oligarques de l'économie numérique. En plus d'investir massivement dans le développement des capacités de l'économie numérique européenne et de l'infrastructure des services numériques publics, l'UE doit également maintenir et renforcer la taxation et la réglementation des grandes entreprises de médias sociaux. Elon Musk ne s'oppose pas à la réglementation des plateformes numériques pour des raisons liées à la liberté d'expression, mais parce qu'il s'agit de sa propriété et de son pouvoir. Il ne veut aucune restriction à ce sujet. L'énergie est un autre secteur essentiel. L'UE devrait poursuivre la transition verte et promouvoir fortement la réduction des dépendances énergétiques extérieures.

Nous nous trouvons dans une situation nouvelle et dangereuse en matière de politique mondiale, mais nous ne devons pas être confus. Avec la dangereuse coopération entre Trump et Poutine et la montée de l'extrême droite, il y a aussi de la place pour une alternative. Le monde a plus que jamais besoin de voix alternatives, et la gauche doit être en première ligne pour créer ces alternatives.

[Li Andersson](#) est députée au Parlement européen et représente l'Alliance de gauche en Finlande.

Source : [Fondation Rosa Luxemburg](#), 11 mars 2025.

Soutenir la résistance ukrainienne, pas les plans de réarmement monstrueux

Simon Pirani

103

«Quelle paix?» est une vaste question. Pour la restreindre, nous pouvons demander: quelle sorte de paix est discutée entre les Ukrainiens? Dans une interview sur les pourparlers entre Trump et Poutine, et les perspectives d'un éventuel accord, notre camarade Denis Pilach, membre de Sotsialnyi Rukh, a déclaré que «les Ukrainiens ont deux choses en tête lorsqu'ils réfléchissent à un quelconque accord: le sort des habitants des territoires occupés, et la façon d'empêcher la Russie de redémarrer la guerre¹».

Ces points pourraient encadrer les domaines d'accords, a-t-il soutenu. Il a souligné la position du gouvernement ukrainien qui ne reconnaît pas les annexions illégales, mais qui accepterait un cessez-le-feu suivi de négociations.

En ce qui concerne les garanties de sécurité, Denis a affirmé que l'adhésion à l'OTAN n'est pas seulement problématique, mais aussi improbable. Mais «une sorte de garantie de sécurité impliquant des acteurs importants est nécessaire, pour s'assurer que la Russie n'envahisse pas à nouveau l'Ukraine».

Cela soulève à son tour la question de savoir qui peut garantir la sécurité de qui, et comment.

Pour y répondre, nous devons nous pencher sur des questions plus larges et contextuelles. Voici des commentaires sur quatre d'entre elles.

Autoritarisme contre démocratie

Pour de nombreux Ukrainiens, la guerre a posé la question suivante: vivre sous le

régime autoritaire de Poutine ou dans une démocratie, même si elle est très imparfaite. La réponse a été: une résistance obstinée à l'invasion de la part de la société civile.

Mais est-il juste de considérer cette résistance comme faisant partie d'une bataille internationale plus large entre l'autoritarisme et la démocratie? Je pense qu'il s'agit là d'un cadre problématique.

Les puissances d'Europe occidentale, y compris le Royaume-Uni, qui ont maintenant promis de soutenir l'Ukraine après le revirement de la politique américaine, sont parmi les plus grands ennemis de la démocratie et des droits démocratiques. Non pas à cause de leurs systèmes politiques nationaux, dans lesquels de précieux droits et libertés démocratiques, gagnés au cours des luttes passées, persistent encore. Mais parce qu'ils soutiennent de vils dictateurs qui défendent les intérêts du capital à l'échelle internationale.

Après tout, ils avaient espéré continuer à travailler avec le régime de Poutine avant et après 2014 – malgré la Tchétchénie, malgré la Syrie – et n'ont révisé leur point de vue qu'en 2022.

Le rappel le plus clair de l'attitude de ces puissances à l'égard de la démocratie et des droits humains se trouve à Gaza. Elles continuent d'armer et de soutenir Israël, malgré quinze mois de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité implacables, commis quotidiennement à Gaza, et maintenant en Cisjordanie, par un gouvernement d'extrême droite et de quasi-fascistes.

Le ciblage disproportionné des civils, le blocage délibéré de la nourriture et des fournitures médicales, le bombardement des infrastructures civiles, les appels explicites au nettoyage ethnique lancés par les ministres israéliens, tout cela constitue des crimes de

1. Entretien avec Denis Pilach, «The left should support a just peace for Ukraine, not a Trump-Putin deal to appease the aggressor», [Links](#), 13 mars 2023.:

guerre. Mais les gouvernements occidentaux continuent de fournir des armes à Israël et de faire la chasse aux sorcières à leurs propres citoyens qui protestent.

Cela signifie-t-il que nous devrions refuser le soutien apporté aux Ukrainiens qui résistent à l'agression russe par le facilitateur de génocide Keir Starmer ou la quasi-fasciste Georgia Meloni ? Non. Mais nous devons ouvrir les yeux sur leurs motivations.

Leurs prétentions à lutter contre l'autoritarisme sont des mensonges hypocrites. Les principaux politiciens ukrainiens sont eux aussi coupables : ils ont profité de l'occasion offerte par la guerre pour saper les droits démocratiques et les droits du travail.

En outre, nous devrions remettre en question l'idée que les dirigeants européens se font de la «sécurité». Je pense qu'ils entendent par là la sécurité du capital et de ses structures de pouvoir. La même «sécurité» qui sous-tend leurs politiques meurtrières et racistes à l'égard des migrants. Pour nous, la sécurité signifie la sécurité des personnes. Ce sont des choses différentes, opposées. Nous devons définir notre position collective à ce sujet.

Le mouvement syndical et les mouvements sociaux ont besoin d'un programme indépendant pour se mobiliser en faveur de l'Ukraine.

Notre génération n'est pas la première à devoir faire face aux problèmes liés à la conclusion d'alliances limitées avec nos ennemis de classe. Collectivement, nous devrions nous inspirer des exemples de résistance aux régimes d'occupation nazis pendant la Seconde Guerre mondiale.

Nombre d'entre eux – en Grèce, dans les Balkans, en France et ailleurs – ont été organisés principalement par le mouvement ouvrier, mais ils ont travaillé aux côtés des États bourgeois en exil soutenus par la Grande-Bretagne et d'autres puissances occidentales, avec lesquels ils étaient en constante tension.

Réarmement

Suite au revirement de la politique américaine, les puissances européennes ont décidé de mettre en place des programmes de réarmement à long terme, c'est-à-dire des investissements étatiques substantiels dans la fabrication d'armes.

Nous ne devons pas nous faire les chantres de ces programmes. Nous ne sommes pas tenus de les approuver, afin de soutenir politiquement la fourniture à l'Ukraine par les États d'Europe occidentale des armes et des munitions dont elle a besoin. Nous pouvons soutenir les acteurs non étatiques en Ukraine – volontaires médicaux, groupes de la société civile soutenant l'armée, etc. – sans approuver les stratégies de la classe dirigeante.

Dans un article récent sur le réarmement, le journaliste socialiste Owen Jones a affirmé que «les dépenses de défense doivent être examinées à la loupe²». Je suis d'accord.

Jones a souligné qu'«une part importante» du budget de la défense britannique est consacrée aux missiles nucléaires Trident, qui n'ont aucun rapport avec la guerre en Ukraine ; que des milliards ont été dépensés pour des porte-avions et des véhicules blindés Ajax qui, selon les spécialistes militaires, ne servent à rien.

En outre, le gouvernement britannique a subordonné le réarmement à des réductions massives des autres dépenses de l'État.

Il s'agit d'un faux choix typiquement néolibéral : soutenir l'Ukraine ou les services publics. Il est encadré par les politiciens traditionnels et soutenu par l'extrême droite poutinienne.

Nous devons nous y opposer. Gagnez du soutien pour nos demandes d'annulation de la dette ukrainienne. Exigeons la saisie des avoirs financiers russes gelés, que les autorités européennes devraient restituer cette année. Exigeons la fin des livraisons d'armes à Israël. Taxer les riches pour financer les services publics.

La nature de la menace russe

Pour développer notre approche de ces questions, nous devons également caractériser la nature de la menace russe. Pour nos amis d'Ukraine et des États baltes, cette menace est immédiate. Nous devons leur demander conseil.

Nous devons également évaluer dans quelle mesure l'Europe est confrontée à une menace plus large d'action militaire russe.

2. Owen Jones, «Keir Starmer, you claim huge and damaging cuts are vital so we can buy arms and defend ourselves. Prove it», *The Guardian*, 5 mars 2025.

Une partie de l'opinion publique compare le moment présent à 1938 et prévient que l'apaisement avec Poutine conduira à une guerre totale. Cela recoupe dans une certaine mesure les politiques de réarmement.

J'ai des doutes à ce sujet. Après avoir concentré ses forces en Ukraine pendant trois ans, la Russie n'a non seulement pas réussi à s'emparer de Kiev, mais n'a capturé qu'un cinquième du territoire ukrainien, à un coût énorme – y compris l'abandon de son plus proche allié au Moyen-Orient, Bachar al Assad.

Regardons aussi la croissance des mouvements sociaux contre certains régimes poutiniens d'Europe de l'Est, en Slovaquie, en Serbie et en Hongrie.

Nous devons nous demander non seulement si le Kremlin, poussé par un nationalisme exacerbé, pourrait *vouloir* lancer des attaques plus largement à l'ouest de la Russie, mais aussi : dans quelle mesure est-il *en mesure* de le faire. Peut-être est-il plus susceptible d'utiliser la cyberguerre, le sabotage de bas niveau et, bien sûr, le soutien aux partis d'extrême droite en Europe.

Je n'ai pas de réponse à ces questions. Mais si nous n'en discutons pas, nous ne pourrons pas mettre en place des stratégies significatives.

Que peuvent faire efficacement le mouvement syndical et les mouvements sociaux ?

J'espère que cette conférence discutera non seulement de ce que les gouvernements peuvent ou veulent faire – sur lequel notre influence, l'influence de la société civile, est toujours limitée – mais aussi de ce que nous pouvons faire indépendamment des gouvernements.

Bien sûr, nous devons associer le soutien à la résistance ukrainienne et à une paix juste à des luttes plus larges pour la justice sociale, contre les politiques anti-migrants et pour une action efficace contre le changement climatique. Tout le monde ici connaît ces arguments.

Au-delà de cela, je ne ferai qu'une seule remarque. Comparons les manifestations contre le soutien à l'Ukraine – auxquelles ont participé au Royaume-Uni une ou deux centaines de campistes, staliniens et

grincheux – avec les manifestations contre le génocide israélien, auxquelles participent régulièrement au Royaume-Uni des centaines de milliers de personnes.

Lorsque nous nous rendons à ces manifestations avec une banderole indiquant «De l'Ukraine à la Palestine, l'occupation est un crime³», les gens manifestent une énorme sympathie.

Ces foules sont composées en grande partie de jeunes qui croient en un avenir meilleur – sans guerre, sans oppression et sans la menace d'une catastrophe climatique.

Il est essentiel de faire cause commune avec eux si nous voulons renforcer le soutien de l'Europe occidentale à la résistance ukrainienne et à une paix juste.

Simon Pirani est historien. Il a notamment publié *Burning Up: A Global History of Fossil Fuel Consumption* (Pluto Press, 2018); *Change in Putin's Russia: Power, Money and People* (Pluto Press, 2010), *The Russian Revolution in Retreat 1920-24: Soviet Workers and the new Communist Elite* (Routledge, 2008),

Source : texte basé sur une conférence donnée lors d'un panel, «Quelle paix ?», le mercredi 26 mars dans le cadre de la conférence [Solidarité avec l'Ukraine](#) à Bruxelles. Simon Pirani souhaite remercier le [Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine](#) de l'avoir invité à prendre la parole lors de cette table ronde. Publié pour la première fois sur [People and Nature](#). Traduction : Michel Lanson pour le site du [Réseau Bastille](#).

3. <https://ukraine-solidarity.org/from-ukraine-to-palestine-occupation-is-a-crime/>.

